



ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE  
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE

CONSEIL COMMUNAL DU 30 JUIN 2026  
GEMEENTERAAD VAN 30 JUNI 2026

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES  
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00  
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

30.06.2026/A/0001 **Communication.**

---

**Mededeling.**

---

30.06.2026/A/0002 **Modification du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal et intégration du Code de déontologie applicable aux mandataires communaux.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 91, qui stipule que le Conseil communal adopte un Règlement d'Ordre Intérieur ;

Vu le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal du 28 août 2002, qui demeure inchangé à ce jour ;

Considérant que la Nouvelle Loi communale a fait l'objet de diverses modifications depuis 2002 et que le règlement d'ordre intérieur tel que fixé en 2002 n'est plus en conformité avec les dispositions de la Nouvelle Loi communale ;

Vu les recommandations relatives au Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal publiées par BRULOCALIS ;

Considérant que ce règlement peut comprendre des mesures complémentaires relatives au fonctionnement du Conseil communal, à la transparence et à la participation citoyenne ;

Considérant les avis émis lors de la séance tenue par les Commissions réunies en date du 10 mars 2026 et 3 juin 2026;

Vu l'article 84<sup>quater</sup> de la Nouvelle loi communale ;

Considérant que le conseil communal arrête, dans son règlement d'ordre intérieur, des règles de déontologie et d'éthique, applicables aux conseillers communaux ;

Vu l'article art. 107<sup>bis</sup> de la Nouvelle loi communale ;

Considérant que les règles déontologiques visées à l'article 84<sup>quater</sup>, alinéa 1er, sont également applicables aux membres du collège des bourgmestre et échevins ;

Considérant que le code de déontologie et d'éthique constitue un cadre d'intégrité morale que l'ensemble des mandataires publics locaux sont tenus de suivre ;

Considérant que les règles déontologiques ne sont pas à interpréter à géométrie variable en fonction de l'interprétation différente d'une commune à l'autre ;

Que dans un souci de cohérence et de stabilité juridique, le Gouvernement bruxellois a déterminé le socle de base pour ce code déontologique applicable à l'ensemble des communes ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juin 2024 fixant un modèle commun de code de déontologie et d'éthique applicable aux mandataires locaux ;

Considérant qu'il convient pour la Commune d'adopter ces règles et de les intégrer dans le règlement d'ordre intérieur actuel ainsi que de modifier le règlement d'ordre intérieur ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

De modifier le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal du 28 août 2002 et d'y intégrer le Code de déontologie applicable aux mandataires communaux ;

---

**Wijziging van het reglement van orde van de Gemeenteraad en integratie van de Deontologische code van toepassing op de gemeentelijke mandatarissen.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 91, waarin wordt bepaald dat de Gemeenteraad een reglement van orde goedkeurt ;

Gelet op het reglement van orde van de Gemeenteraad van 28 augustus 2002, dat tot op heden ongewijzigd is gebleven ;

Overwegende dat de Nieuwe Gemeentewet sinds 2002 diverse wijzigingen heeft ondergaan en dat het reglement van orde zoals vastgesteld in 2002 niet langer in overeenstemming is met de bepalingen van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de aanbevelingen met betrekking tot het Reglement van orde van de Gemeenteraad, gepubliceerd door BRULOCALIS ;

Overwegende dat dit reglement aanvullende maatregelen kan bevatten met betrekking tot de werking van de Gemeenteraad, de transparantie en de burgerparticipatie;

Overwegende de adviezen die werden uitgebracht tijdens de vergadering van de Verenigde Commissies op 10 maart 2026 en 3 juni 2026 ;

Gelet op artikel 84<sup>quater</sup> van de Nieuwe Gemeentewet ;

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn reglement van orde deontologische en ethische regels vaststelt die van toepassing zijn op de gemeenteraadsleden ;

Gelet op artikel 107<sup>bis</sup> van de Nieuwe Gemeentewet ;

Overwegende dat de deontologische regels bedoeld in artikel 84<sup>quater</sup>, lid 1, eveneens van toepassing zijn op de leden van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Overwegende dat de deontologische en ethische code een kader voor morele integriteit vormt dat alle lokale openbare mandatarissen moeten naleven ;

Overwegende dat de deontologische regels niet op verschillende manieren mogen worden geïnterpreteerd naargelang de uiteenlopende interpretaties van gemeente tot gemeente ;

Dat de Brusselse Regering, met het oog op coherentie en juridische stabiliteit, de basis heeft vastgelegd voor deze deontologische code die van toepassing is op alle gemeenten ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering van 6 juni 2024 tot vaststelling van een gemeenschappelijk model voor een deontologische en ethische code die van toepassing is op lokale mandatarissen ;

Overwegende dat het voor de Gemeente aangewezen is deze regels goed te keuren en op te nemen in het huidige reglement van orde, alsook het reglement van orde te wijzigen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Besluit :

Het reglement van orde van de gemeenteraad van 28 augustus 2002 te wijzigen en daarin de deontologische code van toepassing op gemeentelijke mandatarissen te integreren.

2 annexes / 2 bijlagen

ROI NL.pdf, VERSION DEFINITIVE ROI FR.pdf

---

30.06.2026/A/0003 **Ordonnance de police portant fermeture de tous les établissements accessibles au public à 1h du matin au plus tard dans le Quartier Nord**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, spécialement ses articles 119, 119bis et 135 § 2;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Vu l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues et ses prolongations ultérieures;

Vu l'arrêté du 02 mars 2026 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues;

Vu la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services;

Vu le rapport administratif de police « HotSpot Quartier Nord » du 12 mars 2026;

Considérant que les commune ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publique ;

Considérant que l'arrêté du Ministre-Président du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues et ses prolongations ultérieures, identifie le quartier Nord comme un « hotspot » ; que les menaces et les atteintes à l'ordre public y sont particulièrement concentrées;

Considérant une analyse circonstanciée des données chiffrées des incidents se déroulant dans l'espace public et plus précisément dans le périmètre visé à l'article 2 de la présente ordonnance, a été réalisée par la Zone de Police; que les conclusions de cette analyse, basées sur les nécessités concrètes du maintien de l'ordre, sont reprises dans ledit rapport;

Considérant d'une part que le rapport susmentionné met en évidence des faits de vols avec violence, de tapages, d'ivresses, de violences et d'incivilités survenant singulièrement entre 01h00 et 06h00 dans le périmètre visé à l'article 2 de la présente ordonnance; qu'il précise en outre que les activités nocturnes liées aux établissements ouverts tardivement et à la prostitution (ouverte 24h/24) jouent en outre un rôle majeur dans le phénomène; que les troubles à l'ordre public mentionnés ci-dessus, sont dès lors en corrélation avec l'activité nocturne continue du périmètre visé à l'article 2 de la présente ordonnance et l'ouverture tardive des établissements qui y sont situés;

Considérant d'autre part qu'une part importante des interventions de police fait l'objet de fiches issues d'appels vers le centre de communication de la zone de police ; que ces fiches reflétant un réel sentiment d'insécurité des habitants d'après le rapport

administratif de police « HotSpot Quartier Nord » du 12 mars 2026, sont classées en quatre catégories principales dont trois significativement représentées entre 01h00 et 06h00 : Alarmes-Alertes (agressions ou des incendies), Environnement (tapages et pollution), Assistance (interne ou autres services publics);

Considérant que l'autorité communale ne peut tolérer que des actes de violences graves se commettent sur le territoire de la Commune, mettant en péril l'ordre public et la sécurité des habitants ; que le Conseil d'État souligne à cet égard dans un arrêt n°241.671 du 30 mai 2018 que : « toute loi de police administrative habilite les autorités compétentes à prendre des mesures préventives tendant à éviter des troubles à l'ordre public avant qu'ils ne surviennent » et que « l'autorité dispose à cet égard d'un large pouvoir d'appréciation et peut prendre en compte toute situation potentiellement dangereuse et tout risque, même faible, pour la sécurité publique »;

Considérant que l'instauration d'une heure de fermeture aux établissements accessibles au public sera de nature à faire disparaître les troubles ou à tout le moins à les faire diminuer de manière substantielle et à améliorer la qualité de vie des habitants du quartier; que la mesure s'inscrivant dans le contexte d'une démarche d'évaluation périodique ne s'applique que pour une période de trois mois; qu'elle n'a pas pour conséquence la suppression pure et simple de l'exercice d'une profession ou d'un commerce, ni de le rendre directement ou indirectement impraticable ; qu'elle ne fait pas de l'interdiction la règle et de la liberté l'exception étant donné qu'elle impose une interdiction partielle limitée dans le temps et dans l'espace;

Considérant que la constatation que les troubles ne sont pas imputables à un ou des établissements en particulier mais affectent le périmètre visé à l'article 2 de la présente ordonnance, ne suffit pas à établir une violation du principe de proportionnalité ; que cette constatation explique au contraire le recours à la voie réglementaire ; que cette action réglementaire ne revêt d'ailleurs pas de portée subsidiaire par rapport à l'adoption de mesures individuelles de police administrative en sorte qu'aucun principe de droit n'impose à l'autorité de privilégier ces dernières si la protection de l'ordre public justifie une mesure générale;

Considérant les rapports de police du 28 avril 2026 et du 10 juin 2026, lesquels attestent de la plus-value de cette ordonnance ; qu'en effet, il ressort notamment de ces rapports que les données globales de la zone de police indiquent une diminution globale de la criminalité objective entre 2024 et 2026 ; qu'en outre les services de police ont constatée une réelle diminution marquée des faits sur la tranche horaire directement visée par l'ordonnance, ce qui constitue un signal favorable quant à l'effet de la fermeture nocturne ;

Considérant par ailleurs que les services de police ont enregistré un retour positif des habitants ;

Considérant qu'il ressort également des rapports de police susmentionnés que les mesures prises en termes de fermeture semblent indéniablement réduire la pression criminelle et les faits d'une grande violence sur le quartier ;

Qu'au vu des éléments qui précèdent, la prolongation des mesures prévues par l'ordonnance du 25 mars 2026 sont nécessaires au maintien de l'ordre public ;

ORDONNE :

### **Article 1**

Les lieux accessibles au public en vue du divertissement, de la consommation ou vente de denrées alimentaires, de la consommation ou vente de boissons alcoolisées (établissements HoReCa et assimilés, cafés et salons de prostitution, carées, etc.) ou non soumis à un régime horaire plus restrictif, situés **dans le périmètre visé à l'article 2 de la présente ordonnance**, doivent être fermés au plus tard tous les jours de la semaine et du week-end à 1h du matin et ne pourront rouvrir au plus tôt qu'à partir de 6h du matin.

## Article 2

La présente ordonnance de police s'applique dans le périmètre délimité suivant :

- Rue Gineste
- Place Saint-Lazare
- Boulevard Saint-Lazare : du n°1 jusqu'au croisement avec le boulevard du Jardin Botanique
- Place du Nord : jusqu'au croisement avec la rue du Progrès
- Gare du Nord : toute la partie se trouvant sur le territoire de la commune de Saint-Josse-ten-Noode
- Rue d'Aerschot : du n°1 au n°4
- Rue de Brabant : du n°1 au n°114
- Rue de la Prairie
- Rue de la Rivière
- Rue des Plantes : du n°1 au n°104 (pairs) et jusqu'au n°111 (impairs)
- Rue Linné : du n°1 au n°114 (pairs) et jusqu'au n°101 (impairs)
- Rue Verte : du n°1 au n°80 (pairs) et jusqu'au n°73 (impairs)
- Rue du Chemin de Fer
- Rue Botanique
- Rue de la Poste : du n°1 au n°78 (pairs) et jusqu'au n°39 (impairs)
- Rue Godefroid de Bouillon
- Rue Musin
- Square Victoria Régina
- Avenue Victoria Régina
- Rue Saint-François
- Rue de l'Ascension
- Rue des Secours
- Petite rue des Secours.

## Article 3

§1. Selon la procédure définie dans la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales :

- sera puni d'une amende administrative de maximum 500 euros, quiconque contrevient aux dispositions de la présente ordonnance.

§2. La zone de police "Nord" est chargée de l'exécution de l'ordonnance au besoin par la contrainte et la force conformément aux dispositions de l'article 37 de la loi sur la fonction de police.

## Article 4

L'ordonnance de police entre en vigueur le 1er juillet jusqu'au 30 septembre 2026 ;

## Article 5

Un recours en annulation ainsi qu'un éventuel recours en suspension peuvent être introduits par requête auprès du Conseil d'Etat (rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles) dans un délai de 60 jours à compter de la publication de la présente ordonnance.

---

## **Politieverordening houdende de sluiting van alle voor het publiek toegankelijke inrichtingen uiterlijk om 1 uur 's ochtends in de Noordwijk.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder de artikelen 119 en 135 § 2;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties ;

Gelet op het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politiematregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen, en de latere verlengingen ervan ;

Gelet op het besluit van 02 maart 2026 tot invoering van enkele bestuurlijke politiematregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen ;

Gelet op de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening ;

Gelet op het administratief politieverlag „HotSpot Noordwijk“ van 12 maart 2026 ;

Overwegende dat de gemeenten tot taak hebben te voorzien, ten behoeve van de inwoners, in een goede politie, met name over de netheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust ;

Overwegende dat het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politiematregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen, en latere verlengingen, de Noordwijk identificeert als een „hotspot“; dat bedreigingen en aantastingen van de openbare orde daar bijzonder sterk geconcentreerd zijn ;

Overwegende dat de Politiezone een gedetailleerde analyse heeft uitgevoerd van de cijfergegevens over incidenten die zich voordoen in de openbare ruimte, en meer bepaald binnen de perimeter bedoeld in artikel 2 van deze verordening ; dat de conclusies van deze analyse, gebaseerd op de concrete noden van de ordehandhaving, in het genoemde verslag werden opgenomen ;

Overwegende enerzijds dat het bovengenoemde verslag melding maakt van gevallen van gewelddadige diefstallen, geluidsoverlast, dronkenschap, geweld en wangedrag die zich met name tussen 01u00 en 06u00 voordoen in de perimeter bedoeld in artikel 2 van deze verordening ; dat in het verslag bovendien wordt aangegeven dat nachtelijke activiteiten in verband met laat opengebleven vestigingen en prostitutie (open 24 u/24) een belangrijke rol spelen in dit fenomeen ; dat de hierboven genoemde verstoringen van de openbare orde bijgevolg in verband staan met de voortdurende nachtelijke activiteit in de perimeter bedoeld in artikel 2 van deze verordening en de late openingstijden van de inrichtingen die daar gevestigd zijn ;

Overwegende anderzijds dat een groot deel van de politie-interventies worden vastgelegd in fiches naar aanleiding van oproepen naar het communicatiecentrum van de politiezone ; dat deze fiches, die volgens het administratief politieverlag “HotSpot Noordwijk” van 12 maart 2026 een reëel onveiligheidsgevoel bij de inwoners weerspiegelen, zijn ingedeeld in vier hoofdcategorieën, waarvan er drie significant voorkomen tussen 01u00 en 06u00 : Alarmen-Waarschuwingen (aanvallen of branden), Omgeving (geluidsoverlast en vervuiling), Bijstand (intern of andere openbare diensten) ;

Overwegende dat de gemeentelijke autoriteiten niet kunnen toestaan dat er op het grondgebied van de Gemeente ernstige gewelddaden worden gepleegd die de openbare orde en de veiligheid van de inwoners in gevaar brengen ; dat de Raad van State in dit verband in arrest nr. 241.671 van 30 mei 2018 benadrukt dat: “iedere bestuurlijke politiewet de bevoegde overheden machtigt preventieve maatregelen te nemen om verstoringen van de openbare orde, nog voor zij zich voordoen, te vermijden” en dat “de overheid in dat verband over een ruime beoordelingsbevoegdheid beschikt en rekening kan houden met iedere mogelijk gevaarlijke situatie en met ieder risico, hoe klein ook, voor de openbare veiligheid” ;

Overwegende dat de invoering van een sluitingstijd voor inrichtingen die toegankelijk zijn voor het publiek van dergelijke aard is dat de verstoringen zullen verdwijnen of op zijn minst aanzienlijk zullen afnemen en de levenskwaliteit van de bewoners van de wijk zal verbeteren ; dat de maatregel, die kadert in de context van een periodieke evaluatie, slechts voor een periode van drie maanden geldt ; dat zij niet tot gevolg heeft dat de uitoefening van een beroep of een handelsactiviteit volledig wordt afgeschaft of direct of indirect onuitvoerbaar wordt gemaakt ; dat zij niet het verbod tot regel en de vrijheid tot uitzondering maakt, aangezien zij een gedeeltelijk verbod oplegt dat in tijd en ruimte beperkt is ;

Overwegende dat de vaststelling dat de verstoringen niet toe te schrijven zijn aan een of meer specifieke inrichtingen, maar de perimeter betreffen die bedoeld wordt in artikel 2 van deze verordening, niet volstaat om een schending van het evenredigheidsbeginsel vast te stellen ; dat deze vaststelling integendeel de toevlucht

tot de reglementaire weg verklaart ; dat deze reglementaire maatregel overigens geen subsidiaire reikwijdte heeft met betrekking tot de toepassing van individuele administratieve politie maatregelen, aangezien geen enkel rechtsbeginsel de overheid verplicht om voorrang te geven aan deze laatste indien de bescherming van de openbare orde een algemene maatregel rechtvaardigt ;

Overwegende de politieverlagen van 28 april 2026 en 10 juni 2026, die de meerwaarde van deze verordening aantonen ; dat uit deze verslagen namelijk blijkt dat de globale cijfers van de politiezone wijzen op een algemene daling van de objectieve criminaliteit tussen 2024 en 2026 ; dat bovendien de politiediensten een daadwerkelijke, opvallende daling hebben vastgesteld van het aantal incidenten in het tijdsbestek waarop de verordening rechtstreeks betrekking heeft, wat een gunstig signaal is betreffende het effect van de nachtelijke sluiting ;

Overwegende bovendien dat de politiediensten positieve reacties van de bewoners hebben geregistreerd ;

Overwegende dat uit de bovengenoemde politieverlagen eveneens blijkt dat de genomen sluitingsmaatregelen onmiskenbaar de criminele druk en de zeer gewelddadige incidenten in de wijk lijken te verminderen ;

Dat, gelet op bovenstaande elementen, de verlenging van de maatregelen voorzien door de verordening van 25 maart 2026 noodzakelijk is voor de handhaving van de openbare orde ;

**BESLUIT :**

### **Artikel 1**

Plaatsen die voor het publiek toegankelijk zijn voor vermaak, de consumptie of verkoop van levensmiddelen, de consumptie of verkoop van alcoholische dranken (Horeca-inrichtingen en soortgelijke gelegenheden, carrés en prostitutiesalons, enz.) en die niet onderworpen zijn aan een strengere uurregeling, gelegen **binnen de perimeter bedoeld in artikel 2 van deze verordening**, moeten elke dag van de week en in het weekend uiterlijk om 1 uur 's ochtends gesloten zijn en mogen ten vroegste opnieuw openen vanaf 6 uur 's ochtends.

### **Artikel 2**

Deze politieverordening is van toepassing binnen de volgende afgebakende perimeter :

- Ginestraat
- Sint-Lazarusplein
- Sint-Lazaruslaan : van nr. 1 tot aan het kruispunt met de Kruidtuinlaan
- Noordplein : tot aan het kruispunt met de Vooruitgangstraat
- Noordstation : het gehele gedeelte dat zich op het grondgebied van de gemeente

Sint-Joost-ten-Node bevindt

- Aarschotstraat : van nr. 1 tot nr. 4
- Brabantstraat : van nr. 1 tot nr. 114
- Weidestraat
- Rivierstraat
- Plantenstraat : van nr. 1 tot nr. 104 (even nrs.) tot nr. 111 (oneven nrs.)
- Linnéstraat : van nr. 1 tot nr. 114 (even nrs.) tot nr. 101 (oneven nrs.)
- Groenstraat : van nr. 1 tot nr. 80 (even nrs.) tot nr. 73 (oneven nrs.)
- Spoorwegstraat
- Kruidtuinstraat
- Poststraat : van nr. 1 tot nr. 78 (even nrs.) tot nr. 39 (oneven nrs.)
- Godfried van Bouillonstraat
- Musinstraat
- Victoria Reginaplantsoen
- Victoria Reginalaan
- Sint-Franciscusstraat
- Bergopstraat
- Hulpstraat
- Korte Hulpstraat.

### **Artikel 3**

§1. Volgens de procedure zoals vastgelegd in de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties :

- wordt een administratieve boete van maximaal 500 euro opgelegd aan eenieder die de bepalingen van deze verordening overtreedt.

§2. De politiezone “Noord” is belast met de uitvoering van deze verordening, indien nodig met dwang en geweld, overeenkomstig de bepalingen van artikel 37 van de wet op het politieambt.

#### **Artikel 4**

Deze politieverordening treedt in werking op 1 juli 2026 en is van toepassing tot en met 30 september 2026.

#### **Artikel 5**

Een beroep tot nietigverklaring, alsook een eventueel beroep tot schorsing, kan worden ingesteld per verzoekschrift bij de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel, binnen de 60 dagen na de kennisgeving van deze verordening.

---

30.06.2026/A/0004 **Complexe de tennis du stade Georges Petre ; convention de mise à disposition ; adoption- report du 09/06/2026- report du 16/06/2026**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses articles 117 et 135 ;

Considérant le stade Georges Petre, sis rue Georges De Lombaerde, 55 à 1140 Evere, dont la Commune est propriétaire ; que celui-ci comprend notamment le hall sportif sis avenue des Communautés 12 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, lequel comporte plusieurs infrastructures sportives, dont des terrains de tennis ;

Considérant que ces terrains de tennis sont actuellement inoccupés ; qu'ils ont fait l'objet d'interventions diverses visant l'entretien et la sécurisation du hall ; que plusieurs incidents ont été constatés, notamment des vols et des intrusions ;

Considérant que la Commune a déposé une plainte auprès de la police à la suite de ces vols, et qu'une seconde plainte est en cours concernant l'occupation non autorisée des lieux ;

Considérant qu'il convient de sécuriser le site en raison de la répétition des infractions constatées ;

Considérant qu'en outre des problèmes de stationnement sauvage ont été observés aux abords du site, générant des nuisances et des risques pour la sécurité ;

Considérant également la présence ponctuelle de sans-abris dans le cabanon adjacent, ce qui soulève des préoccupations en matière de sécurité, de salubrité et de gestion du domaine public ;

Considérant par ailleurs que les locaux susmentionnés nécessitent la réalisation de certains travaux ;

Considérant qu'une mise à disposition temporaire de ces locaux permettra, d'une part, de sécuriser les lieux en évitant toute occupation illégale et, d'autre part, de générer des revenus supplémentaires pour la Commune ;

Considérant en effet qu'une occupation régulière et encadrée du bien constitue un moyen efficace de prévenir et de contrer les occupations illégales constatées ces derniers mois ;

Considérant qu'il appartient à la Commune d'assurer une gestion optimale, efficace et responsable de son patrimoine immobilier ;

Considérant que la mise à disposition de ces locaux contribue à maintenir le site en activité et à préserver son attractivité ; qu'une occupation temporaire permet de maintenir un usage sportif cohérent avec l'affectation du site ;

Considérant que cette mise à disposition générera des recettes pour la Commune permettant ainsi de compenser les coûts d'entretien du site ;

Considérant en outre que la réalisation de certains travaux par l'Occupant représente une économie pour la Commune et permet de valoriser temporairement le site sans

engager de dépenses communales supplémentaires ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

D'approuver le projet de convention de mise à disposition repris en annexe ;  
D'autoriser le Bourgmestre et la Secrétaire communale à réaliser, au nom du Collège des Bourgmestre et Echevins, l'ensemble des actes s'y rapportant dont, et de manière non limitative, la signature de la convention.

---

**Tenniscomplex van het Georges Petre-stadion ; overeenkomst inzake terbeschikkingstelling ; goedkeuring- uitstel van 09/06/2026- uitstel van 16/06/2026**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 135 ;  
Overwegende het Georges Petre-stadion, gelegen Georges De Lombaerdestraat 55 te 1140 Evere, waarvan de Gemeente eigenaar is ; dat dit complex met name de sporthal omvat, gelegen Gemeenschappenlaan 12 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, die verschillende sportinfrastructuren telt, waaronder tennisterreinen ;  
Overwegende dat deze tennisterreinen momenteel niet worden gebruikt ; dat er diverse interventies hebben plaatsgevonden voor het onderhoud en de veiligheid van de sporthal ; dat er verschillende incidenten werden vastgesteld, met name diefstallen en inbraken ;  
Overwegende dat de Gemeente naar aanleiding van deze diefstallen klacht heeft ingediend bij de politie en dat er een tweede klacht loopt betreffende de onrechtmatige bezetting van de terreinen ;  
Overwegende dat het wenselijk is de site te beveiligen vanwege de herhaalde overtredingen die werden vastgesteld ;  
Overwegende dat bovendien problemen met wildparkeren werden vastgesteld in de omgeving van de site, wat overlast en veiligheidsrisico's veroorzaakt ;  
Overwegende dat er tevens af en toe daklozen verblijven in de aangrenzende schuur, wat aanleiding geeft tot bezorgdheid op het gebied van veiligheid, hygiëne en het beheer van de openbare ruimte ;  
Overwegende bovendien dat er bepaalde werkzaamheden moeten worden uitgevoerd aan de bovengenoemde lokalen ;  
Overwegende dat een tijdelijke terbeschikkingstelling van deze lokalen enerzijds zal bijdragen tot het beveiligen van de site door illegale bezetting te voorkomen en anderzijds extra inkomsten voor de Gemeente zal opleveren ;  
Overwegende dat een regelmatig en gecontroleerd gebruik van de locatie immers een doeltreffend middel vormt om de illegale bezettingen die de afgelopen maanden werden vastgesteld, te voorkomen en tegen te gaan ;  
Overwegende dat het de taak van de Gemeente is om te zorgen voor een optimaal, efficiënt en verantwoord beheer van haar vastgoedpatrimonium ;  
Overwegende dat het ter beschikking stellen van deze lokalen bijdraagt tot het in stand houden van de activiteit op de site en het behoud van haar aantrekkelijkheid ; dat een tijdelijke bezetting het mogelijk maakt een sportief gebruik te handhaven dat in overeenstemming is met de bestemming van de site ;  
Overwegende dat deze terbeschikkingstelling inkomsten voor de Gemeente zal opleveren, waardoor de onderhoudskosten van de site kunnen worden gecompenseerd ;  
Overwegende bovendien dat de uitvoering van bepaalde werkzaamheden door de Bezetter een besparing voor de Gemeente betekent en het mogelijk maakt de site

tijdelijk te valoriseren zonder bijkomende gemeentelijke uitgaven ;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Besluit :

De overeenkomst inzake terbeschikkingstelling zoals opgenomen in de bijlage goed te keuren ;

De Burgemeester en de Gemeentesecretaresse te machtigen om namens het College van Burgemeester en Schepenen alle hiermee verband houdende handelingen te verrichten, waaronder, maar niet beperkt tot, de ondertekening van de overeenkomst.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Convention consolidée FINALE.docx*

---

30.06.2026/A/0005 **Enseignement fondamental; Projet de règlement général des études des écoles communales fondamentales**

Le Conseil,

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire du 3 mai 2019, mis à jour le 13 janvier 2026 ;

Vu les décrets, arrêtés et les circulaires de la Communauté française applicables en matière de règlement général des études ;

Vu l'article 1.5.1-8 dudit Code, qui stipule que *tout pouvoir organisateur établit, pour chaque niveau d'enseignement, son règlement des études. Il peut prévoir un règlement des études distinct pour chacune de ses implantations;*

Vu la nouvelle loi communale ;

Considérant le projet de règlement général des études établi par le pouvoir organisateur dont les directions scolaires et enseignants du Fondamental ont pris connaissance ;

Considérant que le présent règlement doit être applicable pour la rentrée scolaire 2026-2027 ;

Décide:

De l'approbation du présent règlement général des études des écoles fondamentales communales en vue de sa mise en application pour la rentrée scolaire 2026-2027.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Avis juridique CECF RGE Fondamental.pdf, Règlement général des études enseignement fondamental SJTN - 2026 - Version finale.pdf*

---

30.06.2026/A/0006 **Renouvellement du contrat de concession de la friterie sise Place Saint-Josse ; Approbation des conditions- report du 16/06/2026**

Le Conseil,

Vu les articles 123 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures

et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;  
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession ;  
Vu l'arrêté royal du 25 juin 2017 relatif à la passation et aux règles d'exécution des contrats de concessions ;  
Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;  
Vu la convention de concession domaniale conclue le 8 décembre 2020 entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et Madame Zoila PALMA ALTAMIRANO relativement à l'exploitation de la friterie de la place Saint-Josse, d'une durée de cinq ans, laquelle arrive à échéance le 7 décembre 2025 ;  
Considérant que ladite concession expire de plein droit à l'issue des cinq ans (à la date précitée), sans aucune prolongation ou tacite reconduction ;  
Considérant que pour les finances communales, il est nécessaire de proposer au Conseil communal une nouvelle procédure d'appel aux candidats en vue de désigner le concessionnaire qui exploitera la friterie sur le domaine public communal précité ;  
Considérant qu'en effet, conformément à la législation en matière de concessions domaniales, un nouvel appel d'offres est nécessaire pour l'octroi du droit d'exploiter une friterie sur ce domaine public communal afin de respecter les principes de concurrence, de transparence et d'égalité ;  
Considérant que la concession a déjà été lancée et attribuée précédemment mais que la décision d'attribution a dû être retirée suite au désistement du concessionnaire désigné pour des raisons de santé ;  
Vu la proposition du cahier des charges ci-joint précisant les conditions d'attribution et d'exploitation de la concession de la friterie sachant qu'une publicité afin de rechercher des candidats sera lancée sur base de celui-ci ;  
Considérant que l'avis de concession sera publié sur le site internet de la Commune, et affiché sur différents panneaux et lieux publics ainsi que dans les valves fixées sur les murs de la Commune (dans les couloirs par lesquels passe la population) ;  
Considérant que l'avis de concession sera affiché sur les vitrines des commerces acceptant l'initiative ainsi que sur la friterie (grand format cf pub Urbanisme) ;  
Considérant que, conformément à la législation applicable aux concessions domaniales octroyées par les Communes, la publication au Moniteur belge n'est pas obligatoire pour les concessions de faible importance économique et sur le domaine public communal, telles que l'exploitation d'une friterie ;  
Considérant que la publicité locale via le site internet de la Commune, les panneaux et valves d'affichage permet de garantir une information adéquate des candidats potentiels et de respecter les principes de transparence, de concurrence et d'égalité ;  
Considérant que cette modalité de publicité est adaptée à la nature et à l'ampleur de la concession concernée et permet une procédure efficiente et accessible à tous les candidats intéressés ;

Décide :

-D'approuver le cahier des charges ci-joint précisant les conditions d'attribution et

d'exploitation de la concession de la frieterie sur le domaine public communal sis place Saint-Josse à côté du kiosque à journaux. Une publicité afin de rechercher des candidats sera lancée sur base dudit cahier des charges ;

-D'approuver le contrat de concession type ci-joint auquel renvoie le cahier des charges ;

-D'autoriser le lancement d'un appel aux candidats en vue de désigner le concessionnaire qui exploitera la frieterie installée sur ce domaine public communal aux conditions prévues dans le cahier des charges.

---

### **Hernieuwing van het concessiecontract van de frituur gelegen op het Sint-Joostplein; Goedkeuring van de voorwaarden- uitstel van 16/06/2026**

De Raad,

Gelet op de artikelen 123 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet; Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de formele motivering van bestuurshandelingen en haar latere wijzigingen; Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en haar latere wijzigingen; Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de concessieovereenkomsten; Gelet op het koninklijk besluit van 25 juni 2017 betreffende de plaatsing en de uitvoeringsregels van concessieovereenkomsten; Gelet op het decreet en de ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de concessieovereenkomst van 8 december 2020 gesloten tussen de Gemeente Sint-Joost-ten-Node en Mevrouw Zoila PALMA ALTAMIRANO betreffende de uitbating van de frituur op het Sint-Joostplein, met een duur van vijf jaar, die afloopt op 7 december 2025 ;

Overwegende dat genoemde concessie van rechtswege eindigt na afloop van de vijf jaar (op de hierboven vermelde datum), zonder enige verlenging of stilzwijgende hernieuwing ;

Overwegende dat het, in het belang van de gemeentelijke financiën, noodzakelijk is de gemeenteraad een nieuwe oproepprocedure voor kandidaten voor te stellen met het oog op de aanduiding van de concessiehouder die de frituur zal uitbaten op voormeld gemeentelijk openbaar domein ;

Overwegende dat, in overeenstemming met de wetgeving betreffende domeinconcessies, een nieuwe oproep tot kandidaten noodzakelijk is voor de toekenning van het recht om een frituur uit te baten op dit openbaar gemeentelijk domein, om de beginselen van mededinging, transparantie en gelijkheid te respecteren ;

Overwegende dat de concessie reeds eerder werd uitgeschreven en toegewezen, maar dat de gunningsbeslissing moest worden ingetrokken naar aanleiding van het afhaken van de aangewezen concessiehouder wegens gezondheidsredenen ;

Gelet op het voorstel van het bijgevoegd bestek waarin de voorwaarden voor toekenning en exploitatie van de frituurconcessie worden gespecificeerd, waarbij een bekendmaking ter zoek naar kandidaten zal worden uitgevoerd op basis daarvan ;

Overwegende dat het concessiebericht zal worden gepubliceerd op de website van de Gemeente, en zal worden aangebracht op verschillende borden en publieke plaatsen, evenals in de gemeentelijke bekendmakingsborden bevestigd aan de muren van de Gemeente (in de gangen die door het publiek worden gebruikt) ;

Overwegende dat de concessiebericht zal worden uitgehangen op de vitrines van de handelszaken die het initiatief aanvaarden, evenals op de frituur (in groot formaat, cf.

publiciteit Stedenbouw) ;

Overwegende dat, overeenkomstig de wetgeving toepasselijk op domeinconcessies toegekend door gemeenten, de publicatie in het Belgisch Staatsblad niet verplicht is voor concessies van beperkte economische betekenis op openbaar gemeentelijk domein, zoals de uitbating van een frituur ;

Overwegende dat lokale bekendmaking via de gemeentelijke website, de borden en de gemeentelijke bekendmakingsborden een adequate informatievoorziening aan potentiële kandidaten garandeert en de beginselen van transparantie, mededinging en gelijkheid respecteert ;

Overwegende dat deze vorm van bekendmaking aangepast is aan de aard en omvang van de betrokken concessie en een efficiënte procedure mogelijk maakt die toegankelijk is voor alle geïnteresseerde kandidaten ;

Besluit:

-Het bijgevoegde bestek goed te keuren waarin de voorwaarden voor toekenning en exploitatie van de frituurconcessie op het openbaar gemeentelijk domein gelegen op het Sint-Joostplein naast de krantenkiosk worden gespecificeerd. Een bekendmaking ter zoek naar kandidaten zal worden uitgevoerd op basis van dit bestek ;

-Het bijgevoegde typeconcessiecontract goed te keuren waarnaar het bestek verwijst ;

-De lancering van een oproep tot kandidaten goed te keuren met het oog op de aanduiding van de concessiehouder die de frituur op dit openbaar gemeentelijk domein zal uitbaten onder de voorwaarden voorzien in het bestek.

*6 annexes / 6 bijlagen*

*CAHIER DES CHARGES NL.pdf, Avis de concession FR.pdf, CAHIER DES CHARGES FR.pdf, CONTRAT DE CONCESSION NL.pdf, Avis de concession NL.pdf, CONTRAT DE CONCESSION FR.pdf*

---

30.06.2026/A/0007 **Comptes 2025 : approbation des comptes**

Le Conseil communal,

Vu les articles 238, 239, 240, 242 et 244 de la nouvelle loi communale ;

Vu les articles 16, 44 et 72 à 79 de l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Vu la circulaire de février 2026 de Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la clôture des comptes annuels de l'exercice 2025 ;

Considérant que le bilan l'exercice 2025 se présente comme suit :

ACTIFS IMMOBILISÉS		283.311.778,72	FONDS PROPRES	
I.	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	,00	I'	CAPITAL
II.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	264.856.155,23	II'	RESULTATS CAPITALISES
	<b>Patrimoine immobilier</b>	174.259.550,64		
A.	Terres et terrains non bâtis	13.411.139,07		
B.	Constructions et leurs terrains	140.886.286,38		
C.	Voiries	19.962.125,19		
D.	Ouvrages d'art	,00		
E.	Cours et plans d'eau	,00		
	<b>Patrimoine mobilier</b>	9.426.221,92		
F.	Mobilier, matériel, équipements et signalisation routière	3.104.457,58		
G.	Patrimoine artistique et mobilier divers	6.321.764,34		
	<b>Autres immobilisations corporelles</b>	81.170.382,67		
H.	Immobilisations en cours d'exécution	81.170.382,67		
I.	Droits réels d'emphytéoses et superficies	,00		
J.	Immobilisations en location - financement	,00		
III.	SUBSIDES D'INVESTISSEMENT ACCORDES	3.543.448,79	III'	RESULTATS REPORTEES
A.	Aux entreprises privées	633.704,54	A'	Des résultats antérieurs
B.	Aux ménages, ASBL et autres organismes	45.856,54	B'	De l'exercice précédent
C.	A l'Autorité supérieure	,00	C'	De l'exercice
D.	Aux autres pouvoirs publics	2.863.887,71		
IV.	PROMESSES DE SUBSIDES ET PRETS ACCORDES	9.147.951,52	IV'	RESERVES
A.	Promesses de subsides à recevoir	9.163.962,87	A'	Fonds de réserve ordinaire
B.	Prêts accordés	-16.011,35	B'	Fonds de réserve extraordinaires
V.	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	5.764.223,18	V'	SUBSIDES D'INVESTISSEMENT LEGS OBTENUS
A.	Participations et titres à revenus fixes	5.764.223,18	A'	Des entreprises privées
B.	Cautionnements versés à plus d'un an	,00	B'	Des ménages, des ASBL et autres organismes
			C'	De l'autorité supérieure
			D'	Des autres pouvoirs publics
			VI'	PROVISIONS POUR RISQUES
ACTIFS CIRCULANTS		83.825.294,79	DETTES	
VI.	STOCKS	,00		
VII.	CREANCES A UN AN AU PLUS	61.893.692,49	VII'	DETTES A PLUS D'UN AN
A.	Débiteurs	27.001.234,87	A'	Emprunts à charge de la Commune
B.	Autres créances	34.858.996,35	B'	Emprunts à charge de l'autorité supérieure
1	Tva & taxes additionnelles	20.439.851,71	C'	Emprunts à charge des tiers
2	Subsides ,dons, legs, et emprunts	12.844.068,63	D'	Dettes de location-financement
3	Intérêts, dividendes et ristournes	1.558.614,83	E'	Emprunts publics
4	Créances diverses	16.461,18	F'	Dettes diverses à plus d'un an
C.	Récupération des remboursements d'emprunts	33.461,27	G'	Garanties reçues à plus d'un an
D.	Récupération des prêts	,00		
VIII.	OPERATION POUR COMPTE DE TIERS	,00	VIII'	DETTES A UN AN AU PLUS
			A'	Dettes financières
			1	Remboursements des emprunts
			2	Charges financières des emprunts
			3	Dettes sur comptes courants
			B'	Dettes commerciales
			C'	Dettes fiscales, salariales et sociales
			D'	Dettes diverses
IX.	COMPTES FINANCIERS	19.495.982,07	IX'	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS
A.	Placements de trésorerie à un an au plus	,94		
B.	Valeurs disponibles	22.392.905,75		
C.	Paiements en cours	-2.896.924,62		
X.	COMPTES DE REGULARISATION ET D'ATTENTE	2.435.620,23	X'	COMPTES DE REGULARISATION ET D'ATTENTE
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>367.137.073,51</b>	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	

Considérant que le compte budgétaire de l'exercice 2025 se présente comme suit :

Service ordinaire – Tableau récapitulatif						
Fonction	Libellé	Recettes				
		Prestations	Transferts	Dettes	Total	Prélèvements
009	Recettes & dépenses non ventilables	316.065,97	5.286.974,79	313.942,90	5.916.983,66	0
019	Dettes publiques	0	0	0	0	0
029	Financement général	0	17.009.170,64	0	17.009.170,64	0
049	Impôts et Taxes	0	55.725.474,49	0	55.725.474,49	0
059	Assurances	7.140,55	258.653,21	0	265.793,76	0
119	Recettes et dépenses générales	3.165,54	640.629,74	0	643.795,28	0
129	Administration des Finances et des Domaines	307.655,72	0	0	307.655,72	0
139	Services généraux	135.910,73	50.100,19	0	186.010,92	0
149	Calamités	0	0	0	0	0
159	Relations avec l'étranger	1.303,58	0	0	1.303,58	0
339	Ordre public et sécurité	60.610,78	3.083.383,24	0	3.143.994,02	0
429	Communications - Voiries	4.093.102,46	221.614,66	0	4.314.717,12	0
569	Industrie, commerce et classes moyennes	941.960,40	15.769,24	1.532.195,33	2.489.925,17	0
709	Recettes et dépenses générales d'enseignement	2.152,57	334.229,04	0	336.381,61	0
729	Enseignement fondamental	471,50	7.445.863,41	0	7.446.334,91	0
739	Enseignement secondaire	0	3.941.884,90	0	3.941.884,90	0
749	Enseignement scientifique	0	0	0	0	0
759	Enseignement spécial	0	0	0	0	0
769	Jeunesse, éducation populaire, sports et loisirs	245.702,70	1.170.805,96	52,17	1.416.560,83	0
789	Beaux-Arts, archéologie & protect. de la nature + Radio-T.V.	12.383,60	30.526,00	9.968,00	52.877,60	0
799	Cultes	0	0	0	0	0
839	Sécurité sociale et assistance sociale	0	1.247.980,66	0	1.247.980,66	0
859	Aide sociale et familiale et emploi	435.112,36	3.120.461,76	0	3.555.574,12	0
879	Santé publique et hygiène publique	87.846,65	725.696,55	0	813.543,20	0
939	Logements et Aménagements du territoire	2.970.223,90	504.905,83	424,56	3.475.554,29	0
999	Totaux de l'exercice	9.620.809,01	100.814.124,31	1.856.583,16	112.291.516,48	
Totaux hors prélèvements fonctionnels					112.291.516,48	
Résultat hors prélèvements fonctionnels						

Service ordinaire – Tableau récapitulatif						
Fonction	Libellé	Recettes				
		Prestations	Transferts	Dettes	Total	Prélèvements
Totaux des prélèvements fonctionnels						
Résultat des prélèvements fonctionnels						
Totaux de l'exercice					112.291.516,48	
Résultat de l'exercice						
Totaux des exercices antérieurs						
Résultat des exercices antérieurs						
Totaux des prélèvements généraux						
Résultat des prélèvements généraux						
Totaux généraux					112.291.516,48	
Résultat général						

Considérant que le compte de résultat de l'exercice 2025 se présente comme suit :

CHARGES			PROD		
I.	CHARGES COURANTES		Γ.	PRODUITS COURANTS	
A.	Achat de matières	2.099.229,27	A'.	Produits de la fiscalité	
B.	Services et biens d'exploitation	6.720.885,86	B'.	Produits d'exploitation	
C.	Frais de personnel	58.983.895,54	C'.	Subside d'exploitation reçus de charges de personnel	
D.	Subsides d'exploitation accordés	36.305.581,09	D'.	Récupération des remboursements emprunts	
E.	Remboursement des emprunts	9.441.526,99	E'.	Produits financiers	
F.	Charges financières	3.637.229,63	a'	Récupération des charges finan emprunts et prêts accordés	
a	Charges financières des emprunts	2.566.334,96	b'	Produits financiers divers	
b	Charges financières diverses	1.070.122,23			
c	Frais de gestion financière	772,44			
II.	SOUS TOTAL (CHARGES COURANTES)	117.188.348,38	II'.	SOUS TOTAL (PRODUITS COURANTS)	
III.	BONI COURANT (II' - II)		III'.	MALI COURANT (II - II')	
IV.	CHARGES RESULTANT DE LA VARIATION NORMALE DE BILAN, REDRESSEMENT ET PROVISION		IV'.	PRODUITS RESULTANT DE LA NORMALE DE BILAN, REDRE TRAVAUX INTERNES	
A.	Dotation aux amortissements	6.512.963,21	A'.	Plus-values annuelles	
B.	Réductions annuelles de valeur	,00	B'.	Variation des stocks	
C.	Réduction et variation des stocks	,00	C'.	Redressements des comptes de remboursements d'emprunts	
D.	Redressement des comptes de récupération des remboursements d'emprunts	26.209,01	D'.	Réductions des subsides d'in des dons et legs obtenus	
E.	Provisions pour risques et charges	1.683.139,64	E'.	Travaux internes passés à l'in	
F.	Dotations aux amortissements des subsides d'investissement accordés	413.927,54			
V.	SOUS TOTAL (CHARGES NON DECAISSEES)	8.636.239,40	V'.	SOUS TOTAL (PRODUITS NON DECAISSEES)	
VI.	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II + V)	125.824.587,78	VI'.	TOTAL DES PRODUITS D'EX (II' + V')	
VII.	BONI D'EXPLOITATION (VI' - VI)		VII'.	MALI D'EXPLOITATION (VI - VI')	
VIII.	CHARGES EXCEPTIONNELLES		VIII'.	PRODUITS EXCEPTIONNELS	
A.	Service ordinaire	5.215.864,65	A'.	Service ordinaire	
B.	Service extraordinaire	63.496,47	B'.	Service extraordinaire	
C.	Charges exceptionnelles non budgétées	67.406,59	C'.	Produits exceptionnels non budg étés	
	Sous total (charges exceptionnelles)	5.346.767,71		Sous total (Produits exception nels)	
IX.	DOTATIONS AUX RESERVES		IX'.	PRELEVEMENTS SUR LES RE SERVES	
A.	Du service ordinaire	,00	A'.	Du service ordinaire	
B.	Du service extraordinaire	,00	B'.	Du service extraordinaire	
	Sous - total des dotations aux réserves	,00		Sous - total des prélèvements	
X.	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES ET DES DOTATIONS AUX RESERVES (VIII + IX)	5.346.767,71	X'.	TOTAL DES PRODUITS EXCE PTIONNELS ET DES PRELEVEMENTS SUR LE (VIII' + IX')	
XI.	BONI EXCEPTIONNEL (X' - X)		XI'.	MALI EXCEPTIONNEL (X - X')	
XII.	TOTAL DES CHARGES (VI + X)	131.171.355,49	XII'.	TOTAL DES PRODUITS (VI' + X')	
XIII.	BONI DE L'EXERCICE (XII' - XII)		XIII'.	MALI DE L'EXERCICE (XII - XII')	
XIV.	AFFECTATION DES BONIS (XIII)		XIV'.	AFFECTATION DES MALIS (XIII' - XIII)	
A.	Boni d'exploitation à reporter	,00	A'.	Mali d'exploitation à reporter	
B.	Boni exceptionnel à reporter	,00	B'.	Mali exceptionnel à reporter	
	Sous total (affectation des résultats)	,00		Sous total (affectation des rés ultats)	
XV.	CONTROLE DE BALANCE (XII + XIV = XV')	131.171.355,49	XV'.	CONTROLE DE BALANCE (XII' + XIV')	

Considérant, qu'après vérification, il a été constaté que tous les actes relevant de la compétence du Collège des Bourgmestre et Echevins ont été correctement portés aux comptes ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide:

D'arrêter et d'approuver les comptes communaux de l'exercice 2025.

**Rekeningen 2025: goedkeuring van de herziene rekeningen.**

De Gemeenteraad,

Gelet op artikelen 238, 239, 240, 242 en 244 van de nieuwe gemeentewet ;  
Gelet op artikelen 16, 44 en 72 tot 79 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit ;  
Gelet op de omzendbrief van februari 2026 van Mijnheer de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de afsluiting van de jaarrekening voor het dienstjaar 2025 ;  
Overwegende dat de balans voor het dienstjaar 2025 er als volgt uitziet :

ACTIEF ONROER. GOEDEREN		283.311.778,72	EIGEN FONDS	
I.	ONLICHAMELIJKE ONROER.	,00	I.	KAPITAAL
II.	LICHAMELIJKE ONROER.	264.856.155,23	II'	GEKAPITALISEERDE RESULTATEN
	<u>Onroer. patrimonium</u>	174.259.550,64		
A.	Onbebouwde terreinen	13.411.139,07		
B.	Gebouwen en hun terreinen	140.886.286,38		
C.	Wegen	19.962.125,19		
D.	Kunstwerken	,00		
E.	Waterlopen en waterbekkens	,00		
	<u>Meubil. patrimonium</u>	9.426.221,92		
F.	Meubilair, materiaal, uitrusting en verkeerstekens	3.104.457,58		
G.	Kunst patrimonium en diverse meubilair	6.321.764,34		
	<u>Andere lichamelijke onroer.</u>	81.170.382,67		
H.	Onroer. in uitvoering	81.170.382,67		
I.	Werkelijke rechten van erfpacht en oppervlakte	,00		
J.	Onroer in leasing	,00		
III.	TOEGESTANE INVESTERINGSSUBSIDIES	3.543.448,79	III'	OVERGEDRAGEN RESULTATEN
A.	Aan prive ondernemingen	633.704,54	A'	Van vorige dienstjaren
B.	Aan gezinnen, VZWS en andere organismen	45.856,54	B'	Van voorgaande dienstjaar
C.	Aan de hogere overheden	,00	C'	Van dienstjaar
D.	Aan de andere overheidsinstellingen	2.863.887,71		
IV.	BELOFTE VAN SUBSIDIES EN TOEGESTANE LENINGEN	9.147.951,52	IV'	RESERVES
A.	Te ontvangen beloofde van subsidies	9.163.962,87	A'	Gewoon reserve fonds
B.	Toegestane leningen	-16.011,35	B'	Buitengewoon reserve fonds
V.	FINANCIËLE ONROER.	5.764.223,18	V'	VERKREGEN INVESTERINGS GIFTEN EN LEGATEN
A.	Deelnemingen en aandeel met vaste rente	5.764.223,18	A'	Van privé ondernemingen
B.	Betaalde waarborgen tot meer dan 1 jaar	,00	B'	Van gezinnen, VZWS en andere
			C'	Van de hogere overheden
			D'	Van andere overheidsinstellingen
			VI'	VOORZIENINGEN VOOR RISICO KOSTEN
<b>DOORLOPENDE ACTIVA</b>		<b>83.825.294,79</b>	<b>SCHULDEN</b>	
VI.	VOORRADEN	,00		
VII.	VORDERINGEN OP TEN HOOGSTE EEN JAAR	61.893.692,49	VII'	SCHULDEN OP MEER DAN EEN JAAR
A.	Debiteuren	27.001.234,87	A'	Leningen ten laste van de gemeente
B.	Andere vorderingen	34.858.996,35	B'	Leningen ten laste van de hogere overheden
1	BTW en aanvullende belastingen	20.439.851,71	C'	Leningen ten laste van derden
2	Subsidies, schenkingen, leg. en leningen	12.844.068,63	D'	Schulden van leasing
3	Interesten, dividenden en kortingen	1.558.614,83	E'	Openbare leningen
4	Diverse vorderingen	16.461,18	F'	Diverse schulden op meer dan één jaar
C.	Terugvordering van aflossingen van leningen	33.461,27	G'	Gekregen waarborgen op meer dan één jaar
D.	Terugvordering van leningen	,00		
VIII.	VOORICHTINGEN VOOR DERDEN	,00	VIII'	SCHULDEN OP TEN HOOGSTE EEN JAAR
			A'	Financiële schulden
			1	Aflossingen van de leningen
			2	Financiële kosten van de leningen
			3	Schulden op rekening – courante
			B'	Commerciële schulden
			C'	Fiscale, sociale en loonschulden
			D'	Diverse schulden
IX.	FINANCIËLE REKENINGEN	19.495.982,07	IX'	VERRICHTINGEN VOOR REKENINGEN OP MEER DAN EEN JAAR
A.	Geldbeleggingen op ten hoogste één jaar	,94		
B.	Beschikbare waarden	22.392.905,75		
C.	Betalingen in uitvoering	-2.896.924,62		
X.	OVERLOPENDE EN WACHTREKENINGEN	2.435.620,23	X'	OVERLOPENDE EN WACHTREKENINGEN
<b>TOTAAL ACTIEF</b>		<b>367.137.073,51</b>	<b>TOTAAL PASSIEF</b>	

Overwegende dat de begrotingsrekening voor het dienstjaar 2025 er als volgt uitziet :

Gewone dienst - Samenvattingstabel						
Functie	Omschrijving	Ontvangsten				
		Prestaties	Overdrachten	Schuld	Totaal	Overboekingen
009	Niet-verdeelbare ontvangsten en uitgaven	316.065,97	5.286.974,79	313.942,90	5.916.983,66	0
019	Openbare schuld	0	0	0	0	0
029	Algemeen financiering	0	17.009.170,64	0	17.009.170,64	0
049	Belastingen en Taksen	0	55.725.474,49	0	55.725.474,49	0
059	Verzekeringen	7.140,55	258.653,21	0	265.793,76	0
119	Algemene ontvangsten en uitgaven	3.165,54	640.629,74	0	643.795,28	0
129	Financieel bestuur en domeinen	307.655,72	0	0	307.655,72	0
139	Algemene diensten	135.910,73	50.100,19	0	186.010,92	0
149	Rampen	0	0	0	0	0
159	Buitenlandse betrekkingen	1.303,58	0	0	1.303,58	0
339	Openbare orde en veiligheid	60.610,78	3.083.383,24	0	3.143.994,02	0
429	Verkeer en waterstaat	4.093.102,46	221.614,66	0	4.314.717,12	0
569	Handel, nijverheid en middenstand	941.960,40	15.769,24	1.532.195,53	2.489.925,17	0
709	Algemene ontvangsten en uitgaven voor het onderwijs	2.152,57	334.229,04	0	336.381,61	0
729	Basis onderwijs	471,50	7.445.863,41	0	7.446.334,91	0
739	Secundair onderwijs	0	3.941.884,90	0	3.941.884,90	0
749	Wetenschappelijk onderwijs	0	0	0	0	0
759	Buitengewoon onderwijs	0	0	0	0	0
769	Jeugdzorg, volksopleiding, sport en recreatie	245.702,70	1.170.805,96	52,17	1.416.560,83	0
789	Kunsten, oudheidskunde, natuurbescherming + Radio-televisie	12.383,60	30.526,00	9.968,00	52.877,60	0
799	Erediensten	0	0	0	0	0
839	Sociale zekerheid en sociale bijstand	0	1.247.980,66	0	1.247.980,66	0
859	Sociale hulp en gezinsvoorzieningen en werkgelegenheid	435.112,36	3.120.461,76	0	3.555.574,12	0
879	Volksgezondheid en openbare hygiëne	87.846,65	725.696,55	0	813.543,20	0
939	Huisvesting en ruimtelijke ordening	2.970.223,90	504.905,83	424,56	3.475.554,29	0
999	Totaal van het dienstjaar	9.620.809,01	100.814.124,31	1.856.583,16	112.291.516,48	
Totaal uitgezonderd functionele overboekingen					112.291.516,48	

Gewone dienst - Samenvattingstabel						
Functie	Omschrijving	Ontvangsten				
		Prestaties	Overdrachten	Schuld	Totaal	Overboekingen
Resultaat uitgezonderd functionele overboekingen						
Totaal functionele overboekingen						
Resultaat functionele overboekingen						
Totaal dienstjaar					112.291.516,48	
Resultaat dienstjaar						
Totaal vorige dienstjare						
Resultaat vorige dienstjare						
Totaal algemene overboekingen						
Resultaat algemene overboekingen						
Algemeen totaal					112.291.516,48	
Algemeen resultaat						

Overwegende dat de resultatenrekening voor het dienstjaar 2025 er als volgt uitziet :

KOSTEN			OPBRENGSTEN	
I.	<b>COURANTE KOSTEN</b>		I'.	<b>COURANTE OPBRENGSTEN</b>
A.	Aankoop goederen	2.099.229,27	A'.	Opbrengsten van fiscaliteit
B.	Diensten en uitbatinggoederen	6.720.885,86	B'.	Exploitatieopbrengsten
C.	Personeelskosten	58.983.895,54	C'.	Verkreten werkingssubsidies terugvorderingen van personeel
D.	Toegestane werkingssubsidies en hulp	36.305.581,09	D'.	Terugvorderingen van aflossingen
E.	Aflossing van leningen	9.441.526,99	E'.	Financiële opbrengsten
F.	Financiële kosten	3.637.229,63	a'	Terugvorderingen van financieringen en interesten op leningen
a	Financiële kosten van leningen	2.566.334,96	b'	Diverse financiële opbrengsten
b	Diverse financiële kosten	1.070.122,23		
c	Financiële beheerkosten	772,44		
	<b>SUBTOTAAL (COURANTE KOSTEN)</b>	<b>117.188.348,38</b>	II'.	<b>SUBTOTAAL (COURANTE OPBRENGSTEN)</b>
II.	<b>BATIG COURANT RESULTAAT (II' - II)</b>		III'.	<b>NADELIG COURANT RESULTAAT (III' - III)</b>
III.	<b>BATIG COURANT RESULTAAT (II' - II)</b>		IV'.	<b>OPBRENGSTEN VOORTVLOEIEND UIT DE NORMALE SCHOMMELINGEN VAN DE BALANSWAARDEN, RECHTZETTINGEN EN VOORZIENINGEN</b>
IV.	<b>KOSTEN VOORTVLOEIEND UIT DE NORMALE SCHOMMELINGEN VAN DE BALANSWAARDEN, RECHTZETTINGEN EN VOORZIENINGEN</b>		A'.	Jaarlijkse meerwaarden
A.	Toevoegingen aan afschrijvingen	6.512.963,21	B'.	Voorraadwijziging
B.	Jaarlijkse waardeverminderingen	,00	C'.	Rechtzetting van de rekening aflossingen van leningen
C.	Voorraadsverminderingen en -veranderingen	,00	D'.	Verrekening van ontvangen investeringsubsidies, giften en andere ontvangsten
D.	Rechtzetting van de rekeningen inzake de terugvordering van aflossingen van leningen	26.209,01	E'.	Interne werken aan onvoeren
E.	Voorzieningen voor risico's en kosten	1.683.139,64		
F.	Verrekening toegestane investeringstoelagen	413.927,54		
V.	<b>SUBTOTAAL (NIET UITBETAALDE KOSTEN)</b>	<b>8.636.239,40</b>	V'.	<b>SUBTOTAAL (NIET KASOPBRENGSTEN)</b>
VI.	<b>TOTAAL VAN DE EXPLOITATIE KOSTEN (II + V)</b>	<b>125.824.587,78</b>	VI'.	<b>TOTAAL VAN DE EXPLOITATIE OPBRENGSTEN</b>
VII.	<b>BATIG EXPLOITATIE RESULTAAT (VI' - VI)</b>		VII'.	<b>NADELIG EXPLOITATIE RESULTAAT (VII' - VII)</b>
VIII.	<b>UITZONDERLIJKE KOSTEN</b>		VIII'.	<b>UITZONDERLIJKE OPBRENGSTEN</b>
A.	Gewone dienst	5.215.864,65	A'.	Van gewone dienst
B.	Buitengewone dienst	63.496,47	B'.	Van buitengewone dienst
C.	Niet begrote uitzonderlijke kosten	67.406,59	C'.	Niet begrote uitzonderlijke opbrengsten
	Subtotaal (uitzonderlijke opbrengsten)	5.346.767,71	IX'.	<b>AFNAME VAN DE RESERVES</b>
IX.	<b>TOEVOEGING AAN DE RESERVES</b>		A'.	Van gewone dienst
A.	Van gewone dienst	,00	B'.	Van buitengewone dienst
B.	Van buitengewone dienst	,00		Subtotaal (afname van de reserves)
	Subtotaal van de toevoeging aan de reserves	,00	X'.	<b>TOTAAL UITZONDERLIJKE KOSTEN EN AFNAME VAN DE RESERVES (X' - IX')</b>
X.	<b>TOTAAL UITZONDERLIJKE KOSTEN EN TOEVOEGING AAN DE RESERVES (VIII + IX)</b>	<b>5.346.767,71</b>	XI'.	<b>NADELIG UITZONDERLIJKE RESULTAAT (X' - XI')</b>
XI.	<b>BATIG UITZONDERLIJKE RESULTAAT (X' - X)</b>		XII'.	<b>TOTAAL VAN DE OPBRENGSTEN</b>
XII.	<b>TOTAAL VAN DE KOSTEN (VI + X)</b>	<b>131.171.355,49</b>	XIII'.	<b>NADELIG RESULTAAT VAN DE EXPLOITATIE (XII' - XIII')</b>
XIII.	<b>BATIG RESULTAAT (XII' - XII)</b>		XIV'.	<b>BESTEMMING VAN HET NADDELIG RESULTAAT (XIII')</b>
XIV.	<b>BESTEMMING VAN HET NADDELIG RESULTAAT (XIII')</b>		A'.	Over te dragen nadelig exploitatieresultaat
A.	Over te dragen batig exploitatieresultaat	,00	B'.	Over te dragen nadelig uitzonderlijk resultaat
B.	Over te dragen batig uitzonderlijk resultaat	,00		Subtotaal (bestemming van het resultaat)
	Subtotaal (bestemming van het resultaat)	,00	XV'.	<b>EVENWICHTSCONTROLE (XII + XIV = XV')</b>
XV.	<b>EVENWICHTSCONTROLE (XII + XIV = XV')</b>	<b>131.171.355,49</b>		

Overwegende dat na verificatie werd vastgesteld dat alle handelingen die tot de bevoegdheid van het College van Burgemeester en Schepenen behoren, correct werden geboekt ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Beslist :

De gemeentelijke rekeningen voor het dienstjaar 2025 vast te stellen en goed te keuren.

*18 annexes / 18 bijlagen*

*15 - Comptes 2025 - Liste par service et par articles des non-valeurs et irrécouvrables.pdf, 11. compte 2025- Rapport d'analyse budgétaire NL.pdf, 16 - Comptes 2025 - Droits et engagements hors bilanDroits et engagements hors bilan.pdf, 7 - Comptes 2025 - Balance des comptes généraux.pdf, 14 - Comptes 2025 - Liste des droits à recouvrer.pdf, 1 - Comptes 2025 - Compte budgétaire - Présentation fonctionnelle ordinaire.pdf, 3 - Comptes 2025 - Compte budgétaire - Présentation par article extraordinaire.pdf, 17 - Comptes 2025 - Statistiques (pop....).pdf, 6 - Comptes 2025 - Compte de résultats.pdf, 8 - Comptes 2025 - Balance des comptes particuliers.pdf, 9 - Comptes 2025 - Détail des comptes de régularisation et d'attente.pdf, 13 - Comptes 2025 - T3 (Liste des crédits budgétaires et engagements à reporter).pdf, 2 - Comptes 2025 - Compte budgétaire - Présentation économique ordinaire.pdf, Comptes 2025 - Documents - Lien swisstransfert.pdf, 4 - Comptes 2025 - Compte budgétaire - Tableaux récapitulatifs & de synthèse.pdf, 11 - Comptes 2025 - Annexe légale.pdf, 10 - Comptes 2025 - Rapport d'analyse budgétaire et comptable.pdf, 5 - Comptes 2025 - Bilan.pdf*

---

30.06.2026/A/0008 **PSE ; Promotion de la Santé à l'École ; Renouvellement d'agrément 2024-2030 ; Dossier d'agrément du SPSE de Saint-Josse-ten-Noode- report du 16/06/2026**

Le Conseil,

Vu le décret du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 2019 relatif à la promotion de la santé à l'école et dans l'enseignement supérieur hors universités ;  
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 août 2022 fixant la procédure et les conditions d'agrément ainsi que les modalités de subventionnement des services de promotion de la santé à l'école, en application du décret du 14 mars 2019 relatif à la promotion de la santé à l'école et dans l'enseignement supérieur hors universités ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Considérant le renouvellement d'agrément des services de promotion de la santé pour les années 2024-2030 ;

Considérant que la Commune de Saint-Josse-ten-Noode (ci-après la Commune) ne réunissait pas en 2024, les conditions d'agrément requises notamment du fait de sa localisation estimée non conforme par l'ONE ;

Que en vue de cette mise en conformité, la Commune a entrepris des travaux de réaménagement de locaux existants sis rue Royale 284 (à l'antenne « Royale » de l'Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode), attribués officiellement, depuis le 18 mai 2026 au SPSE de Saint-Josse (entrée, rue Saint-François 67);

Considérant les pièces constitutives du dossier d'agrément du Service PSE de Saint-Josse-ten-Noode (ci-après SPSE St-Josse) à introduire auprès de l'ONE et comportant :

- La localisation du SPSE de Saint-Josse en ce compris sa fiche signalétique d'identification et les plans des locaux pour l'antenne désignée avec identification des locaux et leurs dimensions, accompagnés des rapports SRI et SIPP.
- Les conventions avec les écoles de tutelle en ce compris la liste des écoles sous tutelle.
- Les données du personnel : la composition de l'équipe PSE et les diplômes/formations obtenus/suivies (+ l'encodage de ces données via la plateforme « Mon équipe » du site pro.one.be).

- Le projet de service contenant la description du SPSE et de la population de tutelle, les priorités, les objectifs, le plan d'action, les modalités d'évaluation en ce compris un document d'information à destination des usagers (élèves, étudiants et parents, etc).
- Considérant que le dossier, une fois, complet, est à envoyer par lettre recommandée à l'Office de la Naissance et de l'Enfance dit ONE ;

Décide :

De l'approbation du dossier d'agrément du SPSE de Saint-Josse-ten-Noode et de ses annexes.

De procéder, par la suite, à son envoi par lettre recommandée à l'Office de la Naissance et de l'Enfance dit ONE, à la Direction de la Promotion de la santé à l'école sis Chaussée de Charleroi 95 à B-1060 Bruxelles ce en vue de son agrément.

*7 annexes / 7 bijlagen*

*Annexe II Modèle C.pdf, Suivi visite et rapport SRI.pdf, Annexe III Liste des établissements.pdf, Composition équipe SPSE 5402 SJTN.pdf, Annexe 2 - plan d'aménagement du PSE-ONE.pdf, Fiche signalétique SPSE 5402 SJTN.pdf, PDS 24-30\_ PSE Saint-Josse pour Agrément.pdf*

30.06.2026/A/0009

**Motion relative à la vente de répliques d'armes sur les marchés communaux déposée par le groupe Ecolo/Groen.**

Le conseil communal,

- Considérant que les marchés communaux sont des lieux publics de rassemblement, fréquentés notamment par des familles et des mineurs ;
- Considérant que l'exposition et la manipulation, dans l'espace public, d'objets reproduisant l'apparence d'armes à feu peuvent créer une confusion avec des armes réelles, susciter des inquiétudes auprès du public ou compliquer l'intervention des services de police ;
- Considérant que la présence de tels objets sur les marchés communaux est de nature à banaliser l'image des armes à feu auprès des enfants et adolescents qui fréquentent ces lieux ;
- Considérant qu'il appartient à la commune d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité sur les marchés communaux ;
- Considérant que la mesure est limitée aux marchés communaux et ne constitue pas une interdiction générale de vente sur l'ensemble du territoire communal ;
- Considérant qu'elle constitue à ce titre une restriction proportionnée à l'objectif de sécurité et de tranquillité publiques poursuivi, sans affecter la commercialisation licite de ces produits dans d'autres contextes ;
- Considérant que la présente interdiction s'applique sans préjudice des législations fédérales, régionales ou européennes applicables en matière d'armes et de sécurité des produits, dont le respect demeure de la responsabilité des opérateurs concernés

Décide :

De modifier le règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés et sur le domaine public de la manière suivante :

## Article 24 - Catégories de produits

§1. Les spécialisations pouvant être vendues sur le Marché de la Place Saint-Josse sont réparties au sein des catégories suivantes:

1. Produits de bouche salés ou sucrés ou “Spécialités du monde” à consommation immédiate;
2. Produits alimentaires:
  - crèmerie, fromagerie et dérivés;
  - boucherie, charcuterie, salaison, volaille crue et dérivés;
  - poissonnerie et dérivés;
  - volailles rôties et dérivés;
  - épices, condiments, olives, fruits secs;
  - boulangerie & pâtisserie :
  - confiserie et biscuits;
  - produits alimentaires "biologiques et/ou labellisés";
  - alimentation spécialisée (italiennes, turques,..) et autres produits alimentaires non repris dans les catégories qui précèdent;
  - fruits et légumes;
3. Plantes et fleurs;
4. Vêtements prêt-à-porter pour hommes, femmes et enfants et notamment
  - Lingerie (sous-vêtements pour hommes, femmes et enfants, ainsi que chaussettes, vêtements de nuit et de sorties de bain, maillots de bains, collants, etc.) ;
  - Accessoires de mode (chaussures, sacs, ceintures, portefeuilles, bijoux, montres, foulards, gants, couvre-chefs, parapluies, lunettes solaires et articles apparentés);
5. Accessoires et nourriture pour animaux;
6. Linge de maison (nappes cirées et en tissus, draps de lits, essuies, etc.);
7. Parfums, produits cosmétiques et de soins corporels;
8. Articles ménagers et électroménagers, outillage, accessoires électriques, électroniques et informatiques, GSM;
9. Loisirs (jeux, jouets -à l'exception des reproductions d'armes à feu-, livres, articles de librairie et de papeterie, articles d'écriture, cartouches d'encre, CD's, Dvd's, et articles apparentés.). Les catégories énumérées au présent article s'entendent sans préjudice des produits interdits à l'article 32 §2 ;
10. Articles de décoration de la maison ;
11. Articles de sport;
12. Articles de merchandising, produits dérivés;
13. Démonstration ;
14. Boissons consommables sur place

Au sein d'un même emplacement, il est interdit de vendre des produits relevant de catégories différentes. Les entreprises fixes qui vendent des produits de bouche sont toutefois également autorisés à vendre des produits de la catégorie 14.

A titre transitoire, les entreprises qui ont été dûment autorisées à vendre des produits relevant de catégories différentes continueront à bénéficier personnellement de cette autorisation. En cas de cessation de l'emplacement, le cessionnaire ne bénéficiera donc pas de cette mesure transitoire et devra choisir une seule catégorie.

§2. Les spécialisations pouvant être vendues sur le Marché du Nord sont réparties au sein des catégories suivantes:

1. Produits de bouche salés ou sucrés ou “Spécialités du monde” à consommation immédiate;
2. Produits alimentaires:
  - crèmerie, fromagerie et dérivés;
  - boucherie, charcuterie, salaison, volaille crue et dérivés;
  - poissonnerie et dérivés;
  - volailles rôties et dérivés;
  - épices, condiments, olives, fruits secs;
  - boulangerie & pâtisserie :
  - confiserie et biscuits;
  - produits alimentaires "biologiques et/ou labellisés";
  - alimentation spécialisée (italiennes, turques,..) et autres produits alimentaires non repris dans les catégories qui précèdent;
  - fruits et légumes;
3. Plantes et fleurs;
4. Vêtements prêt-à-porter pour hommes, femmes et enfants et notamment
  - Lingerie (sous-vêtements pour hommes, femmes et enfants, ainsi que chaussettes, vêtements de nuit et de sorties de bain, maillots de bains, collants, etc.) ;
  - Accessoires de mode (chaussures, sacs, ceintures, portefeuilles, bijoux, montres, foulards, gants, couvre-chefs, parapluies, lunettes solaires et articles apparentés);
5. Accessoires et nourriture pour animaux;
6. Linge de maison (nappes cirées et en tissus, draps de lits, essuies, etc.);
7. Parfums, produits cosmétiques et de soins corporels;
8. Articles ménagers et électroménagers, outillage, accessoires électriques, électroniques et informatiques, GSM;
9. Loisirs (jeux, jouets -à l'exception des reproductions d'armes à feu-, livres, articles de librairie et de papeterie, articles d'écriture, cartouches d'encre, CD's, Dvd's, et articles apparentés.). Les catégories énumérées au présent article s'entendent sans préjudice des produits interdits à l'article 32 §2 ;
10. Articles de décoration de la maison ;
11. Articles de sport;
12. Articles de merchandising, produits dérivés;
13. Démonstration ;
14. Boissons consommables sur place

### **~~Article 32 – Vente d'animaux~~**

### **Article 32 - Produits interdits**

#### §1. Vente d'animaux

Conformément à la loi du 14 août 1986 sur la protection et au bien-être des animaux, l'exposition, la livraison, la mise en vente de chiens et de chats est interdite dans le marché. La vente ambulante d'autres animaux vivants est soumise à l'agrément du Ministre qui a la protection animale dans ses attributions, conformément à l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de vente des animaux.

#### §2. Vente de reproductions d'armes à feu

Afin de préserver la sécurité, la tranquillité publique et le bon ordre, notamment en présence de mineurs, sur le territoire communal et de lutter

contre la banalisation de la violence dans nos quartiers, il est interdit de vendre, d'offrir en vente ou d'exposer en vue de la vente des objets tridimensionnels qui reproduisent l'apparence d'une arme à feu réelle ou plausible (revolver, pistolet, fusils, fusils d'assaut, mitrailleuses, ...), ou dont la forme, les dimensions, les couleurs, les marquages ou le mécanisme apparent sont susceptibles de créer, pour un observateur moyen, une confusion avec une arme à feu réelle.

Sont notamment visés, sans que cette liste soit exhaustive, les pistolets à amorces ou à pétards, les répliques de type airsoft, les imitations décoratives, les accessoires de déguisement et les lanceurs de projectiles en mousse, gel ou plastique lorsqu'ils présentent l'apparence d'une arme à feu.

Ne sont pas visés les objets manifestement fantaisistes ou non réalistes, notamment les pistolets à eau, pour autant qu'ils ne reproduisent pas l'apparence d'une arme à feu réelle ou plausible, ni les livres, imprimés, supports audiovisuels ou jeux dont seul le contenu représente des armes.

La présente interdiction s'applique sans préjudice des législations fédérales, régionales ou européennes applicables aux armes, aux répliques d'armes, à la sécurité des produits et à la protection des consommateurs.

---

### **Motie betreffende de verkoop van replica's van wapens op gemeentelijke markten ingediend door de fractie Ecolo/Groen.**

De Gemeenteraad,

- Overwegende dat gemeentelijke markten openbare ontmoetingsplaatsen zijn, die met name door gezinnen en minderjarigen worden bezocht ;
- Overwegende dat het tentoonstellen en hanteren, in de openbare ruimte, van voorwerpen die op vuurwapens lijken, verwarring kan veroorzaken met echte wapens, ongerustheid bij het publiek kan wekken of het optreden van de politiediensten kan bemoeilijken ;
- Overwegende dat de aanwezigheid van dergelijke voorwerpen op gemeentelijke markten ertoe kan leiden dat het beeld van vuurwapens bij kinderen en jongeren die deze plaatsen bezoeken, wordt gebanaliseerd ;
- Overwegende dat het de taak van de gemeente is om de openbare orde, de veiligheid en de rust op gemeentelijke markten te waarborgen ;
- Overwegende dat de maatregel beperkt is tot gemeentelijke markten en geen algemeen verkoopverbod op het gehele gemeentelijk grondgebied inhoudt ;
- Overwegende dat deze maatregel in dit opzicht een evenredige beperking vormt ten aanzien van het nagestreefde doel van openbare veiligheid en rust, zonder dat dit afbreuk doet aan de legale verkoop van deze producten in andere contexten ;
- Overwegende dat dit verbod van toepassing is onverminderd de toepasselijke federale, regionale of Europese wetgeving inzake wapens en productveiligheid, waarvan de naleving de verantwoordelijkheid blijft van de betrokken exploitanten ;

Besluit :

Het reglement betreffende ambulante activiteiten op de openbare markten en het openbaar domein te wijzigen als volgt :

#### **Artikel 24 - Productcategorieën**

1. Zoute of zoete eetwaren of “wereldspecialiteiten” voor onmiddellijke consumptie ;
2. Voedingsproducten :
  - ° zuivel, kaas en afgeleide producten ;
  - ° vlees, charcuterie, gepekeld producten, rauw gevogelte en afgeleide producten ;
  - ° vis en afgeleide producten ;
  - ° gebraden gevogelte en afgeleide producten ;
  - ° specerijen, kruiden, olijven, gedroogde vruchten ;
  - ° brood en gebak ;
  - ° suikergoed en koekjes ;
  - ° voedingsproducten "Biologische en/of gelabelde" ;
  - ° gespecialiseerde voeding (Italiaans, Turks ...) en andere voedingsproducten die niet in de vorige categorieën zijn opgenomen ;
  - ° fruit en groenten ;
3. Planten en bloemen ;
4. Confectiekleding voor mannen, vrouwen en kinderen o.a
  - ° Lingerie (ondergoed voor mannen, vrouwen en kinderen ; kousen, nachtkleding, badjassen, badpakken, panty's enz.) ;
  - ° Modeaccessoires (schoenen, handtassen, riemen, portefeuilles, juwelen, horloges, sjaals, wanten, hoofddekseis, paraplu's, zonnebrillen en verwante producten) ;
5. Accessoires en voeding voor dieren ;
6. Linnengoed (afwasbare en stoffen tafellakens, beddengoed, handdoeken enz.) ;
7. Parfum, cosmetica en verzorgingsproducten ;
8. Huishoudproducten en -elektro, gereedschap, elektrische, elektronische en computeraccessoires, gsm's ;
9. Vrije tijd (spelletjes, speelgoed – met uitzondering van replica's van vuurwapens –, boek- en papierhandelproducten, schrijfbenodigdheden, inktbuisjes, cd's, dvd's en verwante producten). De categorieën opgesomd in dit artikel gelden onverminderd de producten die krachtens artikel 32, §2, verboden zijn ;
10. Binnenhuisdecoratie ;
11. Sportartikelen ;
12. Merchandisingartikelen, afgeleide producten ;
13. Demonstraties ;
14. Dranken ter plaatse te benutten.

Op eenzelfde standplaats mogen geen producten uit verschillende categorieën worden verkocht. De vaste ondernemingen die levensmiddelen verkopen mogen echter ook producten van categorie 14 verkopen.

Als overgangsmaatregel zullen de handelaars die geldig gemachtigd werden om producten uit verschillende categorieën te verkopen, die machtiging verder blijven genieten ten persoonlijke titel. Bij de overdracht van de standplaats, heeft de overnemer geen recht op deze overgangsmaatregel en moet hij één categorie kiezen.

§2. De specialisaties die op de markt van de Noodwijk mogen worden verkocht,

worden onderverdeeld in de volgende categorieën :

1. Zoute of zoete eetwaren of “wereldspecialiteiten” voor onmiddellijke consumptie ;

2. Voedingsproducten :
  - ° zuivel, kaas en afgeleide producten ;
  - ° vlees, charcuterie, gepekeld producten, rauw gevogelte en afgeleide producten ;
  - ° vis en afgeleide producten ;
  - ° gebraden gevogelte en afgeleide producten ;
  - ° specerijen, kruiden, olijven, gedroogde vruchten ;
  - ° brood en gebak ;
  - ° suikergoed en koekjes ;
  - ° voedingsproducten "Biologische en/of gelabelde" ;
  - ° gespecialiseerde voeding (Italiaans, Turks ...) en andere voedingsproducten die niet in de vorige categorieën zijn opgenomen ;
  - ° fruit en groenten ;
3. Planten en bloemen ;
4. Confectiekleding voor mannen, vrouwen en kinderen o.a
  - ° Lingerie (ondergoed voor mannen, vrouwen en kinderen ; kousen, nachtkleding, badjassen, badpakken, panty's enz.) ;
  - ° Modeaccessoires (schoenen, handtassen, riemen, portefeuilles, juwelen, horloges, sjaals, wanten, hoofddeksels, paraplu's, zonnebrillen en verwante producten) ;
5. Accessoires en voeding voor dieren ;
6. Linnengoed (afwasbare en stoffen tafellakens, beddengoed, handdoeken enz.) ;
7. Parfum, cosmetica en verzorgingsproducten ;
8. Huishoudproducten en -elektro, gereedschap, elektrische, elektronische en computeraccessoires, gsm's ;
9. Vrije tijd (spelletjes, speelgoed – met uitzondering van replica's van vuurwapens –, boek- en papierhandelproducten, schrijfbenodigdheden, inktbuisjes, cd's, dvd's en verwante producten). De categorieën opgesomd in dit artikel gelden onverminderd de producten die krachtens artikel 32, §2, verboden zijn ;
10. Binnenhuisdecoratie ;
11. Sportartikelen ;
12. Merchandisingartikelen, afgeleide producten ;
13. Demonstraties ;
14. Dranken ter plaatse te benutten.

### ~~Artikel 32 – Verkoop van dieren~~

### Artikel 32 – Verboden producten

#### §1. Verkoop van dieren

Overeenkomstig de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn van de dieren is de tentoonstelling, de levering, het te koop aanbieden van honden en katten op de markt verboden. De ambulante verkoop van andere levende dieren is onderworpen aan de goedkeuring van de Minister die de dierenbescherming in zijn bevoegdheden heeft, overeenkomstig het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verkoop van dieren.

#### §2. Verkoop van replica's van vuurwapens

Om de veiligheid, de openbare rust en de goede orde te waarborgen, met name

in aanwezigheid van minderjarigen, op het grondgebied van de gemeente en om de banalisering van geweld in onze wijken tegen te gaan, is het verboden om driedimensionale voorwerpen te verkopen, te koop aan te bieden of tentoon te stellen met het oog op de verkoop, die het uiterlijk van een echt of aannemelijk vuurwapen nabootsen (revolver, pistool, geweren, aanvalsgeweren, machinegeweren, ...), of waarvan de vorm, afmetingen, kleuren, markeringen of zichtbaar mechanisme bij een gemiddelde toeschouwer verwarring kunnen wekken met een echt vuurwapen.

Hieronder vallen met name, zonder dat deze lijst volledig is, pistolen met knalpatronen of vuurwerkpatronen, airsoft-replica's, decoratieve imitaties, verkleedaccessoires en projectielwerpers van schuim, gel of plastic wanneer deze het uiterlijk van een vuurwapen hebben.

Voorwerpen die duidelijk fantasievol of onrealistisch zijn, met name waterpistolen, worden niet bedoeld, voor zover zij niet het uiterlijk van een echt of aannemelijk vuurwapen nabootsen, evenmin als boeken, drukwerken, audiovisuele dragers of spellen waarvan enkel de inhoud wapens voorstelt.

Dit verbod geldt onverminderd de federale, regionale of Europese wetgeving die van toepassing is op wapens, replica's van wapens, productveiligheid en consumentenbescherming.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Motion relative à la vente de répliques d'armes sur les marchés communaux.pdf,  
Motion relative à la vente de répliques d'armes sur les marchés communaux NL  
22062026.pdf*

---

30.06.2026/A/0010 **Crise alimentaire mondiale et inflation des prix de la nourriture : quelles mesures la commune entend-elle prendre pour protéger la population tennodoise d'ici la fin 2026 ? ; Interpellation introduite par M. LEMAIRE Pascal, Conseiller communal.**

*1 annexe / 1 bijlage*

*Crise alimentaire mondiale et inflation des prix de la nourriture \_ quelles mesures la commune entend-elle prendre pour protéger la population tennodoise d'ici la fin 2026 .pdf*

---

30.06.2026/A/0011 **Premier bilan de l'antenne communale de proximité du quartier Nord ; Interpellation introduite par M. LUAHABI Ismaël, Conseiller communal LB.-report du 29/04/2026- report du 27/05/2026**

*1 annexe / 1 bijlage*

*Interpellation+introduite+par+M.Luahabi+pdf-2.pdf*

---

30.06.2026/A/0012 **Situation sociale à Saint-Josse-ten-Noode : premier bilan des exclusions du chômage et impact financier pour la commune ; Interpellation introduite par M. LEMAIRE Pascal, Conseiller communal.**

*1 annexe / 1 bijlage*

*Situation sociale à Saint-Josse-ten-Noode \_premier bilan des exclusions du chômage et impact financier pour la commune.pdf*

---

30.06.2026/A/0018 **Fusion des zones de police bruxelloises ; autorisation d'introduire un recours devant la Cour Constitutionnelle et ratification de la décision du 28 avril 2026 du**

## Collège des Bourgmestre et Echevins.- report du 24/06/2026 (Complémentaire)

Le Conseil communal,

Vu la Constitution, et notamment ses articles 10 et 11 relatifs aux principes d'égalité et de non-discrimination, ainsi que son article 41 garantissant l'autonomie communale ;

Vu la Charte européenne de l'autonomie locale et notamment ses articles 3.1 et 4.3 ;

Vu la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle ;

Vu le projet de loi modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et notamment l'article 28, §1<sup>er</sup>, a) et b) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et notamment l'article 125 ;

Vu la Nouvelle loi communale et notamment ses articles 123,8° et 270 ;

Considérant que le projet de loi poursuit notamment des objectifs d'encouragement de fusions volontaires par des incitants financiers, d'uniformisation des règles procédurales applicables aux fusions des zones de police, de réforme de la gouvernance politique locale des zones de police, notamment en supprimant les conseils de police pour l'ensemble du pays, et de modification de la transparence démocratique et des mécanismes de contrôle local ;

Considérant que l'article 4 du projet de loi modifie l'article 9/1 de la loi sur la police intégrée en insérant un mécanisme en deux étapes pour instituer une zone de police unique à Bruxelles;

Considérant que, pour les autres zones de police du pays, le législateur maintient un régime de fusions volontaires ;

Considérant que le législateur a l'obligation d'exposer les éléments qui justifieraient une différence de traitement ;

Considérant que les justifications avancées dans l'exposé des motifs du projet de loi en question n'expliquent nullement les raisons pour lesquelles les Zones de police bruxelloises ne pourraient pas être encouragées à fusionner de manière volontaire, comme toutes les autres Zones de police du pays ;

Considérant que cette différence de traitement territorial est susceptible de constituer une violation des articles 10 et 11 de la Constitution consacrant les principes d'égalité et de non-discrimination ;

Considérant que la compétence de police administrative est dévolue aux communes, suivant l'article 135 de la Nouvelle loi communale, qui sont ainsi chargées de maintenir l'ordre public sur leur territoire ;

Considérant que la fusion imposée des Zones de police bruxelloises aboutit, *de facto*, à régionaliser l'intérêt communal dans la matière de la police administrative, même si le futur Collège de police unique serait composé des 19 bourgmestres des communes bruxelloises ;

Considérant qu'une telle régionalisation *de facto* entraîne une violation de l'article 41 de la Constitution et de la Charte européenne de l'autonomie locale ;

Considérant que la commune est directement et actuellement affectée par les effets de cette réforme et que l'intérêt à agir est établi ;

Considérant que le Collège a, dans le cadre de l'analyse et la préparation du dossier, consulté plusieurs cabinets d'avocats et sollicité des offres, conformément aux règles applicables en matière de marchés publics ;

Considérant que le Collège a, par sa décision du 28 avril 2026, désigné la SRL ATHOS ADVOCATEN, représentée par Maître Stijn BUTENAERTS ;

Considérant que conformément à l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale, il appartient au Conseil de ratifier cette désignation et d'autoriser l'introduction du recours ;

Décide :

Article 1 – D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à introduire un recours en annulation devant la Cour constitutionnelle, dans les délais légaux suivant la publication de la loi modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police au Moniteur belge.

Article 2 – De ratifier la décision du 28 avril 2026 du Collège des Bourgmestre et Echevins désignant la SRL ATHOS ADVOCATEN, représentée par Maître Stijn BUTENAERTS, dont les bureaux sont établis au Boulevard Léopold II 180 à 1080 Bruxelles.

---

**Fusie van de Brusselse politiezones ; machtiging om beroep in te stellen bij het Grondwettelijk Hof en bekrachtiging van het besluit van 28 april 2026 van het College van Burgemeester en Schepenen.- uitstel van 24/06/2026 (Aanvullend)**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Grondwet, en inzonderheid artikelen 10 en 11 betreffende de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie, alsook artikel 41 dat de gemeentelijke autonomie waarborgt ;

Gelet op het Europees Handvest inzake lokale autonomie, en inzonderheid artikelen 3.1 en 4.3;

Gelet op de bijzondere wet van 6 januari 1989 betreffende het Grondwettelijk Hof ;

Gelet op het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveau's en de wet van 26 april 2002 betreffende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, en inzonderheid artikel 28, § 1, a) en b) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en inzonderheid artikel 125 ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid artikelen 123, 8° en 270 ;

Overwegende dat het wetsontwerp met name tot doel heeft vrijwillige fusies aan te moedigen door middel van financiële stimulansen, de procedurele regels voor fusies van politiezones te uniformiseren, het lokale politieke bestuur van de politiezones te hervormen, met name door de politieraden voor het hele land af te schaffen, en de democratische transparantie en de lokale controlemechanismen te wijzigen ;

Overwegende dat artikel 4 van het wetsontwerp artikel 9/1 van de wet op de geïntegreerde politie wijzigt door een mechanisme in twee fasen in te voeren om één enkele politiezone in Brussel in te stellen ;

Overwegende dat de wetgever voor de andere politiezones in het land een regeling van vrijwillige fusies handhaaft ;

Overwegende dat de wetgever verplicht is de elementen uiteen te zetten die een verschil in behandeling zouden rechtvaardigen ;

Overwegende dat de verantwoordingen die in de memorie van toelichting bij het betreffende wetsontwerp worden aangevoerd, geenszins verklaren waarom de Brusselse politiezones niet zouden kunnen worden aangemoedigd om vrijwillig te fusioneren, zoals alle andere politiezones in het land ;

Overwegende dat dit territoriale verschil in behandeling een schending kan vormen van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, waarin de beginselen van gelijkheid en

non-discriminatie zijn vastgelegd ;  
Overwegende dat de bevoegdheid inzake administratieve politie is toegekend aan de gemeenten, overeenkomstig artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet, die aldus belast zijn met het handhaven van de openbare orde op hun grondgebied ;  
Overwegende dat de opgelegde fusie van de Brusselse politiezones *de facto* leidt tot een regionalisering van het gemeentelijk belang op het vlak van de administratieve politie, ook al zou het toekomstige enige politiecolume bestaan uit de 19 burgemeesters van de Brusselse gemeenten ;  
Overwegende dat een dergelijke regionalisering *de facto* een schending inhoudt van artikel 41 van de Grondwet en van het Europees Handvest inzake lokale autonomie ;  
Overwegende dat de gemeente momenteel rechtstreeks wordt getroffen door de gevolgen van deze hervorming en dat het belang om op te treden duidelijk is ;  
Overwegende dat het College, in het kader van de analyse en de voorbereiding van het dossier, verschillende advocatenkantoren heeft geraadpleegd en offertes heeft aangevraagd, overeenkomstig de toepasselijke regels inzake overheidsopdrachten ;  
Overwegende dat het College bij besluit van 28 april 2026 de BV ATHOS ADVOCATEN, vertegenwoordigd door meester Stijn BUTENAERTS, heeft aangewezen ;  
Overwegende dat het overeenkomstig artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet aan de Raad is om deze aanwijzing te bekrachtigen en toelating te verlenen tot het instellen van het beroep ;

Besluit :

Artikel 1 – Het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen om bij het Grondwettelijk Hof een beroep tot nietigverklaring in te stellen, binnen de wettelijke termijnen na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van de wet tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveau's en de wet van 26 april 2002 betreffende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten.

Artikel 2 – Het besluit van 28 april 2026 van het College van Burgemeester en Schepenen te bekrachtigen waarbij de BV ATHOS ADVOCATEN, vertegenwoordigd door meester Stijn BUTENAERTS, met kantoren te Leopold II-laan 180 te 1080 Brussel, wordt aangewezen.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*DC désignation avocat.pdf*

---

30.06.2026/A/0019 **Règlement-redevance pour le placement de potelets anti-stationnement sur la voie publique ; renouvellement.- report du 24/06/2026 (Complémentaire)**

Le Conseil,

Vu l'article 170,§4 de la Constitution;  
Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale;  
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, en sa version consolidée;  
Vu le règlement-redevance pour le placement de potelets anti-stationnement sur la voie publique du 18 décembre 2017 ;  
Considérant les demandes régulières de placement de potelets anti-stationnement émanant de particuliers soucieux d'éviter, de cette façon, le stationnement anarchique de véhicules sur le trottoir de leur immeuble et la voie carrossable;  
Considérant que les trottoirs et la voirie communale font partie du domaine public et que leur aménagement relève de la compétence de la Commune ;

Considérant que le placement de potelets anti-stationnement sur le domaine public nécessite une analyse préalable des lieux afin de vérifier sa compatibilité avec les exigences de sécurité routière, d'accessibilité des personnes à mobilité réduite, de circulation des piétons, des cyclistes et des véhicules ainsi qu'avec les contraintes techniques de la voirie ;

Considérant que l'examen des demandes de placement de potelets requiert l'intervention des services administratifs et techniques de la Commune, notamment pour l'étude de faisabilité, la détermination du nombre et de l'emplacement des potelets, la fourniture du matériel, la pose et l'entretien de celui-ci ;

Considérant que la présente redevance constitue la contrepartie d'une prestation individualisable fournie par l'Administration communale au bénéfice du demandeur, consistant notamment dans l'examen de la demande, la fourniture, la pose et l'entretien des potelets anti-stationnement ;

Considérant que le placement de tels équipements répond principalement à un intérêt particulier lié à la protection des abords immédiats d'un immeuble et ne constitue pas un aménagement bénéficiant directement à l'ensemble de la collectivité ;

Qu'il est dès lors équitable que les bénéficiaires de cet aménagement participent aux frais exposés par la Commune ;

Considérant qu'il appartient à la Commune de veiller à la cohérence esthétique et fonctionnelle des aménagements réalisés sur le domaine public ;

Considérant qu'à cette fin, l'Administration communale se réserve le droit de déterminer le modèle, le nombre et l'implantation des potelets en fonction des caractéristiques des lieux, des contraintes techniques, des nécessités de circulation et de l'intérêt général ;

Considérant que le paiement de la redevance ne confère aucun droit acquis au maintien des potelets sur le domaine public ;

Considérant que le montant de la redevance a été établi de manière raisonnable et proportionnée aux coûts de fourniture, de placement, de gestion administrative et d'entretien des potelets ainsi qu'à la charge de travail occasionnée pour les services communaux ;

Que le montant de la redevance comprend les frais d'étude de la demande, de fourniture du matériel, de pose, de gestion administrative et d'entretien des potelets ;

Considérant que l'autorisation de placement est accordée à titre précaire et révocable, l'intérêt général devant prévaloir sur les intérêts particuliers en cas de modification de la voirie, de travaux publics, de réorganisation de la circulation ou de toute autre nécessité de service public ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ARRÊTE :

Le règlement-redevance pour le placement de potelets anti-stationnement sur la voie publique comme suit :

#### Article 1

Il sera perçu une redevance pour le placement et la mise à disposition de potelets anti stationnement sur les trottoirs et la voie carrossable, ainsi que l'entretien de ceux-ci.

#### Article 2

Le montant de la redevance pour le placement, la mise à disposition et l'entretien de potelets anti stationnement est fixé, forfaitairement, à 350,00 EURO par potelet.

#### Article 3

La redevance est due par celui qui demande le placement et la mise à disposition des potelets. Le demandeur doit formuler sa demande par écrit à l'attention du Collège des

Bourgmestre et Echevins et avoir la qualité de riverain du trottoir concerné.

#### Article 4

Le Collège des Bourgmestre et Echevins apprécie la demande de placement et la mise à disposition des potelets, compte tenu des nécessités de la circulation locale, de l'avis éventuel de la police zonale, des services techniques communaux, des disponibilités de matériel et, le cas échéant, des remarques du propriétaire riverain du trottoir concerné ou de toute autre personne justifiant d'un intérêt.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve le droit d'opter pour un type de potelet déterminé, en fonction des caractéristiques et de la disposition des lieux, afin d'assurer l'uniformité et l'esthétique des lieux.

#### Article 5

Les potelets sont placés par les soins de l'Administration communale, laquelle se charge également de leur entretien.

Les potelets placés sur le domaine public demeurent la propriété exclusive de la Commune, même lorsqu'ils ont fait l'objet d'une participation financière du demandeur.

Aucun droit réel ou personnel sur le domaine public ne résulte du paiement de la redevance.

#### Article 6

Toute dégradation, destruction ou détérioration volontaire des potelets est susceptible d'entraîner la facturation des frais de réparation ou de remplacement à charge de son auteur, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles ou pénales.

Sauf faute imputable à la Commune, celle-ci ne pourra être tenue responsable des dommages résultant de la présence, de l'absence, de la détérioration ou de l'enlèvement des potelets.

#### Article 7

La mise à disposition des potelets est accordée à titre précaire. Elle peut être révoquée à tout moment, par décision motivée du Collège des Bourgmestre et Echevins lorsque les nécessités du service public, des travaux de voirie, des impératifs de sécurité ou toute autre circonstance d'intérêt général le justifient.

Dans ce cas, les potelets seront enlevés d'office par l'Administration communale, sans remboursement des frais.

La Commune peut, à tout moment et sans indemnité, déplacer temporairement ou définitivement les potelets.

Les potelets peuvent également être enlevés à la requête du demandeur, notifiée par courrier au Collège des Bourgmestre et Echevins, sans remboursement de la redevance, après décision favorable du Collège des Bourgmestre et Echevins.

#### Article 8

La redevance est payable anticipativement dès l'envoi de l'invitation à payer.

Le placement des potelets n'intervient qu'après paiement intégral de la redevance.

A défaut de paiement, la redevance sera récupérée, conformément à l'article 137bis de la Nouvelle Loi communale.

#### Article 9

Le présent règlement remplace et abroge les règlements antérieurs. Le présent règlement est publié conformément au prescrit des articles 112 et 114 de la Nouvelle Loi Communale et entre dès lors en vigueur le cinquième jour qui suit celui de sa publication. Le présent règlement a une durée de validité de cinq ans.

---

## **Retributiereglement voor het plaatsen van anti-parkeerpaaltjes op de openbare weg ; vernieuwing. - uitstel van 24/06/2026 (Aanvullend)**

De Raad,

Gelet op art. 170 § 4 van de Grondwet ;

Gelet op art. 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals tot op heden gewijzigd ;

Gelet op het retributiereglement voor het plaatsen van anti-parkeerpaaltjes op de openbare weg van 18 december 2017 ;

Overwegende de talrijke aanvragen voor de plaatsing van anti-parkeerpaaltjes uitgaande van particulieren om op die manier het wildparkeren op het trottoir voor hun gebouw en op de rijweg tegen te gaan ;

Overwegende dat de trottoirs en gemeentelijke wegen deel uitmaken van het openbaar domein en dat de inrichting ervan onder de bevoegdheid van de gemeente valt ;

Overwegende dat het plaatsen van anti-parkeerpaaltjes op het openbaar domein een voorafgaande analyse van de locatie vereist om na te gaan of dit verenigbaar is met de eisen inzake verkeersveiligheid, toegankelijkheid voor personen met beperkte mobiliteit, verkeer van voetgangers, fietsers en voertuigen, alsook met de technische beperkingen van de wegen ;

Overwegende dat de bestudering van de aanvragen voor het plaatsen van paaltjes de tussenkomst vereist van de administratieve en technische diensten van de Gemeente, met name voor de haalbaarheidsstudie, de bepaling van het aantal en de plaatsing van de paaltjes, de levering van het materiaal, de plaatsing en het onderhoud ervan ;

Overwegende dat onderhavige retributie de tegenprestatie vormt voor een individuele dienst die door het Gemeentebestuur ten gunste van de aanvrager wordt verleend, bestaande uit met name de behandeling van de aanvraag, de levering, de plaatsing en het onderhoud van de anti-parkeerpaaltjes ;

Overwegende dat de plaatsing van dergelijke voorzieningen voornamelijk beantwoordt aan een bijzonder belang dat verband houdt met de bescherming van de directe omgeving van een gebouw en geen inrichting vormt die rechtstreeks ten goede komt aan de gehele collectiviteit ;

Dat het bijgevolg redelijk is dat de begunstigden van deze inrichting bijdragen in de kosten die door de Gemeente worden gemaakt ;

Overwegende dat het de taak van de Gemeente is toe te zien op de esthetische en functionele samenhang van de inrichtingen op openbaar domein ;

Overwegende dat het Gemeentebestuur zich in dit verband het recht voorbehoudt om het model, het aantal en de opstelling van de paaltjes te bepalen op basis van de kenmerken van de locatie, de technische beperkingen, de verkeersnoden en het algemeen belang ;

Overwegende dat de betaling van de retributie geen verworven recht geeft op het behoud van de paaltjes op het openbaar domein ;

Overwegende dat het bedrag van de retributie op redelijke wijze is vastgesteld en in verhouding staat tot de kosten voor de levering, plaatsing, administratief beheer en onderhoud van de paaltjes, alsook tot de werklast die dit met zich meebrengt voor de gemeentelijke diensten ;

Dat het bedrag van de retributie de kosten omvat voor de bestudering van de aanvraag, de levering van het materiaal, de plaatsing, het administratief beheer en het onderhoud van de paaltjes ;

Overwegende dat de plaatsingsvergunning wordt verleend op voorlopige en herroepbare basis, waarbij het algemeen belang voorrang heeft op particuliere belangen in geval van wijzigingen aan de wegen, openbare werken, herinrichting van

het verkeer of enige andere noodzaak van openbare dienstverlening ;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

STELT :

zoals volgt het retributiereglement vast voor het plaatsen van anti-parkeerpaaltjes op de openbare weg :

#### Artikel 1

Er zal een retributie geïnd worden voor het plaatsen en de terbeschikkingstelling van anti-parkeerpaaltjes op de openbare weg en de rijweg, alsook voor het onderhoud ervan.

#### Artikel 2

Het bedrag van de retributie voor het plaatsen en de terbeschikkingstelling van anti-parkeerpaaltjes wordt forfaitair vastgesteld op 350,00 EURO.

#### Artikel 3

De retributie is verschuldigd door degene die de plaatsing en terbeschikkingstelling van de paaltjes aanvraagt. De aanvrager moet zijn verzoek schriftelijk richten aan het College van Burgemeester en Schepenen en langs het betreffende trottoir wonen.

#### Artikel 4

Het College van Burgemeester en Schepenen beoordeelt de aanvraag tot het plaatsen en de terbeschikkingstelling van de paaltjes, rekening gehouden met de noden van het lokale verkeer, het eventueel advies van de zonale politie, van de gemeentelijke technische diensten, de beschikbaarheden van materiaal en, in voorkomend geval, de opmerkingen van de eigenaar van het gebouw langsheen het betrokken trottoir of van elkeen die een belang kan laten gelden.

Het College van Burgemeester en Schepenen behoudt zich het recht voor om één van de verschillende types van paaltjes te kiezen in functie van de karakteristieken en de ligging van de locatie, teneinde de uniformiteit en de esthetiek van de locatie te waarborgen.

#### Artikel 5

De paaltjes worden geplaatst door het Gemeentebestuur, dat tevens instaat voor het onderhoud ervan.

De paaltjes die op het openbaar domein worden geplaatst, blijven exclusief eigendom van de Gemeente, zelfs wanneer er een financiële bijdrage van de aanvrager werd geleverd.

Er vloeit geen enkel zakelijk of persoonlijk recht op het openbaar domein voort uit de betaling van de retributie.

#### Artikel 6

Elke opzettelijke beschadiging, vernieling of beschadiging van de paaltjes kan leiden tot het in rekening brengen van de herstel- of vervangingskosten ten laste van de dader, onverminderd eventuele burgerlijke of strafrechtelijke vervolging.

Behalve in geval van een fout toerekenbaar aan de Gemeente, kan deze niet aansprakelijk worden gesteld voor schade die voortvloeit uit de aanwezigheid, de afwezigheid, de beschadiging of de verwijdering van de paaltjes.

#### Artikel 7

De terbeschikkingstelling van de paaltjes wordt toegekend op tijdelijke basis. Deze kan te allen tijde worden ingetrokken door een met redenen omkleed besluit van het

College van Burgemeester en Schepenen wanneer dit gerechtvaardigd is door de noden van de openbare dienst, wegenwerken, veiligheidseisen of enige andere omstandigheid van algemeen belang.

In dat geval worden de paaltjes ambtshalve door het Gemeentebestuur verwijderd, zonder terugbetaling van de kosten.

De Gemeente kan de paaltjes te allen tijde en zonder schadevergoeding tijdelijk of definitief verplaatsen.

De paaltjes kunnen tevens op verzoek van de aanvrager worden verwijderd, na kennisgeving per brief aan het College van Burgemeester en Schepenen, zonder terugbetaling van de retributie, na een gunstig besluit van het College van Burgemeester en Schepenen.

#### Artikel 8

De retributie dient vooraf te worden betaald zodra de betalingsuitnodiging is verzonden.

De paaltjes worden pas geplaatst na volledige betaling van de retributie.

Bij gebreke van betaling wordt de retributie geïnd overeenkomstig artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet.

#### Artikel 9

Dit reglement vervangt en heft het vorige reglement op. Dit reglement wordt bekendgemaakt overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 112 en 114 van de Nieuwe Gemeentewet en treedt bijgevolg in werking op de vijfde dag na de dag van bekendmaking. Dit reglement heeft een geldigheidsduur van vijf jaar.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*Redevance pour le placement de potelets anti-stationnement sur la voie publique 18 12 2017.pdf, Règlement 2010.pdf, Redevance pour le placement de potelets anti-stationnement sur la voie publique 18 12 2017 NL.pdf*

---

30.06.2026/A/0020 **TAXE EN MATIERE DE PROPRIETE PUBLIQUE ; Modification du Règlement-taxe - report du 24/06/2026 (Complémentaire)**

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 190 de la Constitution, et les articles 112, 114 et 115 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la Nouvelle Loi communale, et notamment ses articles 117, alinéa 1er, 118, alinéa 1er et 135, §2 ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1<sup>er</sup>, 3, 4, 6 à 9 bis inclus du Code des Impôts sur les Revenus 92, ainsi que les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code et sans préjudice des dispositions de l'Ordonnance du 3 avril 2024 ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications subséquentes ;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 162/2007, du 19 décembre 2007 ;

Vu le règlement-taxe en matière de propriété publique du 29 octobre 2013 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1<sup>er</sup> septembre 2014 et modifié en date du 11 décembre 2019 ;

Vu l'article 6 § 2 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du

gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, telle que modifiée par l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la Tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999 ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la circulaire du 12 juillet 2024 émise par Monsieur le Ministre des Pouvoirs locaux, concernant l'élaboration des budgets communaux pour l'exercice 2025 & l'élaboration des plans triennaux (exercices 2025-2026-2027) ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration dans les provinces et les communes, telle que modifiée par celle du 26 juin 2000 ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Vu que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public, notamment, mais pas uniquement, celles prévues par l'article 135 de la Nouvelle loi communale (117-142) ;

Considérant que la présente taxe vise à doter la commune des ressources financières nécessaires pour mener à bien ses missions, notamment celles d'assurer et de rétablir la propreté publique ;

Considérant que les salissures grèvent lourdement les finances de la commune ;

Qu'à cet égard il est admissible qu'elle fasse contribuer à cet objectif les auteurs d'incivilités en matière de propreté publique visées par le présent règlement ;

Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins :

## ARRETE

### I. Champ d'application - Durée et Assiette de l'impôt

**Article 1.** Il est établi pour les exercices 2026 à 2030 une taxe communale sur les salissures sur les voies et lieux publics ou visibles de ceux-ci, en ce compris les trottoirs, les sentiers, les accotements, les avaloirs, les galeries et passages établis sur assiette privée, les servitudes de passages publics, les talus et les fossés, les pentes de garage ou assimilés, les appuis de fenêtre et les murets (même privés), les soupiraux et assimilés etc. ainsi que les terrains appartenant à la Commune.

L'espace public s'étend en outre aux installations destinées au transport et à la distribution de matières énergétiques et autres, ainsi qu'aux dispositifs de signalisation. L'espace public comprend également les promenades vertes, les sentiers vicinaux, les parcs, jardins publics, plaines et aires de jeu (en compris les parties non visibles de la voie publique et les plans et voies d'eau), les espaces récréatifs pour chiens, les canisites, les parkings publics ou accessibles au public ainsi que les pieds des arbres, les bacs à plantes et les terrains ou espaces verts ou verdurisés, les abords des corbeilles publiques et des bulles à verre, à vêtements, etc. ainsi que les appuis de fenêtres, murets, soupiraux etc. attenants à la voie publique.

Sont visés :

1. Le dépôt ou l'abandon de **déchets** ou d'objets en-dehors des endroits prévus ou spécialement aménagés à cet effet ainsi que le dépôt de sacs de déchets dans une corbeille publique ; Au sens du présent règlement, les déchets sont toute substance ou tout objet dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou

- l'obligation de se défaire ;
2. Le dépôt ou l'abandon **d'immondices** ou de déchets assimilés aux immondices en-dehors des lieux et heures prévus pour leur enlèvement ainsi que le dépôt ou l'abandon d'immondices ou de déchets assimilés aux immondices dans les fosses d'arbres ; Au sens du présent règlement, les immondices sont les déchets provenant de l'activité normale des ménages ;
  3. Le fait d'apposer des graffitis, tags ou autres inscriptions ou de coller des affiches ou des autocollants sur le mobilier urbain ou sur un immeuble ou un ouvrage public ou privé;
  4. Le fait ayant pour conséquence de salir les voies ou lieux publics, ou d'y porter atteinte à la propreté publique.
  5. Tout fait ayant comme conséquence le remplissage abusif d'une corbeille publique ou d'un autre contenant mis à la disposition du public par tout type de déchet non approprié à l'usage commun d'une corbeille publique ou du type de contenant en question ;
  6. Le dépôt ou l'abandon de verre ou de déchets chimiques ménagers ou assimilés à quelque endroit que ce soit. On entend par déchets chimiques ménagers, notamment, les médicaments (périmés ou pas), l'huile de friture, les détergents, l'eau de Javel, l'ammoniaque, la soude caustique, les détartrants, le cirage, les aérosols non alimentaires et les nettoie-fours, les thermomètres à mercure, les vernis, les dissolvants, les peintures, les colles, les résines, les antirouilles, les décapants, les diluants, les détachants, les piles, les batteries, les accumulateurs, les huiles de vidange, les antigels, les extincteurs, les pesticides, les insecticides, les engrais chimiques, les produits de labo photo, les encres, les produits de photocopieurs, les radiographies, les tubes néon, les seringues, les pneus, les bonbonnes de gaz y compris les cartouches de gaz (N2O) pour siphon et autres ;
  7. Le non entretien adéquat du trottoir et/ou des accotements des immeubles habités ou non, occupés ou non, ainsi que des abords des terrains non-bâtis ;
  8. Le non entretien de la terrasse d'un établissement ouvert au public ainsi que ses abords et accotements.

## II. Taux

**Article 2 .** Les taux de la taxe sont fixés comme suit :

Par m <sup>2</sup> de voirie salie à l'occasion d'un chantier (par exemple par le passage d'un engin tel que, notamment, une grue ou un camion). En tout état de cause, un montant minimal de 585 € sera perçu ; (TAUX 1)	45 € -
Pour toute salissure occasionnée par une personne ou par la chose, l'animal ou la personne qu'elle a sous sa garde ; (TAUX 2)	160 € -
Par sac si les déchets sont dans un sac ou par m <sup>3</sup> entamé de déchets abusivement jetés dans une corbeille publique ou dans un autre type de conteneur, bulle ou autre, mis à la disposition du public ; (TAUX 3)	110 €
Par avaloir bouché ; (TAUX 4)	585 €

Par sac, récipient ou paquet d'immondices destiné à l'enlèvement des immondices à domicile, présenté conformément aux dispositions réglementaires régionales et communales (sac agréé et fermé, récipient ou paquet conforme, poids maximum, nature des déchets, lieu de dépôt) mais en dehors des heures de collecte, ou par sac, récipient ou paquet d'immondices présenté conformément aux dispositions réglementaires régionales et communales (sac agréé et fermé, récipient ou paquet conforme, poids maximum, nature des déchets, heures et lieu de dépôt), mais non rentré après ne pas avoir été récolté par le Service compétent ; (TAUX 5)	110 € -
Par sac , récipient ou paquet d'immondices présenté sans respect des dispositions réglementaires régionales et communales (sac agréé et fermé, paquet compact muni d'un lien solide, récipient conforme, poids maximum, nature des déchets, heure et lieu de dépôt), en telle sorte qu'il n'est pas pris en charge par le Service compétent ; (TAUX 6)	220 €
Par m <sup>3</sup> de déchets contenant du papier et/ou du carton non destinés à l'enlèvement par collecte des immondices. En tout état de cause, la taxe sera perçue pour une quantité minimale d'1m <sup>3</sup> ; (TAUX 7)	325 € -
Par m <sup>3</sup> d'encombrants, sacs, récipients, objets ou déchets non destinés à l'enlèvement par collecte des immondices, à l'exception des déchets de papier, de carton, de construction, démolition ou rénovation tels des gravats, résidus de peinture, plaques de ciment, châssis de portes et fenêtres, etc. En tout état de cause, la taxe sera perçue pour une quantité minimale d'1m <sup>3</sup> : • pour le 1er m <sup>3</sup> (TAUX 8) • pour le 2e m <sup>3</sup> (TAUX 9) • à partir du 3e m <sup>3</sup> (TAUX 10)	515 € 675 € 900 €
Par m <sup>2</sup> ou fraction de m <sup>2</sup> de superficie salie par des affiches , graffiti ou autocollants. En tout état de cause, la taxe sera perçue pour une surface minimale d'1m <sup>2</sup> ; (TAUX 11)	290 € -
Par m <sup>3</sup> de déchets de construction, démolition ou rénovation tels des gravats, résidus de peinture, plaques de ciment, châssis de portes et fenêtres, etc. En tout état de cause, la taxe sera perçue pour une quantité minimale d'1m <sup>3</sup> ; (TAUX 12)	2.250 €

En cas de récidive dans les 2 ans, le taux initial est augmenté de 50%.

### III. Contribuable

**Article 3.** La taxe est due solidairement par :

1. Le détenteur originel de la chose déposée ou abandonnée ou la personne qui a effectué le dépôt ou l'abandon si celui-ci est effectué sur la voie publique et, dans les autres cas, dans l'ordre cité selon les possibilités d'identification, le

détenteur originel de la chose déposée ou abandonnée, l'auteur du dépôt ou de l'abandon, le chef de ménage, l'occupant ou le propriétaire du fonds sur lequel le dépôt ou l'abandon est effectué, le propriétaire ou le gérant de l'établissement touristique ou de l'immeuble de locations à court terme, d'où proviennent les déchets, la société de nettoyage, le syndic de l'immeuble d'où sont sortis lesdits déchets, la ou les association(s) de copropriétaires, ou solidairement les différents (co)propriétaires d'un immeuble ou d'un terrain ;

2. Le propriétaire, le responsable ou le gardien de la personne, de l'animal ou de la chose, au sens des articles 1384 à 1386 du Code civil, qui a effectué le dépôt ou l'abandon ou qui a engendré la salissure ;
3. Le propriétaire ou l'éditeur responsable de l'affiche ou de l'autocollant, ou la personne qui a collé l'affiche ou l'autocollant ou effectué le graffiti, tag ou autre inscription ;
4. La personne dont l'acte est constitutif d'une salissure au sens du présent règlement.

#### **IV. Exonérations**

**Article 4.** Est exemptée du paiement de la taxe la personne qui a réalisé un graffiti, un tag ou une autre inscription ou qui a collé une affiche ou un autocollant alors qu'elle en avait reçu l'autorisation du propriétaire, occupant ou gestionnaire du bien.

#### **V. Recouvrement**

**Article 5.** La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

**Article 6.** Les montants enrôlés sont recouverts par le Receveur communal.

**Article 7.** Les montants enrôlés sont payables dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts d'État sur les revenus.

L'avertissement-extrait de rôle sera envoyé au redevable sans frais et sera conforme aux dispositions de l'article 4 §3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

**Article 8.** §1<sup>er</sup> - Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation écrite contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. ;

A peine de nullité, cette réclamation doit être datée, signée et motivée et mentionner les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens ;

La réclamation est envoyée soit par courrier postal recommandé adressé au Collège des Bourgmestre et Echevins, Avenue de l'Astronomie, 12-13 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, soit par courrier électronique à [taxes@sjtn.brussels](mailto:taxes@sjtn.brussels) ;

§2 – Sous peine de déchéance, les réclamations doivent être introduites dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.- ;

§3 - Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

**Article 9.** Le présent règlement-taxe est d'application immédiate et entre en vigueur le 8 juillet 2026 et abroge le règlement-taxe en matière de propreté publique adopté par le Conseil communal le 21 mai 2025.

---

### **BELASTING INZAKE OPENBARE NETHEID ; Wijziging van het Belastingreglement.**

**- uitstel van 24/06/2026 (Aanvullend)**

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet ;

Gelet op artikel 190 van de Grondwet, en artikelen 112, 114 en 115 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid haar artikelen 117, lid 1, 118, lid 1 en 135, §2 ;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 t.e.m. 9 *bis* van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 92, en artikelen 126 t.e.m. 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek en onverminderd de bepalingen van de Ordonnantie van 3 april 2024 ;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en haar latere wijzigingen;

Gelet op het vonnis van het Grondwettelijk hof nr. 162/2007, van 19 december 2007 ;

Gelet op het belastingreglement inzake openbare netheid van 29 oktober 2013 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentelijke belastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014 en gewijzigd op 11 december 2019 ;

Gelet op artikel 6 § 2 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 november 1999 ;

Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de omzendbrief van 12 juli 2024 uitgebracht door de Minister belast met Plaatselijke Besturen, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begroting voor dienstjaar 2025 en driejarenplannen 2025-2027 ;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van Bestuur in provincies en gemeenten, zoals gewijzigd door de wet van 26 juni 2000 ;

Gelet op de financiële situatie van de Gemeente ;

Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van openbare dienstverlening, in het bijzonder, maar niet uitsluitend, deze voorzien door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet (117-142) ;

Overwegende dat deze belasting tot doel heeft om de gemeente de nodige financiële middelen te verschaffen om haar taken, met name het verzekeren en herstellen van de openbare netheid, tot een goed einde te brengen ;

Overwegende dat vervuilingen een zware last leggen op de financiën van de gemeente ;

Dat het in dit opzicht aannemelijk is dat zij de actoren van onwillevendheden inzake openbare netheid bedoeld in dit reglement hiertoe laat bijdragen ;

Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de diverse wettelijke veranderingen die onlangs werden ingevoerd, nodig blijkt ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

## BESLUIT

### I. Toepassingsveld – Duur en belastinggrondslag

**Artikel 1.** Voor de aanslagjaren 2026 tot 2030 wordt een gemeentebelasting vastgesteld op het vervuilen van de openbare wegen en plaatsen of zichtbaar vanaf deze, met inbegrip van de trottoirs, paden, bermen, kolken, galerijen en doorgangen op privégrond, erfdienstbaarheden van openbare doorgang, taluds en sloten, garageopritten of gelijkgestelde, vensterbanken en muurtjes (zelfs privaat), kelderramen en gelijkgestelde, alsook van de gronden die toebehoren aan de Gemeente.

De openbare ruimte bovendien de installaties bestemd voor het transport en de distributie van energiegrondstoffen en andere materialen, alsook de signalisatie-inrichtingen. De openbare ruimte omvat tevens de groene wandelpaden, buurtwegen, parken, openbare tuinen, pleinen en speelterreinen (met inbegrip van de delen die vanaf de openbare weg niet zichtbaar zijn, en de waterpartijen en waterwegen), de hondenspeelweiden, hondentoiletten, openbare of voor het publiek toegankelijke parkings, alsook de boomvoeten, plantenbakken en groene ruimten of terreinen of groenvoorzieningen, de omgeving van openbare vuilnisbakken en glasbollen, kledingcontainers enz., evenals de vensterbanken, muurtjes, kelderramen enz. die grenzen aan de openbare weg.

Worden bedoeld :

1. Het plaatsen of achterlaten van **afval** of objecten buiten de voorziene of speciaal daartoe aangelegde plaatsen of iedere plaatsing van een zak met afval in een openbare afvalbak ; In de zin van het huidig reglement, verwijst afval naar elke stof of elk voorwerp waarvan de houder zich ontdoet, voornemens is zich te ontdoen of zich moet ontdoen ;
2. Het plaatsen of achterlaten **van huisvuil** of met huisvuil gelijkgesteld afval buiten de plaatsen en tijdstippen voorzien voor de ophaling ervan evenals het storten of achterlaten van huisvuil of afval gelijkgesteld met huisvuil in een boomkuil ; In de zin van het huidig reglement, is huisvuil afval van normale huishoudelijke activiteiten ;
3. Het plaatsen van graffiti, tags of andere opschriften of het aanplakken van affiches of zelfklevers op het stadsmeubilair of op een openbaar of privaat gebouw of bouwwerk ;
4. Het feit dat leidt tot de vervuiling van openbare wegen of plaatsen of de openbare netheid in het gedrang brengt.
5. Elk feit dat tot gevolg heeft dat een openbare vuilnisbak of andere aan het publiek ter beschikking gestelde container onrechtmatig wordt gevuld met afval waarvoor de openbare vuilnisbak of de betrokken container niet bedoeld is, van welk type ook.
6. Het sluikstorten of achterlaten van glas of chemisch huishoudelijk of gelijkgesteld afval op welke plaats ook. Onder chemisch huishoudelijk afval wordt met name verstaan geneesmiddelen (al dan niet vervallen), frituurolie, wasmiddelen, bleekwater, ammoniak, natriumhydroxide, ontkalkers, boenwas, spuitbussen (voor niet-voedingswaren), schuurpoeder voor ovens, kwikthermometers, vernis (lak), oplosmiddelen, verfstof, lijm, hars, antiroestmiddelen, afbijtmiddelen, verdunners, ontvlekkers, batterijen, accu's, motorolie, antivries, brandblussers, pesticiden, insecticiden, chemische meststoffen, fotolabproducten, inkt, fotokopieproducten, radiografieën, neonlampen, injectienaalden, banden, gasflessen met inbegrip van N2O-patronen voor spuitbussen en andere.
7. Het niet naar behoren onderhouden van het trottoir en/of de bermen van bewoonde of leegstaande gebouwen en van de omgeving van onbebouwde

terreinen ;

8. Het niet onderhouden van het terras van een etablissement dat openstaat voor het publiek, alsook van de onmiddellijke omgeving en de bermen ervan.

## II. Aanslagvoet

**Artikel 2.** De aanslagvoeten worden als volgt vastgesteld :

Per m <sup>2</sup> vervuilde weg veroorzaakt door een werf (bvb. door het doorrijden van een werfvoertuig zoals een vrachtwagen of een kraan). In ieder geval, zal een minimum bedrag van 585 € worden aangerekend ; (VOET 1)	45 €
Voor elke vervuiling veroorzaakt door een persoon of door de zaak, het dier of de persoon over wie hij/zij de hoede heeft ; (VOET 2)	160 €
Per zak als het afval in een zak zit of, per m <sup>3</sup> fractie kubieke meter afval dat onrechtmatig in een openbare vuilnisbak of ander type aan het publiek ter beschikking gestelde container, bol of andere is gegooid ; (VOET 3)	110 €
Per verstopte straatkolk ; (VOET 4)	585 €
Per zak, recipiënt of huisvuilpakket bestemd voor huisvuilophaling, buitengezet conform de gewestelijke en gemeentelijke regelgeving (erkende zak en dichtgemaakt, conform recipiënt of verpakking, maximaal gewicht, aard van afval, plaats van buitenzetten), maar buiten de voorziene uren voor de ophaling, of de zak, recipiënt of huisvuilpakket buitengezet conform de gewestelijke en gemeentelijke regelgeving (erkende zak en dichtgemaakt, conform recipiënt of verpakking, maximaal gewicht, aard van afval, uren en plaats van buitenzetten), maar niet terug binnen genomen nadat deze niet werd ingezameld door de bevoegde Dienst ; (VOET 5)	110 €
Per zak, recipiënt of huisvuilpakket buitengezet niet-conform de gewestelijke en gemeentelijke regelgeving (erkende zak en dichtgemaakt, compact pakket dat stevig is ingebonden, conform recipiënt, maximaal gewicht, aard van het afval, op de voorziene uren en plaatsen), op zodanige wijze dat hij niet werd opgehaald door de bevoegde Dienst (VOET 6)	220 €
Per m <sup>3</sup> afval bestaande uit papier en/of karton dat niet bestemd is voor de huisvuilophaling. In ieder geval zal een minimale hoeveelheid van 1m <sup>3</sup> worden aangerekend ; (VOET 7)	325 €

Per m <sup>3</sup> grof vuil, zakken, recipiënten, voorwerpen of afval dat niet bestemd is voor de huisvuilophaling, met uitzondering van papier, karton, bouw, afbraak- of renovatieafval zoals puin, verfresten, cementplaten, venster- en deurramen, enz. In ieder geval zal een minimale hoeveelheid van 1m <sup>3</sup> worden aangerekend: <ul style="list-style-type: none"> <li>• voor de 1ste m<sup>3</sup> (VOET 8)</li> <li>• voor de 2de m<sup>3</sup> (VOET 9)</li> <li>• vanaf de 3de m<sup>3</sup> (VOET 10)</li> </ul>	515 € 675 € 900 €
Per m <sup>2</sup> of per fractie m <sup>2</sup> bevuilde oppervlakte door een affiche of zelfklever waarbij een minimale oppervlakte van 1m <sup>2</sup> zal worden aangerekend ; (VOET 11)	290 €
Per m <sup>3</sup> bouw-, afbraak- of renovatieafval zoals puin, verfresten, cementplaten, venster- en deurramen, enz. In ieder geval zal een minimale hoeveelheid van 1m <sup>3</sup> worden aangerekend ; (VOET 12)	2.250 €

In geval van recidive binnen de 2 jaar, zal de initiële aanslagvoet worden verhoogd met 50%.

### III. Belastingplichtige

**Artikel 3.** De belasting is solidair verschuldigd door :

1. De oorspronkelijke houder van het gedeponeerde of achtergelaten voorwerp of de persoon die het afval achterlaat, als dit gebeurt op de openbare weg, en in de andere gevallen in de geciteerde volgorde volgens de mogelijkheden van identificering, de oorspronkelijke houder van het gedeponeerde of achtergelaten voorwerp, de persoon die het afval achterlaat, het gezinshoofd, de bezetter of de eigenaar van de bodem waarop het afval achtergelaten wordt ; de eigenaar of de zaakvoerder van de toeristische inrichting of het gebouw voor kortetermijnverhuur waar het afval vandaan komt, het schoonmaakbedrijf, de syndicus van het gebouw waaruit het afval afkomstig is, de vereniging(en) van mede-eigenaars, of gezamenlijk de verschillende (mede-)eigenaars van een gebouw of een terrein ;
2. De eigenaar, de verantwoordelijke of houder van de persoon, het dier of de zaak, in de zin van art 1384 tot 1386 van het Burgerlijk Wetboek, die het afval heeft achtergelaten of er de vervuiling van heeft teweeggebracht ;
3. De eigenaar of de verantwoordelijke uitgever van de affiche of de zelfklever, of de persoon die de affiche of de zelfklever heeft geplakt of de graffiti, tag of ander opschrift heeft aangebracht ;
4. De persoon die een handeling stelt die in de zin van onderhavig reglement tot vervuiling kan leiden.

### IV. Belastingvrijstellingen

**Artikel 4.** De persoon die een graffiti, tag of ander opschrift heeft aangebracht of die een affiche of een zelfklever heeft gekleefd met toelating van de eigenaar, bezetter of beheerder van het goed, is vrijgesteld van de betaling van de belasting.

### V. Invordering

**Artikel 5.** De belasting wordt geïnd door middel van kohieren. Het belastingkohier wordt opgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

**Artikel 6.** De ingekohierde bedragen worden ingevorderd door de Gemeenteontvanger.

**Artikel 7.** De ingekohierde bedragen zijn betaalbaar binnen twee maanden na toezending van het kohieruittreksel.

Bij gebreke aan betaling binnen deze termijn worden de bepalingen betreffende de verwijlinteressen inzake Rijksinkomstenbelastingen toegepast.

Het kohieruittreksel zal zonder kosten toegestuurd worden aan de belastingplichtige en zal in overeenkomst zijn met de bepalingen van artikel 4, §3 van de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

**Artikel 8.** §1 - De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een schriftelijke klacht indienen tegen het bedrag van de vastgelegde belasting, inclusief vermeerderingen en boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, dat optreedt als administratieve overheid ;

Op straffe van nietigheid dient deze klacht gedateerd, ondertekend en gemotiveerd te zijn en de volgende gegevens te vermelden : naam, hoedanigheid, adres of zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting valt, het voorwerp van de klacht en een uiteenzetting van de feiten en middelen ;

De klacht moet hetzij aangetekend worden verzonden naar het College van Burgemeester en Schepenen, Sterrenkundelaan 12-13 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, hetzij per e-mail naar [belastingen@sjtn.brussels](mailto:belastingen@sjtn.brussels) ;

§2 – Op straffe van verval moeten klachten worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, vanaf de derde werkdag na verzending van het aanslagbiljet ;

§3 - Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst te worden gehoord in het kader van het onderzoek van zijn klacht, moet hij dit uitdrukkelijk vermelden in zijn klacht.

**Artikel 9.** Dit belastingreglement is onmiddellijk van toepassing, treedt in werking op 8 juli 2026 en heft het belastingreglement op inzake Openbare Netheid goedgekeurd door de Gemeenteraad op 21 mei 2025.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*ANX-1.1-DC\_CC\_250521\_RT\_PP\_2025-2028\_FR.pdf, 41-N-CBE-260309\_MAJ260615\_RT\_2026-2029\_PP-NI.pdf, ANX-2-DC\_CC\_RT-PP\_2026-2030\_proposition-FR-NL-avec-modif\_JA-SF-NI\_MAJ260615.pdf, ANX-1.2-DC\_CC\_250521\_RT\_PP\_2025-2028\_NL.pdf*

---

30.06.2026/A/0021 **Parking Scailquin ; Règlement d'ordre intérieur ; Modification- report du 24/06/2026 (Complémentaire)**

Le Conseil communal,

Vu la Constitution et notamment son article 173 ;

Vu la Nouvelle loi communale et notamment ses articles 117, 119 et 123,3° ;

Vu la délibération du Conseil communal du 11 décembre 2019 adoptant le Règlement d'ordre intérieur du Parking Scailquin ;

Considérant la réouverture du Parking Scailquin ;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier le Règlement d'ordre intérieur du Parking Scailquin et ses annexes ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Décide:

D'adopter les modifications apportées au Règlement d'ordre intérieur du parking Scailquin et au contrat-type d'abonnement.

# REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR POUR LES USAGERS DU PARKING SCAILQUIN

## I. GENERALITES

### Article 1

Le simple fait d'entrer dans le parking implique l'acceptation sans réserve du présent règlement d'ordre intérieur.

Les usagers sont tenus d'observer le présent règlement qui est affiché visiblement à l'entrée du parking.

## II. ACCES AU PARKING – USAGE DE LA ZONE DE STATIONNEMENT- CIRCULATION

### Article 2

La Commune met uniquement à disposition des usagers, des places de parking destinées aux voitures et aux camionnettes automobiles.

L'usager a uniquement accès au parking afin d'y déposer ou d'y reprendre son véhicule.

L'accès au parking est formellement interdit à toute personne étrangère au service ou non munie d'un titre de parking.

L'accès aux véhicules fonctionnant au LPG est strictement interdit .

L'usager qui n'est pas en possession d'une carte/badge commandant l'accès, doit prendre un ticket à l'entrée du parking.

### Article 3

Le parking est accessible au public 24h/24 et 7jours/7.

Cet horaire est susceptible d'être modifié par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Dans ce cas, l'usager sera informé des modifications par voie d'affichage dans le Parking.

Les abonnés ont accès 24h/24 et 7 jours/7 au parking grâce au badge y donnant accès.

Le bureau du service communal compétent est accessible pour toute question administrative (encodage, changement d'horaire, nouvelle convention...) pendant les heures de permanence. Le service communal est également joignable au à l'adresse e-mail suivante : scailquin@sjtn.brussels

### Article 4

Le parking n'est accessible qu'aux véhicules automobiles dont les dimensions ne sauraient excéder celles de l'emplacement utilisé, et d'une hauteur maximale de 1,85 m et d'un poids maximum, charge comprise, de 2.300 kg.

L'usager s'assurera que son véhicule ne dépasse pas la hauteur et le poids précités avant de pénétrer dans le parking.

Tout dégât occasionné au matériel ou au parking pour non-respect de la hauteur et du poids maximums seront à charge de l'usager.

### Article 5

L'usager est tenu de respecter le Code de la route.

Ces règles sont complétées par les prescriptions suivantes :

- L'usager devra se conformer aux signaux et indications situés à l'intérieur du parking ainsi qu'à toute instruction verbale ou autre donnée par les agents communaux ;
- La vitesse maximum des véhicules est limitée à 10 km/h ;

- Les dépassements dans les rampes inclinées sont interdits ;
- Le sens de circulation et autres indications dans le parking devront être strictement respectés ;
- L'usager allumera de jour comme de nuit, et quelle que soit l'intensité de l'éclairage intérieur, les phares « codes » de son véhicule durant toute la période durant laquelle il circulera dans le parking ;
- En cas d'accident dans le parking, l'usager veillera à ce que son véhicule ne gêne en aucune manière la circulation normale à l'intérieur du parking ;
- L'usager a l'obligation d'arrêter le moteur aussitôt le véhicule garé et, dans tous les cas, dès le moment où le véhicule est à l'arrêt ;
- Lorsqu'il quitte son emplacement, l'usager a l'obligation de limiter la durée de rotation à vide de son moteur au temps strictement nécessaire à un départ convenable.

### **III. TARIFS – ABONNEMENT ET REDEVANCE**

#### **Article 6**

Les tarifs et les redevances applicables sont fixés dans le règlement-redevance relatif à la tarification du parking Scailquin, lequel est affiché au niveau de la caisse automatique du parking.

A l'exception des abonnés, un passage préalable à la caisse automatique du parking est indispensable pour valider la sortie du véhicule.

La redevance due est calculée en fonction de la durée de la présence du véhicule dans le parking, chaque période commencée étant due dans son entièreté, sans toutefois pouvoir dépasser le montant de 165,00 EUR.

Les tarifs sont indexés tous les ans selon l'indice des prix à la consommation :

Nouveau prix = Prix initial × (Nouvel indice / Indice de base)

L'indice de base est celui du mois de janvier de l'année de référence.

#### **Article 7**

Les redevances dues sont celles affichées dans le parking au moment où le véhicule garé en sort.

#### **Article 8**

Les usagers qui perdent leur ticket doivent, avant de récupérer le véhicule, s'acquitter à la caisse automatique du parking du montant dû correspondant au temps de stationnement dans le parking, sans toutefois que ce montant puisse dépasser la somme de 165,00 EUR.

En cas d'impossibilité de déterminer par des moyens raisonnables la durée du stationnement, l'usager devra s'acquitter de la somme maximale de 165,00 EUR pour récupérer son véhicule. La différence avec le montant réellement dû (calculé ou estimé) lui sera remboursée s'il apporte des éléments nouveaux permettant de déterminer la durée de son stationnement dans les 10 jours ouvrables.

### **IV. RETENUE, IMMOBILISATION, DEPLACEMENT ET ENLEVEMENT DES VEHICULES.**

#### **Article 9**

En cas d'accident ou d'immobilisation involontaire d'un véhicule, l'usager prendra immédiatement les mesures nécessaires pour ranger le véhicule de sorte qu'il ne gêne d'aucune manière la circulation normale dans le parking.

L'usager autorise formellement le personnel responsable de la Commune à déplacer, à faire déplacer ou à immobiliser son véhicule, aux risques et aux frais de l'usager, dans ou hors l'enceinte du parking dans le cas où le véhicule :

- n'est pas stationné sur un emplacement délimité ;
- est stationné sur un emplacement réservé ;
- utilise illégalement un emplacement réservé aux moins-valides ;
- constitue une entrave à la circulation normale ;
- ne porte aucune plaque minéralogique permettant d'identifier ou de contacter l'utilisateur ou le propriétaire du véhicule ;
- selon l'avis du gestionnaire, représente un danger pour les personnes et/ou biens d'autrui ;
- a été impliqué dans un accident, dans le but d'effectuer les constats et autant que nécessaire pour la réalisation de ce constat;
- pour une raison ou l'autre, est stationné dans le parking alors que l'utilisateur omet de s'acquitter des droits et/ou indemnités de stationnement dus ;
- stationne dans le parking depuis plus de 45 jours, sans avoir reçu l'accord préalable écrit de la Commune ;
- porte atteinte à la sécurité et aux besoins du fonctionnement normal du parking ;
- En cas de force majeure (fuite d'eau, ...) et en cas de travaux.

## V. RESPONSABILITE

### **Article 10**

La Commune ne doit en aucun cas être considérée comme dépositaire et/ou gardien et n'assume aucune obligation en matière de surveillance ou de contrôle.

La Commune décline toute responsabilité, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, du chef de tous dommages résultant notamment d'accidents, vols, vandalisme ou autres, qui pourraient être commis à l'intérieur du parking concernant les véhicules, les accessoires, et les objets laissés à l'intérieur ou à l'extérieur de ceux-ci.

A l'intérieur des limites du parking, le propriétaire d'un véhicule reste responsable de tous les accidents et dommages provoqués par malveillance, par maladresse ou par suite de l'inobservation des prescriptions du règlement d'ordre intérieur du parking.

La Commune décline également toute responsabilité pour tout dysfonctionnement des installations pendant ou en dehors des heures d'ouverture sauf si l'utilisateur peut apporter la preuve que le dommage a été causé suite à une fraude ou une erreur grossière de la Commune.

## VI. CLAUSES DIVERSES

### **Article 11**

Le stationnement est interdit en dehors des emplacements tracés au sol et sur les rampes d'accès.

### **Article 12**

L'utilisateur a l'obligation de fermer son véhicule à clé et de relever les fenêtres.

### **Article 13**

En dehors du véhicule automobile autorisé, aucun autre objet ne peut être placé sur les emplacements de parking.

### **Article 14**

L'accès peut être interdit à un véhicule qui ne peut être garé dans un emplacement normal de stationnement à cause de ses dimensions, de son poids ou parce qu'il tracte une remorque.

### **Article 15**

L'emploi de chaînes (en cas de neige) est strictement interdit. Tous dégâts causés par l'emploi de celles-ci, malgré l'interdiction, seront portés en compte à l'utilisateur.

### **Article 16**

Il est strictement interdit de fumer dans l'enceinte du parking ou d'allumer une flamme.

### **Article 17**

Il est strictement interdit d'introduire des produits inflammables ou dangereux dans l'enceinte du parking.

### **Article 18**

Il est strictement interdit à l'utilisateur de laver et d'entretenir sa voiture à l'intérieur du parking ou d'y effectuer des travaux quelconques.

### **Article 19**

Il est strictement interdit de laisser dans le véhicule en stationnement dans le parking :

- Des personnes,
- Des animaux,
- Des objets de valeur, dangereux ou nuisibles.

### **Article 20**

Il est strictement interdit, de vider les cendriers, de jeter des papiers, d'uriner ou de procéder à un quelconque dépôt d'immondices dans le parking.

Outre la réparation des préjudices subis, tout contrevenant s'expose à des poursuites en vertu du règlement taxe en matière de propreté publique.

### **Article 21**

Sauf dispositions contraires prévues par la convention d'abonnement, aucun véhicule ne pourra stationner dans le parking pendant plus de 45 jours consécutifs, sans l'accord préalable et écrit de la Commune.

A partir du 46ème jour de stationnement, l'utilisateur sera redevable, outre le prix en vigueur pour le stationnement, d'un montant de 25,00 EUR par jour, sans mise en demeure préalable et sans préjudice de dommages et intérêts.

Conformément à l'article 9, la Commune pourra faire déplacer le véhicule en contravention à cette obligation aux frais, risques et périls de l'utilisateur.

### **Article 22**

Les emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées sont autorisés uniquement aux véhicules utilisés par les personnes handicapées qui sont titulaires de la carte spéciale pour personne handicapée délivrée par le SPF Sécurité sociale, Direction générale Personnes handicapées. Cette carte doit être apposée sur la face interne du pare-brise ou à défaut sur la partie avant du véhicule mis en stationnement sur ces emplacements.

## **VII. PUBLICATION**

### **Article 23**

Le présent règlement entrera en vigueur à la date du 1<sup>er</sup> septembre 2026.

## **ANNEXE A: CONTRAT-TYPE D'ABONNEMENT**

### **CONTRAT D'ABONNEMENT - PARKING SCAILQUIN**

Entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, sise 12-13 Avenue de l'Astronomie à 1210 Bruxelles, représentée aux fins des présentes par Emir Kir, Bourgmestre et

Marie-Rose Laevers, Secrétaire communale ;

Ci-après dénommée « Commune de SJTN », d'une part ;

ET

Nom/Nom de la société :

Représentée par :

Adresse/Siège social :

Code postal + localité :

Numéro de TVA :

Tél. :

Fax :

GSM :

E-mail :

Ci-après dénommé « l'abonné », d'autre part ;

Ci-après dénommés ensemble « les parties » ;

APRES AVOIR EXPOSE PREALABLEMENT CE QUI SUIIT :

Identification du/des véhicules abonnés

Marque et description:

Numéro de plaque d'immatriculation :

Identification de l'abonnement

Nombre et type d'abonnements :

Description et horaire de validité de l'abonnement :

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

**Article 1 : Objet**

L'abonné souscrit par la présente un contrat d'abonnement pour un emplacement de parking non spécifié qui lui donne le droit durant la période d'abonnement, d'y stationner le véhicule dont les caractéristiques sont décrites *supra*.

L'abonné ne peut stationner son véhicule que dans la mesure des places disponibles lors de son entrée dans le parking et sur les emplacements non réservés à d'autres catégories de clients.

**Article 2 : Durée**

Le présent contrat d'abonnement prend effet à dater du.....  
pour une durée de..... (la durée minimale du contrat est fixée à 3 mois)

A son échéance, le contrat d'abonnement est reconduit tacitement jusqu'à la résiliation par l'une ou l'autre partie.

Les parties ont le droit de mettre fin au contrat par l'envoi d'une lettre recommandée au moins 30 jours avant l'échéance de la période en cours. L'abonné a également le droit de mettre fin au contrat par la remise d'une lettre de renon au responsable du stationnement, qui la signera pour réception, au moins 30 jours avant l'échéance de la période en cours.

Une éventuelle restitution de la carte d'accès après avoir notifié une résiliation ne peut en aucun cas justifier le remboursement du prix de l'abonnement, lequel reste dû pour l'entièreté de la période d'abonnement.

### **Article 3 : Droit d'accès**

Une carte d'accès au parking est remise à l'abonné au plus tard le jour de l'entrée en vigueur du contrat d'abonnement et donne le droit de stationner le véhicule abonné dans le parking conformément aux conditions prévues par le présent contrat. L'abonné ne pourra céder, en tout ou partie, son droit d'accès au titre du présent contrat.

La carte d'accès doit être utilisée par l'abonné à chaque cycle d'entrée et de sortie du parking. A défaut, et notamment dans le cas où l'abonné prend pour une raison quelconque un ticket d'entrée, il devra s'acquitter du tarif en vigueur pour les usagers-horaires du parking, sans pouvoir formuler de réclamation par la suite.

Les agents communaux peuvent, à tout moment, demander à l'abonné de présenter sa carte d'accès au parking, laquelle reste la propriété exclusive de la Commune de SJTN.

L'abonné reste entièrement et seul responsable de l'utilisation qui pourrait être faite de sa carte d'accès par des tiers.

Si l'abonné se heurte à une défektivité ou à un problème lors de l'utilisation de sa carte d'accès à l'entrée ou à la sortie du parking, celui-ci devra s'adresser au Responsable du service communal compétent ou à tout autre agent communal.

En cas de perte, de vol, ou de détérioration de la carte d'accès, l'abonné devra avertir sans délai le Responsable du service communal du Stationnement et son remplacement se fera moyennant le paiement d'un montant forfaitaire de 15,00 EUR.

Dès la fin du contrat, et qu'elle qu'en soit la cause, l'abonné devra restituer à la Commune de SJTN la carte d'accès qui lui a été fournie.

### **Article 4 : Prix et modalités de paiement des abonnements**

Le prix du contrat d'abonnement est déterminé conformément aux montants fixés dans le règlement-redevance relatif à la tarification du parking communal Scailquin.

Si la date d'effet du contrat n'est pas le premier jour du mois, le montant dû pour le premier mois sera calculé au prorata temporis du nombre de jours restants.

L'abonné doit obligatoirement procéder au paiement de son abonnement au plus tard le 3ème jour de chaque mois, sur le compte bancaire de la Commune de SJTN :

n° XXXX XXXX XXXX XXXX

En cas de retard répété de paiement, la Commune peut demander de souscrire à une domiciliation, faute de quoi la Commune de SJTN se réserve le droit de procéder au blocage du badge.

La Commune de SJTN se réserve le droit d'adapter les prix applicables aux contrats d'abonnement, moyennant communication par écrit à l'abonné au plus tard 45 jours avant l'application du nouveau tarif.

### **Article 5 : Défaut de paiement**

A défaut de paiement de l'abonnement dans le délai imparti, la Commune de SJTN enverra à l'abonné un courrier/courriel de rappel de paiement. Tout montant demeurant impayé à l'échéance porte de plein droit, sans mise en demeure préalable, intérêt au taux annuel de 12%. Une indemnité forfaitaire correspondant à 15% du montant impayé (avec un minimum de 25,00 EUR) sera également due.

Après un délai de 15 jours, si le courrier/courriel de rappel est resté sans suite, la Commune de SJTN se réserve le droit de procéder au blocage du badge et l'abonné se verra refuser l'accès au parking jusqu'à complet paiement des arriérés. La Commune se réserve, le cas échéant, un délai de 3 jours ouvrables pour procéder aux vérifications et à la réactivation du badge.

Si après deux lettres de mises en demeure adressées par lettre recommandée à la poste, les arriérés n'ont toujours pas été payés, la Commune se réserve le droit de résilier le contrat d'abonnement aux frais de l'abonné et ce, nonobstant toute poursuite

judiciaire éventuelle.

**Article 6 : Stationnement et modification éventuelle des données du véhicule abonné**

L'abonné s'engage expressément à ne stationner ou faire stationner, par ses ayants-droits ou son/ses préposé(s), dans le parking à l'aide de sa carte d'accès aucun autre véhicule que celui décrit dans le présent contrat.

Le non-respect de cet engagement constitue une faute grave dans le chef de l'abonné justifiant la résiliation immédiate du contrat d'abonnement par la Commune de SJTN.

Toute modification des informations relatives au véhicule abonné devra être portée à la connaissance du Responsable du service communal compétent par écrit.

**Article 7 : Règles d'exploitation et directives de sécurité**

L'abonné s'engage à respecter et/ou faire respecter, par ses ayants-droits ou son/ses préposé(s), les règles d'exploitation et de sécurité édictées par la Commune de SJTN, ainsi que tous les règlements de police et les directives de sécurité applicables au sein du parking.

L'abonné est tenu de respecter la signalisation apposée dans le parking, ainsi que toutes les modifications qui lui seraient communiquées par les agents communaux.

**Article 8 : Règlement d'ordre intérieur du parking**

En signant le présent contrat, l'abonné reconnaît avoir pris connaissance du règlement d'ordre intérieur du parking Scailquin, lequel est joint en annexe et affiché visiblement à l'entrée du parking.

L'abonné s'engage à respecter et/ou à faire respecter les différentes dispositions dudit règlement par ses ayants-droits ou son/ses préposé(s).

**Article 9 : Responsabilité**

L'abonné reconnaît expressément que les droits perçus en vertu du présent contrat correspondent à un droit de stationnement et, en aucun cas, à un droit de dépôt, de garde ou de surveillance.

N'ayant pas la qualité de dépositaire, la Commune de SJTN n'assume en aucune façon une obligation de garde ou de surveillance et n'encourt aucune responsabilité pour tout agissement de tiers (vol ou endommagement éventuel causés aux véhicules stationnés, à leur contenu et à leurs accessoires).

L'abonné est seul responsable de tous les dommages et accidents que lui-même ou ses ayants-droits ou son/ses préposés pourraient causer tant aux autres clients du parking et à leurs biens qu'au personnel de la Commune de SJTN.

L'abonné est également tenu responsable des dommages que lui-même, ses ayants-droits ou son/ses préposé(s) auraient causés à l'emplacement de stationnement, au bâtiment du parking ou à ses infrastructures.

**Article 10 : Travaux**

La Commune de SJTN se réserve le droit d'effectuer ou de faire effectuer des travaux dans le parking sans que ces travaux ne puissent ouvrir le droit au paiement d'une quelconque indemnité.

**Article 11 : Juridictions compétentes**

Le présent contrat est soumis aux dispositions du droit belge et tout différent relatif à l'exécution ou à l'interprétation de ce contrat sera soumis à la compétence exclusive des tribunaux belges.

Fait à Saint-Josse-ten-Noode le....., en deux

exemplaires, chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien.

**Pour l'Abonné**

(pour une société, le représentant légal)

**Pour la Commune de SJTN,**

La Secrétaire communale,  
Echevins,  
Marie-Rose LAEVERS

Le Collège des Bourgmestre et  
Emir KIR

Annexe :

Un exemplaire du règlement d'ordre intérieur du parking Scailquin.

---

**Scailquin parking; Huishoudelijk reglement ; Wijziging- uitstel van 24/06/2026  
(Aanvullend)**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Grondwet en inzonderheid artikel 173 ;  
Gelet op de Nieuwe gemeentewet en inzonderheid artikelen 117, 119 en 123,3° ;  
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 11 december 2019 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Scailquin parking ;  
Overwegende de heropening van de Scailquin parking;  
Overwegende dat het noodzakelijk is het huishoudelijk reglement van de Scailquin parking en de bijlagen ervan te wijzigen;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

De wijzigingen aan het huishoudelijk reglement van de Scailquin parking en aan de modelovereenkomst van abonnement goed te keuren.

**HUISHOUELIJK REGLEMENT VOOR DE GEBRUIKERS VAN DE  
GEMEENTELIJKE PARKING SCAILQUIN**

**I. ALGEMENE BEPALINGEN**

**Artikel 1**

Het loutere feit de parking te betreden heeft tot gevolg dat onderhavig huishoudelijk reglement zonder voorbehoud wordt aanvaard.

De gebruikers zijn ertoe gehouden onderhavig reglement dat zichtbaar werd aangeplakt aan de ingang van de parking na te leven

**II. TOEGANG TOT DE PARKING – GEBRUIK VAN DE PARKEERZONES –  
VERKEER**

**Artikel 2**

De Gemeente stelt enkel parkeerplaatsen bestemd voor wagens en bestelwagens ter beschikking van de gebruikers.

De gebruiker heeft enkel toegang tot de parking om er zijn voertuig te plaatsen of af te

halen.

De toegang tot de parking is streng verboden voor iedereen die niet tot de dienst behoort of geen toegangsbewijs heeft.

De toegang is ten strengste verboden voor LPG-voertuigen.

Gebruikers die geen toegangkaart/badge hebben, moeten een ticket nemen aan de ingang van de parking.

### **Artikel 3**

De parking is toegankelijk voor het publiek 24u/24 7dagen/7.

Dit uurrooster kan worden gewijzigd door het College van Burgemeester en Schepenen. In dat geval zal de gebruiker op de hoogte worden gebracht over de wijzigingen door een mededeling in de Parking.

Abonnementhouders hebben toegang tot de parking met een badge 24u/24 7dagen/7.

Het bureau van de bevoegde gemeentelijke dienst is toegankelijk voor alle administratieve vragen (gegevensinvoer, wijziging van uurrooster, nieuwe overeenkomst...) tijdens de permanente-uren. De gemeentelijke dienst is tevens bereikbaar op volgend e-mailadres : scailquin@sjtn.brussels

### **Artikel 4**

De parking is slechts toegankelijk voor gemotoriseerde voertuigen met afmetingen kleiner dan die van de gebruikte parkeerplaatsen en met een maximale hoogte van 1,85 m en een maximaal gewicht, lading inbegrepen, van 2.300 kg.

De gebruiker vergewist zich ervan dat zijn voertuig niet hoger en zwaarder is dan de voorschriften alvorens de parking te betreden.

Alle schade veroorzaakt aan het materiaal of de parking wegens het niet-naleven van de maximale hoogte en gewicht valt ten laste van de gebruiker.

### **Artikel 5**

De gebruiker is ertoe gehouden de Wegcode na te leven.

Deze regels worden aangevuld met volgende voorschriften:

- De gebruiker moet zich houden aan de verkeerstekens en aanduidingen in de parking en aan de mondelinge of andere instructies van het gemeentelijk personeel.
- De maximale snelheid van voertuigen is beperkt tot 10 km/u.
- Voorbijsteken op de hellende rijstrook is verboden.
- De rijrichting en andere aanwijzingen in de parking moeten strikt worden nageleefd.
- De gebruiker moet zowel overdag als 's nachts, en ongeacht de sterkte van de binnenverlichting, de dimlichten van zijn voertuig aansteken gedurende de volledige periode waarin hij in de parking rondrijdt.
- In geval van ongeval in de parking moet de gebruiker erop toezien dat zijn voertuig het normale verkeer binnen de parking op geen enkele wijze hindert.
- De gebruiker is verplicht zijn motor stil te leggen zodra het voertuig geparkeerd is en, in ieder geval, vanaf het moment waarop het voertuig stilstaat ;
- Wanneer de gebruiker zijn plaats verlaat, is hij verplicht het stationair laten draaien van zijn motor te beperken tot de tijd strikt nodig voor een gepast vertrek

## **III. TARIEVEN – ABONNEMENTEN EN RETRIBUTIES**

### **Artikel 6**

De tarieven en retributies die van toepassing zijn, worden vastgesteld in het retributiereglement betreffende de tarifiering van de gemeentelijke parking Scailquin, dat werd aangeplakt ter hoogte van de automatische kassa van de parking.

Met uitzondering van abonneementhouders is een voorafgaand bezoek aan de automatische kassa in de parking essentieel om de uitgang van het voertuig te

valideren.

De retributie wordt berekend volgens de aanwezigheidsduur van het voertuig in de parking, elk begonnen uur is volledig verschuldigd, zonder echter het bedrag van 165,00 EUR te overschrijden

De tarieven worden jaarlijks geïndexeerd volgens de index van de consumptieprijzen:

Nieuwe prijs = Oorspronkelijke prijs × (Nieuwe index / Basisindex)

De basisindex is de index van de maand januari van het referentiejaar.

#### **Artikel 7**

De verschuldigde retributies zijn deze aangeplakt in de parking op het moment dat het voertuig buiten rijdt

#### **Artikel 8**

De gebruiker die zijn ticket verliest, moet, alvorens zijn voertuig te halen, aan de automatische kassa van de parking het bedrag betalen dat overeenkomt met de parkeertijd op de parking, maar dit bedrag mag niet hoger zijn dan 165,00 EUR.

In geval van onmogelijkheid om met redelijke middelen de duur van het parkeren te bepalen, moet de gebruiker maximaal 165,00 EUR betalen om zijn voertuig terug te krijgen. Het verschil met het werkelijk verschuldigde bedrag (berekend of geschat) wordt terugbetaald indien hij binnen tien werkdagen nieuwe elementen verstrekt die toelaten om de duur van zijn parking te bepalen.

### **IV. BEWARING, IMMOBILISATIE, VERPLAATSING EN VERWIJDERING VAN VOERTUIGEN**

#### **Artikel 9**

Bij ongeval of ongewilde immobilisatie van een voertuig moet de gebruiker onmiddellijk het nodige doen opdat zijn voertuig het normale verkeer binnen de parking op geen enkele wijze hindert.

De gebruiker geeft uitdrukkelijk toelating aan het verantwoordelijke personeel van de Gemeente om, op kosten en risico van de gebruiker, zijn voertuig te verplaatsen, te laten verplaatsen of te immobiliseren binnen of buiten de parkinginrichting, ingeval het voertuig:

- niet geparkeerd is binnen een aangeduide parkeerplaats;
- geparkeerd is op een gereserveerde plaats;
- onrechtmatig gebruik maakt van een parkeerplaats voor mindervaliden;
- het normale verkeer hindert;
- geen nummerplaat heeft waarmee de gebruiker of eigenaar van het voertuig kan worden geïdentificeerd of gecontacteerd;
  - naar de redelijke mening van de beheerder een gevaar betekent voor personen en/of andermans zaken;
  - betrokken was in een ongeval, met het doel de vaststellingen te doen en zolang als nodig voor het doen van deze vaststellingen;
  - zonder betaling door de gebruiker, om welke reden ook, van de parkeergelden en/of vergoedingen die verschuldigd zijn, in de parking geparkeerd staat;
- meer dan 45 dagen in de parking gelaten wordt zonder voorafgaand en schriftelijk akkoord van de Gemeente;
- de veiligheid of de noden van de normale werking van de parking hindert;
- In geval van overmacht (waterlek, ...) of in geval van werken.

### **V. AANSPRAKELIJKHEID**

### **Artikel 10**

De Gemeente mag geenszins worden beschouwd als bewaarnemer en/of bewaker en neemt op geen enkele wijze een verplichting op zich wat betreft bewaking of toezicht. De Gemeente wijst iedere aansprakelijkheid af, in welke hoedanigheid en om welke reden dan ook, voor alle schade ten gevolge van onder meer : ongevallen, diefstal, vandalisme of enige andere schade die binnen de parking kan ontstaan inzake voertuigen, toebehoren en voorwerpen die aan de binnen- of buitenzijde daarvan achtergelaten werden.

De eigenaar van een voertuig blijft, binnen de grenzen van de parking, aansprakelijk voor alle ongevallen en schade veroorzaakt door kwaadwilligheid, onhandigheid of ingevolge veronachtzaming van de voorschriften van het huishoudelijk reglement van de parking.

De Gemeente wijst eveneens iedere aansprakelijkheid af voor het slecht functioneren van de installaties tijdens of buiten de openingsuren behalve indien de gebruiker het bewijs bijbrengt dat de schade veroorzaakt werd ingevolge fraude of ernstige fout van de Gemeente.

## **VI. DIVERSE CLAUSULES**

### **Artikel 11**

Het is verboden te parkeren buiten de op de grond afgelijnde plaatsen en op de toegangsstrook.

### **Artikel 12**

De gebruiker is verplicht zijn voertuig op slot te doen en de vensters te sluiten.

### **Artikel 13**

Buiten het toegelaten voertuig mogen er geen andere voorwerpen op de parkeerplaatsen geplaatst worden.

### **Artikel 14**

De toegang kan worden geweigerd aan een voertuig dat niet op een gewone parkeerplaats geparkeerd kan worden wegens zijn afmetingen of omdat het een aanhangwagen trekt.

### **Artikel 15**

Het gebruik van sneeuwkettingen (bij sneeuw) is ten strengste verboden. De schade veroorzaakt door dergelijke voertuigen die dit verbod niet naleven, zal aan de gebruiker aangerekend worden.

### **Artikel 16**

Het is ten strengste verboden te roken of een vlam aan te steken binnen de parking.

### **Artikel 17**

Het is ten strengste verboden ontvlambare of gevaarlijke producten binnen de parking te brengen.

### **Artikel 18**

Het is de gebruiker ten strengste verboden binnen de parking zijn wagen te poetsen of te onderhouden of er werken aan uit te voeren.

### **Artikel 19**

Het is ten strengste verboden achter te laten in het geparkeerde voertuig in de parking:

- Personen,

- Dieren,
- Waardevolle, gevaarlijke of schadelijke voorwerpen

### **Artikel 20**

Het is ten strengste verboden asbakken leeg te maken, papier weg te gooien, te urineren of enig afval in de parking achter te laten.

Bovenop het herstel van de geleden schade kan iedere overtreder worden vervolgd op grond van het reglement inzake openbare netheid.

### **Artikel 21**

Tenzij anders bepaald in de abonnementsovereenkomst mag geen enkel voertuig langer dan 45 opeenvolgende dagen in de parking geparkeerd worden, behoudens voorafgaand en schriftelijk akkoord van de Gemeente.

Vanaf de 46ste parkeerdag is de gebruiker, bovenop de geldende prijs voor het parkeren, een bedrag van 25,00 EUR per dag verschuldigd, zonder voorafgaande ingebrekestelling en onverminderd de schadevergoeding.

Overeenkomstig artikel 8 mag de Gemeente een voertuig in overtreding op deze verplichting laten verplaatsen op kosten en risico's van de gebruiker.

### **Artikel 22**

Parkeerplaatsen voorbehouden voor gehandicapten zijn enkel toegestaan voor voertuigen die worden gebruikt door gehandicapte personen die in het bezit zijn van de speciale gehandicaptenkaart afgeleverd door de FOD Sociale Zekerheid, Algemene Directie Gehandicapte personen. Deze kaart moet aan de binnenzijde van de voorruit of, bij gebreke, aan de voorzijde van het voertuig dat op deze plaatsen geparkeerd staat, worden aangebracht.

## **VII. BEKENDMAKING**

### **Artikel 23**

Dit reglement treedt in werking op 1 september 2026

### **BIJLAGE A: MODELOVEREENKOMST ABONNEMENT**

#### **ABONNEMENTSOVEREENKOMST - PARKING SCAILQUIN**

Tussen de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, waarvan de kantoren gevestigd zijn Sterrenkundelaan 12-13 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, in dit kader vertegenwoordigd door haar College van Burgemeester en Schepenen in de persoon van Mijnheer Emir KIR, Burgemeester, bijgestaan door Mevrouw Marie-Rose LAEVERS, Gemeentesecretaresse,

Hierna « Gemeente SJTN » genoemd, enerzijds ;

EN

Naam/Naam van de firma :

Vertegenwoordigd door :

Adres/Maatschappelijke zetel :

Postcode + plaats :

BTW -nummer :

Tel. :

Fax :  
GSM :  
E-mail :

Hierna « de abbonementhouder » genoemd, anderzijds ;

Hierna samen « de partijen » genoemd ;

NA VOORAF HET VOLGENDE TE HEBBEN UITEENGEZET :

Identificatie van het/de geabonneerde voertuig(en)

Merk en beschrijving:  
Nummerplaat :

Identificatie van het abonnement

Aantal en type van abonnement :  
Beschrijving en geldigheidsuren van het abonnement :

ER WERD HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

**Artikel 1 : Voorwerp**

De abbonementhouder sluit hierbij een abbonementsovereenkomst af voor een onbepaalde parkeerplaats die hem het recht geeft tijdens de abbonementsperiode het voertuig te parkeren waarvan de kenmerken hierboven beschreven zijn.

De abbonementhouder mag zijn voertuig slechts parkeren voor zover er plaatsen beschikbaar zijn op het moment dat hij de parking betreedt en op plaatsen die niet voorbehouden zijn voor andere categorieën klanten.

**Artikel 2 : Duur**

Deze abbonementsovereenkomst treedt in werking vanaf.....  
voor een duur van..... (de minimale duur van de overeenkomst is vastgesteld op 3 maanden)

Op de vervaldatum wordt de abbonementsovereenkomst stilzwijgend verlengd tot de beëindiging door een van beide partijen.

De partijen hebben het recht om een einde te stellen aan de overeenkomst door een aangetekende brief te sturen naar het College van Burgemeester en Schepenen, ten minste 30 dagen voor het einde van de lopende periode. De abbonementhouder heeft tevens het recht om een einde te stellen aan de overeenkomst door een opzeggingsbrief te overhandigen aan de verantwoordelijke van de parkeercel, die de overeenkomst tenminste 30 dagen voor de vervaldatum van de lopende periode voor ontvangst zal ondertekenen.

Een eventuele teruggave van de toegangkaart na kennisgeving van een opzegging kan in geen geval de terugbetaling van de abbonementsprijs rechtvaardigen, die voor de volledige abbonementsperiode verschuldigd blijft.

**Artikel 3 : Toegangsrecht**

Een parkeerkaart wordt uiterlijk op de dag van inwerkingtreding van de abbonementsovereenkomst aan de abbonementhouder overhandigd en geeft het recht om het geabonneerde voertuig volgens de voorwaarden van deze overeenkomst op de parkeerplaats te parkeren. Het is de abbonementhouder niet toegestaan zijn recht op toegang krachtens deze overeenkomst geheel of gedeeltelijk over te dragen.

De toegangkaart moet door de abbonementhouder bij elke cyclus van in- en uitrijden van de parking worden gebruikt. Bij gebreke hiervan, en in het bijzonder indien de abbonementhouder om welke reden dan ook een toegangsticket neemt, moet hij het

geldende uurtarief voor de gebruikers van de parkeerplaats betalen, zonder dat hij vervolgens aanspraak kan maken op een vergoeding.

De gemeentelijke agenten kunnen de abonneerhouder op ieder moment vragen om zijn parkeerkaart, die de exclusieve eigendom blijft van de gemeente SJTN, te tonen. De abonneerhouder blijft volledig en als enige verantwoordelijk voor het gebruik dat derden van zijn toegangkaart zouden kunnen maken.

Indien de abonneerhouder bij het gebruik van zijn toegangkaart tijdens de in- of uitgang van de parking een defect of probleem vaststelt, moet hij contact opnemen met de verantwoordelijke van de gemeentelijke parkeerdienst of een andere gemeentelijke ambtenaar.

In geval van verlies, diefstal of beschadiging van de toegangkaart moet de abonneerhouder de verantwoordelijke van de gemeentelijke parkeerdienst onmiddellijk op de hoogte brengen en de kaart zal worden vervangen mits betaling van een forfaitair bedrag van 15,00 EUR.

Zodra het contract eindigt, en ongeacht de oorzaak, moet de abonneerhouder de hem verstrekte toegangkaart teruggeven aan de gemeente SJTN.

#### **Artikel 4 : Prijs en betalingsmodaliteiten van de abonnementen**

De prijs van de abonnementsovereenkomst wordt bepaald overeenkomstig de bedragen die zijn vastgelegd in het retributie-reglement met betrekking tot de tarifiering van de gemeentelijke parking Scailquin.

Indien de ingangsdatum van de overeenkomst niet de eerste dag van de maand is, wordt het bedrag voor de eerste maand berekend naar rato van het aantal resterende dagen.

De abonneerhouder moet zijn abonnement uiterlijk op de 3de dag van elke maand betalen op de bankrekening van de gemeente SJTN :

n° XXXX XXXX XXXX XXXX

In geval van herhaalde betalingsachterstand kan de gemeente verzoeken om een domiciliëring te onderschrijven, bij gebreke waarvan de gemeente SJTN zich het recht voorbehoudt om de badge te blokkeren.

De gemeente SJTN behoudt zich het recht voor om de prijzen die van toepassing zijn op abonnementsovereenkomsten aan te passen, mits de abonneerhouder hiervan uiterlijk 45 dagen voor de toepassing van het nieuwe tarief schriftelijk op de hoogte wordt gebracht.

#### **Artikel 5 : Wanbetaling**

Bij gebreke van betaling van het abonnement binnen de gestelde termijn, zal de gemeente SJTN de abonneerhouder een aanmaningsbrief/-bericht sturen. Voor elk bedrag dat op de vervalddag nog onbetaald is, zal van rechtswege, zonder voorafgaande ingebrekestelling, een rente verschuldigd zijn tegen een jaarlijks tarief van 12%.. Er is tevens een forfaitaire vergoeding verschuldigd van 15% van het onbetaalde bedrag (met een minimum van 25,00 EUR).

Na een termijn van 15 dagen behoudt de gemeente SJTN zich het recht voor om, indien de aanmaningsbrief/e-mail niet is beantwoord, de badge te blokkeren en de abonneerhouder de toegang tot de parkeergarage te weigeren totdat de achterstallige bedragen volledig zijn betaald. De gemeente reserveert, indien nodig, een termijn van 3 werkdagen om de badge te controleren en opnieuw te activeren.

Indien na twee aangetekende brieven van ingebrekestelling de achterstallige betalingen nog steeds niet zijn betaald, behoudt de gemeente zich het recht voor om de abonnementsovereenkomst op kosten van de abonneerhouder te beëindigen, onverminderd een eventuele gerechtelijke procedure.

#### **Artikel 6 : Parkeren en eventuele wijziging van de gegevens van het geabonneerde voertuig**

De abonneerhouder verbindt er zich uitdrukkelijk toe om door zijn rechthebbenden of zijn aangestelde(n) geen ander voertuig dan het in deze overeenkomst beschreven voertuig op de parking te (laten) parkeren met zijn toegangskaat.

De niet-naleving van deze verbintenis vormt een ernstige fout van de abonneerhouder die de onmiddellijke beëindiging van de abonneerovereenkomst door de gemeente SJTN rechtvaardigt.

Iedere wijziging van informatie met betrekking tot het geabonneerde voertuig moet schriftelijk ter kennis worden gebracht van de verantwoordelijke van de bevoegde gemeentelijke dienst.

#### **Artikel 7 : Uitbatingsregels en veiligheidsrichtlijnen**

De abonneerhouder verbindt zich ertoe de door de gemeente SJTN vastgestelde uitbatings- en veiligheidsregels, alsmede alle politiereglementen en veiligheidsrichtlijnen die van toepassing zijn op de parking, te respecteren en/of te doen naleven door zijn rechthebbenden of zijn aangestelde(n).

De abonneerhouder moet de borden naleven die op de parkeerplaats zijn aangebracht, evenals alle wijzigingen die hem door de gemeentelijke ambtenaren worden meegedeeld.

#### **Artikel 8 : Huishoudelijk reglement van de parking**

Door de ondertekening van deze overeenkomst erkent de abonneerhouder kennis te hebben genomen van het huishoudelijk reglement van de parking Scailquin, dat werd toegevoegd in de bijlage en bij de ingang van de parkeergarage zichtbaar werd aangeplakt.

De abonneerhouder verbindt zich ertoe de verschillende bepalingen van dit reglement na te leven en/of te doen naleven door zijn rechthebbenden of zijn aangestelde(n).

#### **Artikel 9 : Aansprakelijkheid**

De abonneerhouder erkent uitdrukkelijk dat de in het kader van deze overeenkomst geïnde rechten overeenstemmen met een recht op parkeren en in geen geval met een recht op opslag, bewaring of toezicht.

De gemeente SJTN heeft niet de status van bewaarder, aanvaardt geen enkele verplichting tot bewaring of toezicht en is niet aansprakelijk voor handelingen van derden (diefstal of eventuele schade aan geparkeerde voertuigen, hun inhoud en hun toebehoren).

De abonneerhouder is als enige verantwoordelijk voor alle schade en ongevallen die hij of zij, zijn of haar rechthebbenden of aangestelden kunnen veroorzaken aan andere klanten van de parking en hun eigendommen, alsmede aan het personeel van de gemeente SJTN.

De abonneerhouder is tevens aansprakelijk voor alle schade die door de abonneerhouder, zijn rechthebbenden of zijn aangestelde(n) aan de parkeerplaats, het parkeergebouw of de infrastructuur ervan wordt veroorzaakt.

#### **Artikel 10 : Werken**

De gemeente SJTN behoudt zich het recht voor om werkzaamheden in de parking uit te voeren of te laten uitvoeren zonder dat deze werkzaamheden recht geven op enige vergoeding.

#### **Artikel 11 : Bevoegde rechtbanken**

Deze overeenkomst is onderworpen aan de bepalingen van het Belgische recht en elk geschil met betrekking tot de uitvoering of interpretatie van deze overeenkomst zal onderworpen zijn aan de exclusieve bevoegdheid van de Belgische rechtbanken.

Opgemaakt te Sint-Joost-ten-Node op....., in twee exemplaren, waarvan iedere partij verklaart er één te hebben ontvangen.

**Voor de abonneerhouder,**

(voor een firma, de wettelijke vertegenwoordiger)

**Voor de Gemeente SJTN,**

Op bevel,

De Gemeentesecretaresse  
Marie-Rose-LAEVERS,

Het College van Burgemeester en Schepenen,  
Emir KIR

Bijlage:

Een exemplaar van het huishoudelijk reglement van de Scailquin-parking.

*1 annexe / 1 bijlage*

*2019 12 11 Adoption Definitive.pdf*

---

**30.06.2026/A/0022 [Règlement redevance relatif au stationnement réglementé dans l'espace public ; Modification.- report du 24/06/2026 \(Complémentaire\)](#)**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, et notamment ses articles 117 et suivants;

Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière ;

Vu l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant sur l'organisation du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, modifiée par l'Ordonnance du 20 juillet 2016 ;

Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route) ;

Vu l'Arrêté de Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles capitale du 20 octobre 2022 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;

Vu l'Arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées;

Vu l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de

stationnement ;  
Vu le Code de la route ;  
Vu le règlement communal sur l'usage du sabot adopté en date du 26 janvier 2015 par le Conseil communal ;  
Vu le règlement redevance relatif au stationnement réglementé dans l'espace public adopté par le Conseil communal le 23 décembre 2014, tel que modifié le 11 septembre 2019 ;  
Vu les éventuelles modifications des textes non-mentionnées ci-dessus ;  
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2024 organisant la procédure d'adoption des règlements communaux complémentaires sur les redevances de stationnement ;  
Vu l'article 2 du même arrêté, imposant la sollicitation de l'avis formel de l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale (Parking Brussels) préalablement à l'adoption du présent règlement ;  
Vu l'avis formel de l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale (en annexe de la présente délibération) reçu en date du 12 juin 2026 ;  
Considérant que l'avis formel émis par l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale est favorable sous réserves ;  
Considérant que la version francophone du document transmis pour avis comportait une erreur matérielle de numérotation d'articles ;  
Considérant que la présente version est corrigée sur ce point, et qu'il y a donc lieu de considérer les remarques émises dans l'avis sur les articles 70 et 72, comme s'appliquant aux articles 71 et 73 du présent règlement ;  
Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs et techniques, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;  
Considérant l'indexation des tarifs du stationnement du 1<sup>er</sup> mai 2025 ;  
Considérant que cette indexation s'applique de plein droit et doit être opérationnalisée par l'administration communale dans le cadre des droits courts, des redevances forfaitaires, des cartes riverains et des frais de rappel ;  
Considérant que cette indexation est prévue dans l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 et ses modifications ultérieures, relatifs aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation et dans l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant sur l'organisation de la politique de stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale pour les frais de rappels ;  
Vu l'arrêté d'annulation du 15 décembre 2025 relatif au règlement-redevance du 24 septembre 2025 concernant le stationnement réglementé dans l'espace public ;  
Vu le règlement communal relatif au stationnement réglementé dans l'espace public adopté par le Conseil en date du 26 avril 2023 notamment les articles 35 et 59 ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins :

Décide :

Le règlement délibéré par le Conseil communal du 26 avril 2023 est remplacé comme suit :

## TITRE I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### CHAPITRE I. CHAMP D'APPLICATION DU RÈGLEMENT COMMUNAL DE STATIONNEMENT

Article 1. Le règlement est applicable sur toute les voiries publiques et à tout véhicule à moteur. Par voie publique, il y a lieu d'entendre les voies et leurs trottoirs ou accotements immédiats qui appartiennent aux autorités communales, provinciales ou régionales.

## CHAPITRE II. DÉFINITIONS

Article 2. Pour l'application du présent règlement, il est entendu par :

1° **Agence du stationnement** : l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que définie dans le Chapitre 7 de l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et les modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

2° **Arrêté** : l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation tel que modifié par l'arrêté du 20 octobre 2022 ;

3° **Autocar** : tout véhicule à moteur conçu et construit pour transporter exclusivement des passagers assis comportant, outre le siège du conducteur, plus de huit places assises telles que définies à l'article 2.66 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ;

4° **Cartes de dérogation** : les cartes de dérogation visées par l'Ordonnance étant entendu que les cartes de dérogation peuvent être « matérialisées » ou « dématérialisées » ;

5° **Connexion** : identification électronique en vue de charger ou de payer un tarif de rotation auprès de l'exploitant de l'infrastructure de recharge de véhicules électriques ;

6° **Disque de stationnement** : le disque de stationnement visé à l'article 27.1.1. de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et défini à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 1er décembre 1975 déterminant les caractéristiques de certains disques, signalisations et plaques (marques d'immatriculation) prescrits par le règlement général sur la police de la circulation routière ;

7° **Emplacement réservé** : emplacement de stationnement destiné à des catégories spécifiques de véhicules, de personnes ou d'activités tel que définies à l'article 12 l'Ordonnance du 6 juillet 2022 ;

8° **Entreprises et indépendants** : la personne ou l'entreprise ayant son siège social ou d'exploitation dans la Région de Bruxelles-Capitale. Par 'personne', il y a lieu d'entendre le titulaire d'une profession libérale ou l'indépendant. Par 'entreprise', il y a lieu d'entendre toute personne morale quel que soit son statut, notamment les sociétés reprises à l'article 2 du Code des sociétés, les institutions publiques et privées, les établissements réservés aux cultes visés par la loi sur le temporel des cultes et l'ordonnance du 29 juin 2006 relative à l'organisation et au fonctionnement du culte islamique, les établissements d'assistance morale du Conseil central laïque visés par la loi du 21 juin 2002, les établissements d'enseignement non obligatoire, les hôpitaux, cliniques, polycliniques et dispensaires de soins, les œuvres de bienfaisance et les ASBL ;

9° **Etablissement d'enseignement** : tout établissement organisé, reconnu ou subventionné par une communauté et les crèches publiques ou qui appliquent des tarifs liés au revenu, implantés dans la Région de Bruxelles-Capitale » ;

10° **Borne de recharge électrique** : infrastructure permettant la recharge d'un ou plusieurs véhicules électriques. La borne comporte au minimum un point de charge matérialisé par un socle de prise ;

11° **Ménage** : le ménage est constitué soit par une personne vivant habituellement seule, soit par plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de parenté, partagent la même résidence principale. La composition du ménage est attestée par une composition de ménage, extraite du Registre national ;

12° **Ordonnance** : l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et les modalités de gestion de l'Agence

du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

13° **Période de stationnement** : période de 4 heures 30 minutes qui débute à compter de la délivrance de l'invitation à payer la redevance forfaitaire visée à l'article 14, § 2 de l'Ordonnance du 6 juillet 2022 ;

14° **Plan de déplacement d'entreprise** : le plan de mobilité élaboré par ou pour une personne morale ou un indépendant, qui analyse et décrit ses besoins en mobilité ;

15° **Plan de déplacement scolaire ou équivalent** : le plan de mobilité élaboré par ou pour une personne morale ou un établissement scolaire, qui analyse et décrit ses besoins en mobilité ;

16° **Raccordement** : branchement physique d'un véhicule électrique à la borne électrique, telle que définie dans le présent article, en vue de recharger ledit véhicule ;

17° **Second lieu de résidence ou résidence secondaire** : une résidence secondaire sur le territoire de la Commune pour laquelle le propriétaire s'acquitte de la taxe communale sur les secondes résidences ;

18° **Secteur de stationnement et maille** : la zone géographique qui délimite les voies sur lesquelles la carte de dérogation est valable. Chaque secteur de stationnement est composé de différentes mailles sauf si le Conseil communal décide d'appliquer des secteurs de stationnement fixes conformément à l'article 46ter de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation ;

19° **Ticket de stationnement** : document délivré par l'horodateur conformément au présent règlement. Le ticket de stationnement peut être soit gratuit, pour une durée d'1/4 d'heure, soit payant pour une durée déterminée par l'utilisateur et/ou le type de zone réglementée. Le ticket « physique » de stationnement peut être remplacé par toute forme virtuelle (enregistrement de la marque d'immatriculation du véhicule via le clavier de l'horodateur, paiement électronique, etc.) ;

20° **Usager** : la personne au nom de laquelle le véhicule à moteur est immatriculé ;

21° **Voitures partagées** : les véhicules des opérateurs de carsharing au sens de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés, et ses modifications ;

22° **Voitures partagées entre particuliers** : les véhicules partagés au travers d'un système de partage de voitures pour les particuliers agréés par Bruxelles Mobilité au sens de l'arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;

23° **Zones réglementées** : les zones telles que définies aux articles 2, 3 et 4° de l'Ordonnance et l'article 3 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation et ses modifications ultérieures ;

24° **Redevance de stationnement horaire** : contrepartie financière due pour la mise à disposition d'un emplacement de stationnement au-delà du temps requis pour l'embarquement ou le débarquement de personnes ou de choses au sens de l'article 2.23 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et établie en vertu de l'article 14, § 1er de l'Ordonnance du 6 juillet 2022 ;

25° **Redevance de stationnement forfaitaire** : contrepartie financière établie en vertu de l'article 14, § 2 de l'Ordonnance du 6 juillet 2022 ;

26° **Zone de Police** : une des six zones de la Police locale de la Région de Bruxelles-Capitale qui regroupe plusieurs communes ;

27° **Marque d'immatriculation** : marque d'immatriculation au sens de l'article 20 de l'AR du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules (plaque d'immatriculation) ;

28° **Arrêt** : Toute immobilisation du véhicule pendant le temps requis pour

l'embarquement ou le débarquement de personne ou de choses.

29° **Riverain** : personne physique qui a sa résidence principale ou son domicile sur le territoire de la commune et inscrite dans ses registres de la population ou personne redevable de la taxe sur les résidences non principales ;

30° **Carte de stationnement pour personnes handicapées** : carte spéciale délivrée par un organisme officiel conformément à l'Arrêté ministériel du 07 mai 1999, visée à l'article 27.4.3 du code de la route: « Le Ministre des Communications désigne les personnes qui peuvent obtenir la carte spéciale et les autorités habilitées à la délivrer; il en détermine le modèle ainsi que les modalités de délivrance, de retrait et d'utilisation » ;

31° **Stationnement payant** : un emplacement ou un ensemble d'emplacements de stationnement dont l'utilisation est autorisée contre paiement, suivant les modalités et conditions portées sur place à la connaissance des intéressés ;

32° **Zone de tolérance** : zone délimitée dans laquelle les cartes de dérogation de riverains d'autres communes limitrophes sont reconnues.

## TITRE II. ZONES RÉGLEMENTÉES

### CHAPITRE I. TYPES DE ZONES

#### Section 1: Zone rouge

##### *Sous-section 1: Durée*

Article 3. La durée de stationnement en zone rouge est limité à maximum 2 heures.

##### *Sous-section 2: Montant*

Article 4. La redevance de stationnement due dans cette zone s'élève à :

	2022	2025
pour la première demi-heure	0,90 euro	0,90 euro
pour la seconde demi-heure	2,60 euros	2,70 euros
pour la deuxième heure	5,30 euros	5,60 euros

Le stationnement par les détenteurs de la carte pour personnes handicapées est gratuit et sans limite de durée.

Article 5. Seules les cartes de dérogation pour les prestataires de soins médicaux urgents sont valables en zone rouge.

Article 6. En cas de non-paiement de la redevance de stationnement horaire ou de méconnaissance de la durée de stationnement gratuit ou de la durée de stationnement pour laquelle une redevance a été payée ou en cas d'absence de carte de dérogation valide, l'usager est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance de stationnement forfaitaire d'un montant :

2022	2025
40 euros	42 euros

pour deux heures de stationnement.

##### *Sous-section 3: Horaire*

Article 7. L'utilisation d'un emplacement de stationnement situé dans la zone rouge est soumise aux conditions d'utilisation définies à l'article 9, § 1er, 1° de l'Ordonnance du 6 juillet 2022 tous les jours de la semaine de 9 heures à 18 heures à l'exception des dimanches et des jours fériés légaux. L'utilisation d'un emplacement de stationnement situé en zone rouge tous les jours de la semaine entre 18 heures et 21 heures, à l'exception des dimanches et des jours fériés légaux, est soumise aux conditions de la « Zone verte » reprises dans le présent règlement.

#### Section 2: Zone verte

##### *Sous-section 1: Durée*

Article 8. La durée de stationnement n'est pas limitée dans le temps.

##### *Sous-section 2: Montant*

Article 9. La redevance de stationnement due dans cette zone s'élève à :

	2022	2025

pour la première demi-heure	0,90 euro	0,90 euro
pour la seconde demi-heure	0,90 euro	0,90 euro
pour la deuxième heure	3,50 euros	3,70 euros
pour chaque heure supplémentaire	2,60 euros	2,70 euros

Article 10. Toutes les cartes de dérogation sont valables en zone verte.

Article 11. En cas de non-paiement de la redevance de stationnement horaire ou de méconnaissance de la durée de stationnement gratuit ou de la durée de stationnement pour laquelle une redevance a été payée ou en cas d'absence de carte de dérogation valide, l'utilisateur est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance de stationnement forfaitaire d'un montant de :

2022	2025
35 euros	37 euros

par période de stationnement.

#### *Sous-section 3: Horaires*

Article 12. L'utilisation d'un emplacement de stationnement situé dans la zone verte est soumise aux conditions d'utilisation définies à l'article 9, § 1er, 2° de l'Ordonnance du 6 juillet 2022 tous les jours de la semaine de 9 heures à 21 heures à l'exception des dimanches et des jours fériés légaux.

### **Section 3 : Zone Grise**

#### *Sous-section 1 : Durée*

Article 13. La durée du stationnement autorisée est limitée à 4 heures 30 minutes.

#### *Sous-section 2: Montant*

Article 14. Le montant de la redevance de stationnement due dans cette zone s'élève à :

	2025
pour la première demi-heure	0,90 euro
pour la seconde demi-heure	2,70 euros
pour la deuxième heure	5,60 euros
pour la troisième heure	5,60 euros
pour la quatrième heure	5,60 euros
pour la dernière demi-heure	2,70 euros

Article 15. En cas de non-paiement de la redevance de stationnement horaire ou de méconnaissance de la durée de stationnement gratuit ou de la durée de stationnement pour laquelle une redevance a été payée ou en cas d'absence de carte de dérogation valide, l'utilisateur est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance de stationnement forfaitaire d'un montant de :

2025
47 euros

par période de stationnement.

Article 16. L'utilisation d'un emplacement de stationnement situé dans la zone grise est soumise aux conditions d'utilisation définies aux articles 19 à 21 de l'Arrêté tous les jours de la semaine de 9 heures à 18 heures à l'exception des dimanches et des jours fériés légaux.

L'utilisation d'un emplacement de stationnement situé en zone grise tous les jours de la semaine entre 18 heures et 21 heures, à l'exception des dimanches et des jours fériés légaux, est soumise aux conditions de la « Zone verte » reprises dans le présent règlement.

Article 17. Toutes les cartes de dérogation sont valables en zone grise.

### Section 3: Zone de Livraison

#### *Sous-section 1: Montant et Durée*

Article 18. Une redevance forfaitaire de 100 EUR par période de stationnement est due en cas de stationnement sur une zone délimitée par un panneau E9.a tel que défini à l'article 70.2.1 de l'arrêté royal du 12 décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, complété par un panneau additionnel « payant sauf livraisons » précisant la période horaire de réglementation et le montant de la redevance forfaitaire.

Aucune redevance forfaitaire n'est due lorsque le véhicule est en cours de livraison. Un véhicule est considéré comme étant en cours de livraison lorsqu'il est à l'arrêt et qu'une action de chargement ou de déchargement de biens en lien avec le véhicule est constatée.

Article 19. Les cartes de dérogation ne sont pas valables en zone de livraison.

Article 20. La durée d'utilisation d'une place de stationnement n'est pas limitée en zone de livraison.

#### *Sous-section 2: Horaire*

Article 21. Les modalités de la réglementation de la zone de livraison sont précisées sur le panneau additionnel « payant sauf livraisons ».

### Section 4: Zone "emplacement réservé aux voitures partagées"

#### *Sous-section 1: Durée et modalités*

Article 22. La durée de stationnement dans la zone « emplacement réservé » n'est pas limitée.

En zone « emplacement réservé voitures partagées », seule la carte de dérogation « voiture partagée » est valable sous réserve de la carte de dérogation délivrée aux prestataires de soins médicaux urgents.

#### *Sous-section 2: Montant*

Article 23. Une redevance de stationnement forfaitaire de 25 EUR par période de stationnement est due en cas de stationnement sur un emplacement « réservé riverain » ou « réservé voiture partagée » sans apposition de la carte de dérogation appropriée à cette zone.

### Section 5: Zone "chargement électrique"

#### *Sous-section 1: Durée*

Article 24. Le stationnement en zone « Chargement électrique » est autorisé gratuitement pour autant que l'utilisateur dudit véhicule soit connecté et qu'il procède au raccordement physique de son véhicule à la borne électrique.

Article 25. Les cartes de dérogation ne sont pas valables en zone de chargement électrique.

#### *Sous-Section 2: Montant*

Article 26. Une redevance forfaitaire de 50 EUR par période de stationnement est due par l'utilisateur d'un véhicule à moteur non électrique ou par l'utilisateur d'un véhicule électrique stationné sans connexion ou raccordement physique.

## CHAPITRE II. ZONES PAYANTES: GÉNÉRALITÉS

Article 27. Le stationnement dans les zones munies d'horodateurs est régi suivant les modalités et conditions mentionnées sur ces appareils.

Article 28. Le stationnement payant s'applique également aux véhicules en stationnement devant les accès carrossables des propriétés et dont le signe d'immatriculation est reproduit lisiblement sur ces accès.

Article 29. La redevance due, par anticipation, dès le moment où le véhicule est stationné est payable par l'utilisation de cartes de débit et de cartes de crédit ou le paiement par une ou l'autre technologie telle que SMS ou applications (si prévu) conformément aux indications figurant sur les horodateurs ou toute autre signalisation prévue à cet effet.

Article 30. Le cas échéant, le ticket « physique de stationnement délivré par l'horodateur, doit être apposé seul et de manière bien lisible en son entièreté, sur la face interne du pare-brise avant du véhicule, à l'exclusion des vitres latérales. Si tel n'est pas le cas, aucune réclamation ne sera prise en compte. Un justificatif de paiement ne doit quant à lui jamais être apposé visiblement.

Article 31. Le paiement de la redevance donne droit à une période de stationnement ininterrompue, dont la durée est déterminée par le montant payé.

Article 32. En cas de non-paiement de la redevance due ou de dépassement de la durée de stationnement payée ou de dépassement de la durée maximale autorisée, l'usager est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance forfaitaire dont le montant par période de stationnement varie en fonction du type de zone.

Article 33. L'usager répond des éventuels coûts liés à l'utilisation de technologie (SMS, app, ...) pour l'obtention d'un droit de stationnement. Ces coûts s'ajoutent au tarif de la réglementation appliquée à la zone de stationnement.

Article 34. L'usager supporte les conséquences de l'usage irrégulier de l'appareil ou des détériorations qu'il lui aurait fait subir.

Article 35. Les véhicules, utilisés par des personnes handicapées, sont autorisés à stationner gratuitement et sans limite de durée, sur les emplacements desservis par des horodateurs, lorsque la carte spéciale visée à l'article 27.4.3 du code de la route est apposée à l'avant du véhicule.

La carte de dérogation pour personnes handicapées est valable en zone verte et en zone rouge.

La seule apposition de la carte de stationnement pour les personnes présentant un handicap sur la face interne du pare-brise ne confère le droit à la dérogation que s'il est fait usage de l'une des modalités digitales complémentaires suivantes :

1° l'enregistrement de la plaque d'immatriculation du véhicule dans la liste digitalisée des véhicules exemptés tenue par l'Agence du stationnement ;

2° l'acquisition d'un droit de stationnement digital gratuit pour chaque session de stationnement du véhicule au moyen de l'horodateur ; 3° l'acquisition d'un droit de stationnement digital gratuit pour chaque session de stationnement du véhicule par tout autre moyen digital mis à disposition par la commune, tel qu'une application, un SMS ou une page web.

Article 36. Lorsqu'un véhicule se trouve à l'arrêt sur deux zones de stationnement payant, c'est le tarif de la zone où se trouve la plaque officielle d'immatriculation qui s'applique.

Article 37. Il est possible d'obtenir un ticket gratuit, valable uniquement en zone rouge et en zone verte, pour une durée d'un quart d'heure moyennant l'enregistrement du début de la période de stationnement soit de façon électronique, soit par le biais du ticket délivré par l'horodateur à cet effet.

Article 38. Pour la même place de stationnement, seul un quart d'heure de stationnement est gratuit, sans possibilité de renouvellement.

Article 39. Le quart d'heure gratuit n'est jamais inclus lors de la prise d'un ticket de stationnement payant.

Article 40. A partir du 1er mai 2025 et ensuite tous les trois ans, les montants des redevances horaire et forfaitaire sont automatiquement et de plein droit indexés sur la base de l'indice des prix à la consommation. Les nouveaux montants résultent de la formule suivante : montants multipliés par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation en vigueur au mois de janvier précédent la date de l'indexation. L'indice de base est l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023.

Le tarif résultant du calcul visé à l'alinéa précédent est arrondi à l'euro inférieur. Les montants indexés ne peuvent pas dépasser les montants maximums fixés par l'article 14 de l'Ordonnance.

Article 41. Aucune des dispositions reprises dans le présent règlement ne donne lieu à

une quelconque surveillance des véhicules stationnés en voirie. L'administration communale ne peut être rendue responsable des faits de dégradation ou de perte du véhicule.

### CHAPITRE III. PROCÉDURE DE RECOUVREMENT

Article 42. Dans l'hypothèse où l'utilisateur a opté pour une redevance forfaitaire, elle dispose, pour s'acquitter de sa dette, d'un délai de douze jours à compter de l'apposition lorsque l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire est apposée sur le pare-brise. Ce délai est porté à quinze jours à compter de la date d'envoi lorsque l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire est envoyée au débiteur.

Article 43. Toute réclamation éventuelle doit être introduite dans un délai de quinze jours à compter de la date de l'invitation conformément aux modalités définies dans l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire.

Article 44. En cas de non-paiement de la redevance forfaitaire dans le délai de paiement indiqué dans l'invitation visé à l'article précédent, un premier rappel gratuit est envoyé.

Article 45. En cas de non-paiement de la redevance dans le délai indiqué dans le premier rappel, un deuxième rappel est envoyé majorant la redevance de tous les frais d'envoi et d'une indemnité forfaitaire de **15,79 EUROS**.

Article 46. Lorsque la redevance forfaitaire reste impayée après le deuxième rappel et lorsque le créancier procède au recouvrement amiable, l'officier public ou le prestataire de services chargé du recouvrement est autorisé à majorer la dette d'une indemnité forfaitaire additionnelle de **15,79 EUROS** destiné à couvrir toutes les dépenses liées au recouvrement y compris les frais de rappel. Ce montant reste dû en cas de recouvrement judiciaire.

Article 47. En cas de non-paiement persistant, le recouvrement de la redevance sera poursuivi par la voie civile légale ou, le cas échéant, par la voie de la contrainte conformément à l'article 137bis de la nouvelle loi communale. Les frais, droits et débours occasionnés dans toutes les phases du recouvrement des montants dus seront à la charge du débiteur de cette redevance et s'ajouteront aux tarifs initialement dus (montant de la redevance et frais administratifs) par le débiteur. Ces frais, droits et débours seront calculés conformément à l'arrêté royal du 30 novembre 1976 fixant le tarif des actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale ainsi que celui de certaines allocations.

Article 48. Conformément à l'article 13, § 2 l'Ordonnance du 6 juillet 2022, lorsqu'un emplacement de stationnement est occupé par un véhicule immatriculé, la redevance est mise à charge exclusive de la personne physique ou morale au nom de laquelle ce véhicule est immatriculé.

### TITRE III. CARTES DE DÉROGATION

#### CHAPITRE IV. CARTES DE DÉROGATION DÉLIVRÉES PAR L'AGENCE, VALABLES SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL

##### Section 6: Dispositions communes

Article 49. Les cartes de dérogation ci-après peuvent être accordées sur demande à la commune. Le cas échéant, la commune a la possibilité de limiter le nombre de cartes de dérogation valables sur son territoire. La carte de dérogation doit être apposée d'une manière visible en son entièreté sur la face interne du pare-brise du véhicule afin de permettre à l'agent contrôleur de vérifier toutes les données de celle-ci.

Article 50. L'application éventuelle de quotas peut faire l'objet d'une décision du Conseil communal, indépendante du présent règlement.

Article 51. La carte de dérogation ne sera accordée qu'après paiement en une fois du

montant intégral et pour autant que le demandeur remplisse toutes les conditions d'octroi et qu'il en ait apporté la preuve.

Article 52. La carte de dérogation n'est valable que pour le véhicule dont la marque d'immatriculation est enregistrée dans le logiciel d'octroi des cartes de dérogation.

Article 53. Pour obtenir un changement de marque d'immatriculation durant la validité de la carte, ceci ne pourra se faire qu'après examen des circonstances particulières le justifiant. Le cas échéant, le bénéficiaire d'une carte de dérogation doit informer la commune du changement dans les cinq jours ouvrables.

Article 54. Le montant de la première année reste dû intégralement. Le montant de la redevance qui est supérieur à la première année est, le cas échéant, remboursé à concurrence des mois entiers encore restants pendant lesquels la carte de dérogation n'a pas été utilisée.

Article 55. Le demandeur d'une carte de dérogation répond des éventuels coûts liés à l'utilisation de technologie lors de la délivrance et de l'utilisation de la carte de dérogation.

Article 56. L'attention de l'utilisateur est attirée sur le fait que tous les opérateurs étrangers ne permettent pas le paiement par SMS ou par App.

Article 57. La commune n'est pas tenue de relancer les titulaires quant à l'expiration prochaine de la validité de leur carte. Il leur appartient de prolonger la validité de leur carte de dérogation s'ils le souhaitent. Ceci relève de leur responsabilité. Ils ne pourront en aucun cas se retourner contre l'autorité compétente en cas d'oubli.

Article 58. Toute demande de renouvellement peut être introduite auprès de la commune au plus tôt 60 jours ouvrables avant l'expiration de la précédente.

Article 59. Les documents à produire pour l'obtention de chaque type de carte de dérogation sont repris sur le formulaire de demande ou de renouvellement de la carte souhaitée.

Article 60. Dès que le bénéficiaire d'une carte de dérogation ne remplit plus les conditions d'octroi, il en informe la commune, en restituant la carte s'il s'agit d'une carte physique, conformément à l'article 5, § 1er de l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 et ses modifications ultérieures concernant la carte communale de stationnement.

Article 61. La commune annule de plein droit les cartes de dérogation pour lesquelles une modification des conditions du demandeur est intervenue de telle sorte qu'il ne répond plus aux critères d'octroi.

Article 62. Afin d'assurer une coordination optimale entre communes et d'une gestion rationnelle, notamment dans le cadre du projet de sectorisation régionale, les cartes de dérogation d'autres communes limitrophes peuvent, dans le cadre d'accords réciproques de tolérance adoptés par le Conseil communal, être reconnues sur le territoire de la Commune.

Article 63. Il ne sera pas délivré de carte de dérogation :

- Pour les véhicules de plus de 3,5T
- Pour les véhicules de moins de 3,5T de types suivants (catégorie DIV) :
  - Dépanneuse ;
  - Remorque ;
  - Autocaravane ;
  - Bus et autocars ;
  - Matériel agricole (dont quad) ;
  - Matériel industriel ;
  - Tracteurs ;
  - Véhicule grue ;
  - Camion lift ;
  - Motoculteur ;
- Les plaques commerciales (AR du 8 février 2022 SPF Mobilité et Transports C

Cette liste n'est pas exhaustive.

Article 64. A partir du 1er mai 2025 et ensuite tous les trois ans, le prix des cartes de dérogation est automatiquement et de plein droit indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation. Le nouveau prix résulte de la formule suivante : prix multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation en vigueur au mois de janvier précédent la date de l'indexation. L'indice de base est l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023.

Le tarif résultant du calcul visé à l'alinéa précédent est arrondi à l'euro inférieur.

L'indexation automatique prévue au présent article ne s'applique pas aux cartes de dérogation professionnelles visées à l'article 66 du présent règlement. Les modalités et le taux d'indexation applicables à ces cartes relèvent de la compétence communale et peuvent être adaptés par le Conseil communal dans le cadre d'une modification du présent règlement.

### Section 7: Carte de dérogation "Riverain"

#### *Sous-section 1: Bénéficiaires*

Article 65. Peuvent bénéficier de la carte « riverain » :

1° les personnes inscrites au registre de la population ou au registre d'attente de la commune concernée. En cas d'inscription au registre d'attente de la commune, la carte riverain est délivrée au tarif annuel mais pour une durée limitée à 3 mois. En cas d'acceptation de la domiciliation par la commune, la validité de la carte de dérogation est prolongée pour une durée de 9 mois ou d'un an et 9 mois moyennant un paiement complémentaire (tarif pour 2 ans).

2° les personnes domiciliées dans la commune dont le véhicule est immatriculé à l'étranger, pendant la période de demande d'une immatriculation belge. Dans ce cas, la carte riverain est délivrée au tarif annuel mais pour une durée limitée à 3 mois. En cas de changement effectif de la plaque d'immatriculation, la validité de la carte de dérogation est prolongée pour une durée de 9 mois ou d'un an et 9 mois moyennant un paiement complémentaire (tarif pour 2 ans).

3° les personnes qui ont un second lieu de résidence dans la commune concernée;

4° les personnes inscrites au registre de la population ou au registre d'attente de la commune concernée et qui ont un besoin spécifique de stationnement dans le cadre d'un système de partage de voiture pour les particuliers reconnus par Bruxelles-Mobilité. Le véhicule est partagé par au moins trois particuliers, dont deux au moins sont domiciliés dans une ou plusieurs communes différentes de la Région de Bruxelles-Capitale.

#### *Sous-section 2: Nombre de cartes par ménage*

Article 66. Le nombre de cartes par ménage est limité à deux.

Le nombre de cartes octroyées par ménage ne pourra toutefois excéder le nombre de permis de conduire présents dans le ménage.

#### *Sous-section 3: Prix et durée de validité de la carte "riverain"*

Article 67. Les prix et les durées de validité sont déterminés de la manière suivante :

	2022	2025
Première carte de dérogation du ménage	5 euros par an	15 euros par an
Deuxième carte de dérogation du ménage	120 euros	127 euros par an
Pour les personnes ayant une résidence secondaire	500 euros	529 euros par an

- En cas de changement d'immatriculation étrangère en immatriculation belge : tarif en fonction du nombre de cartes dans le ménage.

- Pour les véhicules partagés entre particuliers, le tarif est fonction du nombre de cartes du ménage et des tarifs prévus par la commune.
- Une majoration de 120€/an sera appliquée pour tout véhicule de plus de 4,9m de long (une seule carte par ménage).

*Sous-section 4: Types de zone dans lesquels la carte de dérogation est valable*

Article 68. La carte de dérogation « riverain » est valable en zones vertes, ainsi que dans les zones réservées « riverains ».

*Sous-section 5: Validité zonale*

Article 69. Les titulaires de la carte de riverain ne sont autorisés à stationner leur véhicule que dans les limites de la zone qui leur est assignée.

*Sous-section 6: Documents à fournir pour l'obtention de la carte de dérogation*

Article 70. Le demandeur doit produire les documents suivants:

- la carte d'identité ;
- le certificat d'immatriculation du véhicule auprès de la DIV et la preuve que le véhicule est immatriculé à son nom ou qu'il en dispose de façon permanente, s'il n'en est pas le propriétaire, avec à l'appui la copie de la police d'assurance sur laquelle il sera mentionné qu'il est le conducteur principal du véhicule
- pour une voiture partagée entre particuliers: la carte d'immatriculation du véhicule auprès de la DIV ainsi que la preuve de paiement de l'affiliation à une plateforme spécialisée dans le partage de voitures entre particuliers et la convention liant les parties prenantes au partage du véhicule.
- pour une voiture en leasing: la preuve de ce leasing qui doit mentionner d'une manière explicite le nom du demandeur.
- pour une voiture de société: l'attestation de la société stipulant que le demandeur en est le seul utilisateur.
- pour la voiture d'une tierce personne: une copie de la police d'assurance sur laquelle il sera mentionné qu'il est le conducteur principal du véhicule.
- le cas échéant, la carte d'identité ou une procuration avec la carte d'identité du demandeur dans l'hypothèse où celui-ci ne se présente pas en personne. Dans ce cas, la procuration doit mentionner le nom de la personne qui se présente en lieu et place du demandeur ainsi que le document pour lequel la demande est faite.

La liste des documents à fournir est disponible sur le site internet ([www.sjtn.brussels](http://www.sjtn.brussels)) ainsi qu'aux guichets du service stationnement de l'administration communale (rue Royale 284 – 1210 Saint-Josse-ten-Noode).

**Section 8: CARTE DE DÉROGATION « PROFESSIONNEL »**

*Sous-section 1: Bénéficiaires*

Article 71. Sont concernés par ce type de carte :

- Les entreprises et indépendants (à savoir la personne ou l'entreprise ayant son siège d'exploitation à Saint-Josse-ten-Noode. Par « personne », il y a lieu d'entendre le titulaire d'une profession libérale ou l'indépendant. Par « entreprise », il y a lieu d'entendre toute personne morale quel que soit son statut) ;
- Les établissements d'enseignement ;
- Personnel des institutions locales; il y a lieu d'entendre les membres du personnel de la Commune, du CPAS, de la police locale, le personnel enseignant, des écoles, crèches, académies, Mission locale, HBM de Saint-Josse et Maison de la famille travaillant effectivement sur le territoire communal ;
- Les membres du personnel de la zone de Police à laquelle est rattachée la

commune (Commissariat 4 , rue de Bériot 2 A – Commissariat 5 , rue de Brabant 82 ) ;

*Sous-section 2: Prix*

Article 72. Les prix des cartes pour les entreprises et indépendants progressent comme suit :

	2022	2025
pour chacune des cinq premières cartes	200 euros	200 euros
de la sixième à la vingtième carte	300 euros	300 euros
de la vingt-et-unième à la trentième carte	600 euros	600 euros
pour chaque carte supplémentaire	800 euros	800 euros

Article 73. Le prix de la carte pour les membres du personnel de la Commune, du CPAS, de la police locale, le personnel enseignant, des écoles, crèches, académies, Mission locale, HBM de Saint-Josse, AIS de Saint-Josse et Maison de la famille est de :

2022	2025
75 euros	90 euros

Article 74. Le prix pour les membres du personnel des zones de police :

2022	2025
75 euros	90 euros

*Sous-section 3 : Prix - Modalités particulières relatives aux services de Police et aux établissements d'enseignement*

Article 75. Lorsque le membre du personnel est actif comme agent dans plusieurs commissariats, la carte de dérogation est valable pour les zones vertes de stationnement dans lesquels les commissariats sont situés.

Article 76. Lorsque le membre du personnel d'un établissement d'enseignement est actif dans plusieurs écoles, la carte de dérogation est valable pour les zones vertes de stationnement dans lesquels les écoles sont situées.

*Sous-section 4: Types de zone dans lesquels la carte de dérogation est valable*

Article 77. La carte de dérogation « professionnel » est valable en zones verte.

*Sous-section 5: Validité sectorielle*

Article 78. Les titulaires de cette carte de dérogation ne sont autorisés à stationner leur véhicule que dans les limites des zones vertes.

*Sous-section 6: Introduction de la demande*

Article 79. L'entreprise, l'établissement d'enseignement ou la zone de police désigne un responsable unique pour retirer les cartes de dérogation auprès de la commune.

Article 80. L'entreprise, l'établissement d'enseignement ou la zone de police distribue les cartes à son personnel selon ses propres règles.

*Sous-section 7: Documents à présenter pour l'obtention de la carte de dérogation*

Article 81. Le demandeur doit produire les documents suivants:

- les statuts de la société ou extraits de la Banque Carrefour des Entreprises ;
- une copie de la carte d'identité du gérant, de l'exploitant ou de la personne responsable ;
- Certificat de travail délivré par le secrétariat social ;
- le formulaire de mobilité dûment complété ;
- la carte d'immatriculation des véhicules auprès de la DIV .

Article 82. Dans tous les cas, la demande de carte de dérogation « professionnel » doit être accompagnée, selon le cas, soit d'un plan de déplacement scolaire ou d'entreprises, soit d'un équivalent approuvé.

Article 83. Le demandeur commerçant ambulant doit produire les documents suivants :

- une copie de la carte d'identité du gérant, de l'exploitant ou de la personne responsable ;
- la carte d'immatriculation des véhicules auprès de la DIV ;
- sa carte de marchand ambulant.

#### Section 9: CARTE DE DÉROGATION « VISITEUR »

##### *Sous-section 1: Bénéficiaire*

Article 84. Peuvent bénéficier de la carte de dérogation « visiteur » le(s) visiteur(s) d'un ménage. La carte est toujours délivrée au ménage habitant sur le territoire de la commune de Saint-Josse-ten-Noode exclusivement, pour ses visiteurs.

##### *Sous-section 2: Prix*

Article 85. Le prix de la carte de dérogation est **2,50 EUR** par véhicule par période de 4 heures 30 minutes.

##### *Sous-section 3: Nombre de période par ménage par an*

Article 86. Le nombre de périodes de stationnement (4h30) qui peut être octroyé par an et par ménage est de maximum 100.

##### *Sous-section 4: Type de réglementation dans lesquels la carte de dérogation est valable*

Article 87. La carte de dérogation « visiteur » est valable en zones vertes.

##### *Sous-section 5: Validité sectorielle*

Article 88. La carte « visiteur » est valable dans les limites des zones vertes de stationnement.

Article 89. Les ménages qui disposent d'une carte de dérogation « riverain » pour la commune concernée reçoivent une carte visiteur dont la zone de stationnement est la même que celle de leur carte « riverain ».

#### Chapitre V. CARTES DE DÉROGATION DÉLIVRÉES EXCLUSIVEMENT PAR L'AGENCE DU STATIONNEMENT, VALABLES À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

Article 90. Les cartes de dérogation « prestataire de soins médicaux urgents », « prestataire de soins médicaux à domicile », « voiture partagée » et la carte « professionnel » (cas spécifiquement prévu à l'art. 90, § 1, 2°, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation) sont délivrées par l'Agence du stationnement selon les modalités et aux conditions définies dans les formulaires de demande de carte de dérogation.

#### Chapitre VI. CARTE DE DÉROGATION DÉLIVRÉE PAR LE SPF SÉCURITÉ SOCIALE

Article 91. Sans préjudice de l'article 85, la carte européenne de stationnement pour personnes handicapées tient lieu de carte de dérogation à condition qu'elle soit apposée visiblement au milieu et contre la face interne du pare-brise.

Article 92. Elle est valable dans tous les secteurs de stationnement fixés par la Région en zones rouges et vertes.

Article 93. La seule apposition de la carte de stationnement pour les personnes présentant un handicap sur la face interne du pare-brise ne confère le droit à la dérogation que si il est fait usage de l'une des modalités digitales complémentaires suivantes :

1° l'enregistrement de la plaque d'immatriculation du véhicule dans la liste digitalisée des véhicules exemptés tenue par l'Agence du stationnement ;

2° l'acquisition d'un droit de stationnement digital gratuit pour chaque session de

stationnement du véhicule au moyen de l'horodateur ;3° l'acquisition d'un droit de stationnement digital gratuit pour chaque session de stationnement du véhicule par tout autre moyen digital mis à disposition par la commune, tel qu'une application, un SMS ou une page web.

#### Titre IV: DISPOSITION FINALE

Article 94. Le règlement adapté entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2026.

Article 95. Le Conseil communal délègue au Collège la délimitation des différentes zones reprises dans ce règlement, en ce compris la détermination des périodes et des heures de stationnement applicables à chacune d'entre elles et l'établissement des formulaires relatifs aux cartes de dérogation.

---

### **Reglement heffing met betrekking tot gereguleerd parkeren in de openbare ruimte ; Wijziging.- uitstel van 24/06/2026 (Aanvullend)**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en volgende ;  
Gelet op de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer ;  
Gelet op de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheermodaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen ;  
Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens, gewijzigd door de ordonnantie van 20 juli 2016 ;  
Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de Wegcode) ;  
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan en latere wijzigingen ;  
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, zoals gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 oktober 2022 ;  
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van parkeerplaatsen door operatoren van gedeelde motorvoertuigen en latere wijzigingen ;  
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering van 13 juli 2017 houdende een regeling voor de erkenning van autodeelsystemen voor particulieren ;  
Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap ;  
Gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;  
Gelet op de Wegcode;  
Gelet op het gemeentelijk reglement betreffende het gebruik van de wielklem goedgekeurd op 26 januari 2015 door de Gemeenteraad ;  
Gelet op het retributiereglement betreffende het gereguleerd parkeren in de openbare ruimte goedgekeurd door de Gemeenteraad op 23 december 2014, zoals gewijzigd op 11 september 2019 ;  
Gelet op eventuele hierboven niet vermelde tekstwijzigingen ;  
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 februari 2024 tot regeling van de procedure voor de goedkeuring van de aanvullende gemeentelijke reglementen inzake parkeerretributies;

Gelet op artikel 2 van voormeld besluit, dat voorschrijft dat vóór de aanneming van onderhavig reglement het formele advies van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap (Parking.Brussels) moet worden ingewonnen;

Gelet op het formele advies van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap (in bijlage bij deze beraadslaging) ontvangen op 12 juni 2026 ;

Overwegende dat het formele advies van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gunstig is onder voorbehoud;

Overwegende dat de Franstalige versie van het ter advies voorgelegde document een materiële fout bevatte in de nummering van de artikelen ;

Overwegende dat de huidige versie op dit punt is gecorrigeerd en dat de opmerkingen in het advies over de artikelen 70 en 72 bijgevolg moeten worden beschouwd als van toepassing op de artikelen 71 en 73 van dit reglement ;

Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de verschillende wetgevende en technische veranderingen die onlangs werden doorgevoerd noodzakelijk blijkt;

Overwegende de indexering van de parkeerprijzen vanaf 1 mei 2025;

Overwegende dat deze indexering van rechtswege van toepassing is en operationeel moet worden gemaakt door de gemeentelijke administratie in het kader van de kortetermijnheffingen, forfaitaire heffingen, bewonerskaarten en herinneringskosten;

Overwegende dat deze indexering is voorzien in het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 2013 en de latere wijzigingen, met betrekking tot de gereguleerde parkeerzones en ontheffingskaarten en in de Ordonnantie van 6 juli 2022 betreffende de organisatie van het parkeerbeleid en de herdefiniëring van de taken en beheersmodaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor herinneringskosten;

Gelet op het vernietigingsbesluit van 15 december 2025 betreffende het retributiereglement van 24 september 2025 inzake het gereguleerd parkeren op de openbare weg;

Gelet op het gemeentelijke reglement met betrekking tot gereguleerd parkeren in de openbare ruimte goedgekeurd door de Raad op 26 april 2023, met name de artikelen 35 en 59;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

Beslist :

Het reglement waarover de Gemeenteraad op 26 april 2023 heeft beraadslaagd, wordt vervangen als volgt :

## TITEL I. ALGEMENE BEPALINGEN

### HOOFDSTUK I. TOEPASSINGSGEBIED VAN HET GEMEENTELIJK PARKEERREGLEMENT

Artikel 1. Het reglement is van toepassing op alle openbare wegen en op alle motorvoertuigen. Onder openbare weg wordt verstaan de wegen en hun onmiddellijke trottoirs of bermen die toebehoren aan de gemeentelijke, provinciale of regionale overheden.

### HOOFDSTUK II. DEFINITIES

Artikel 2. Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder :

1 ° **Parkeeragentschap:** het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gedefinieerd in Hoofdstuk 7 van de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2 ° **Besluit:** het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten zoals

gewijzigd door het besluit van 20 oktober 2022;

3° **Autocar:** elk voor het vervoer van uitsluitend zittende passagiers ontworpen en gebouwd motorvoertuig met meer dan acht zitplaatsen, die van de bestuurder niet meegerekend, zoals omschreven in artikel 2.66 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

4° **Vrijstellingskaarten:** de in de ordonnantie bedoelde vrijstellingskaarten, met dien verstande dat de vrijstellingskaarten fysiek of digitaal kunnen zijn;

5° **Verbinding:** elektronische identificatie om te kunnen laden of een rotatietarief te betalen aan de exploitant van de infrastructuur voor het herladen van elektrische voertuigen;

6° **Parkeerschijf:** de parkeerschijf zoals bedoeld in artikel 27.1.1. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en bepaald in artikel 1 van het ministerieel besluit van 1 december 1975 tot vaststelling van de kenmerken van bepaalde schijven, bebakeningen en platen (registratiekentekens) die voorgeschreven zijn door het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer;

7° **Voorbehouden plaats:** parkeerplaats bestemd voor specifieke categorieën voertuigen, personen of activiteiten zoals omschreven in artikel 12 van de ordonnantie van 6 juli 2022;

8° **Bedrijven en zelfstandigen:** de persoon of het bedrijf met zijn maatschappelijke of exploitatiezetel in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Met "persoon" wordt hier de beoefenaar van een vrij beroep of zelfstandige bedoeld. Met "bedrijf" wordt verwezen naar elke rechtspersoon, ongeacht zijn statuut, inzonderheid de vennootschappen opgenomen in artikel 2 van het Wetboek van vennootschappen, de openbare instellingen, de private instellingen, de instellingen voorbehouden aan de erediensten die worden beoogd door de wet op de temporaliteiten der erediensten en de ordonnantie van 29 juni 2006 betreffende de inrichting en de werking van de islamitische eredienst, de centra voor morele dienstverlening van de Centrale Vrijzinnige Raad bedoeld in de wet van 21 juni 2002, de instellingen van het niet-verplicht onderwijs, de ziekenhuizen, de klinieken, de poliklinieken en de zorgverstreckende instanties, de liefdadigheidsinstellingen en de vzw's;

9° **Onderwijsinstelling:** elke instelling, georganiseerd, erkend of gesubsidieerd door een gemeenschap en publieke kinderdagverblijven of kinderdagverblijven die inkomensgerelateerde tarieven hanteren, gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

10° **Elektrische laadpaal:** infrastructuur die het mogelijk maakt om één of meer elektrische voertuigen op te laden. De paal heeft ten minste één laadpunt in de vorm van een stopcontact;

11° **Gezin:** het gezin wordt gevormd door hetzij een gewoonlijk alleenwonend persoon, hetzij door meer personen die, al dan niet verbonden door verwantschap, dezelfde hoofdverblijfplaats delen. De gezinssamenstelling wordt aangetoond door een attest van gezinssamenstelling, uittreksel uit het Rijksregister;

12° **Ordonnantie:** de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheermodaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

13° **Parkeerperiode:** periode van 4 uur en 30 minuten die begint te lopen vanaf de aflevering van de uitnodiging tot betaling van een forfaitaire retributie, bedoeld in artikel 14, §2 van de ordonnantie van 6 juli 2022;

14° **Bedrijfsvervoerplan:** het mobiliteitsplan uitgewerkt door of voor een rechtspersoon of een zelfstandige, dat zijn mobiliteitsbehoeften analyseert en beschrijft;

15° **Schoolvervoerplan of gelijkwaardig:** het mobiliteitsplan uitgewerkt door of voor een rechtspersoon of onderwijsinstelling, dat haar mobiliteitsbehoeften analyseert en

beschrijft;

16° **Aansluiting:** fysieke aansluiting van een elektrisch voertuig op de laadpaal, zoals omschreven in dit artikel, om dat voertuig op te laden;

17° **Tweede verblijfplaats of tweede verblijf:** een tweede verblijf op het grondgebied van de Gemeente waarvoor de eigenaar de gemeentebelasting op tweede verblijven betaalt;

18° **Parkeersector en deelsector:** de geografische zone die de grenzen afbakt waarbinnen de vrijstellingskaart geldig is. Elke parkeersector bestaat uit verschillende deelsectoren tenzij de gemeenteraad beslist om vaste parkeersectoren toe te passen in overeenstemming met artikel 46ter van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten;

19° **Parkeerticket:** document afgeleverd door de parkeerautomaat conform dit reglement. Het parkeerticket kan ofwel gratis zijn, voor een duur van 15 minuten, ofwel betalend voor een duur bepaald door de gebruiker en/of het type gereglementeerde zone. Het "materiële" parkeerticket kan worden vervangen door elke virtuele vorm (invoering van de kentekenplaat van het voertuig via het toetsenbord van de parkeerautomaat, elektronische betaling enz.);

20° **Gebruiker:** de persoon op wiens naam het motorvoertuig staat ingeschreven;

21° **Gedeelde voertuigen:** de voertuigen van operatoren voor autodelen in de zin van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van parkeerplaatsen door operatoren van gedeelde motorvoertuigen en latere wijzigingen;

22° **Tussen particulieren gedeelde auto's:** voertuigen die gedeeld worden via een door Brussel Mobiliteit erkend autodeelsysteem voor particulieren in de zin van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 juli 2017 houdende een regeling voor de erkenning van autodeelsystemen voor particulieren;

23° **Gereglementeerde zones:** de zones zoals gedefinieerd in de artikelen 2, 3 en 4° van de ordonnantie en artikel 3 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten en latere wijzigingen;

24° **Retributie voor parkeren per uur:** financiële vergoeding voor het ter beschikking stellen van een parkeerplaats langer dan de tijd die nodig is voor het in- of uitstappen van personen of voor het laden of lossen van goederen in de zin van artikel 2.23 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende het algemeen reglement op de politie over het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg, en vastgelegd overeenkomstig artikel 14, §1 van de ordonnantie van 6 juli 2022;

25° **Forfaitaire parkeerretributie:** financiële vergoeding vastgesteld krachtens artikel 14, §2 van de ordonnantie van 6 juli 2022;

26° **Politiezone:** een van de zes zones van de lokale politie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die verschillende gemeenten omvat;

27° **Kentekenplaat:** kentekenplaat in de zin van artikel 20 van het KB van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen (kentekenplaat).

28° **Stilstand :** ieder halthouden van een voertuig gedurende de tijd die nodig is voor het laden of lossen van personen of zaken.

29° **Bewoner :** een natuurlijke persoon die zijn hoofdverblijf of woonplaats heeft op het grondgebied van de gemeente en ingeschreven is in de bevolkingsregisters of een belastingplichtige voor de belasting op niet-hoofdverblijfplaatsen;

30° **parkeerkaart voor gehandicapten:** een speciale kaart die wordt afgegeven door een officiële instantie overeenkomstig het ministerieel besluit van 7 mei 1999, bedoeld in artikel 27.4.3 van de wegcode: "De Minister van Verkeerswezen duidt de personen aan die de speciale kaart kunnen bekomen en de overheden die bevoegd zijn om ze af te leveren; hij bepaalt er het model van, alsmede de modaliteiten van afgifte, van intrekking en van gebruik";

31° **Betaald parkeren** : een parkeerplaats of een geheel van parkeerplaatsen waarvan het gebruik is toegestaan tegen betaling, volgens de modaliteiten en voorwaarden die ter plaatse aan de belanghebbenden worden meegedeeld;

32° **Tolerantiezone** : een afgebakende zone waarin de vrijstellingskaarten van inwoners van andere aangrenzende gemeenten worden erkend.

## TITEL II. GEREGLIMENTEERDE ZONES

### HOOFDSTUK I. SOORTEN ZONES

#### Afdeling 1: Rode zone

##### *Onderafdeling 1: Duur*

Artikel 3. De maximale parkeertijd in een rode zone bedraagt 2 uur

##### *Onderafdeling 2: Bedrag*

Artikel 4. De retributie die is verschuldigd in deze zone bedraagt:

	2022	2025
voor het eerste half uur	0,90 euro	0,90 euro
voor het tweede half uur	2,60 euro	2,70 euro
voor het tweede uur	5,30 euro	5,60 euro

Parkeren door houders van een gehandicaptenkaart is gratis en zonder tijdsbeperking.

Artikel 5. In de rode zone zijn enkel vrijstellingskaarten voor dringende medische zorgverleners geldig.

Artikel 6. In geval van niet-betaling van het uurtarief of niet-inachtneming van de gratis parkeerperiode of de parkeerperiode waarvoor betaald is of bij ontbreken van een geldige vrijstellingskaart, wordt de gebruiker geacht te hebben gekozen voor betaling van een forfaitaire retributie van

2022	2025
40 euro	42 euro

voor 2 uur parkeren.

##### *Onderafdeling 3: Uurregeling*

Artikel 7. Het gebruik van een parkeerplaats gelegen in de rode zone is onderworpen aan de gebruiksvoorwaarden bepaald in artikel 9, § 1, 1° van de ordonnantie van 6 juli 2022, elke dag van de week van 9 tot 18 uur, met uitzondering van zondag en de wettelijke feestdagen.

Het gebruik van een parkeerplaats in de rode zone op elke dag van de week tussen 18 uur en 21 uur, met uitzondering van zondag en wettelijke feestdagen, is onderworpen aan de voorwaarden voor de "Groene zone" opgenomen in dit reglement.

#### Afdeling 2: Groene zone

##### *Onderafdeling 1: Duur*

Artikel 8. De parkeerduur is niet beperkt in de tijd.

##### *Onderafdeling 2: Bedrag*

Artikel 9. De retributie die is verschuldigd in deze zone bedraagt:

	2022	2025
voor het eerste half uur	0,90 euro	0,90 euro
euro voor het tweede half uur	0,90 euro	0,90 euro
voor het tweede uur	3,50 euro	3,70 euro
voor elk bijkomend uur	2,60 euro	2,70 euro

Artikel 10. In de groene zone zijn alle vrijstellingskaarten geldig.

Artikel 11. In geval van niet-betaling van het uurtarief of niet-inachtneming van de gratis parkeerperiode of de parkeerperiode waarvoor betaald is of bij ontbreken van een geldige vrijstellingskaart, wordt de gebruiker geacht te hebben gekozen voor betaling van een forfaitaire retributie van :

2022	2025
35 euro	37 euro

per parkeerperiode.

*Onderafdeling 3: Uurregeling*

Artikel 12. Het gebruik van een parkeerplaats gelegen in de groene zone is onderworpen aan de gebruiksvoorwaarden bepaald in artikel 9, § 1er, 1° van de ordonnantie van 6 juli 2022 elke dag van de week van 9 uur tot 21 uur, met uitzondering van zondag en wettelijke feestdagen.

Afdeling 2: Grijze zone

*Onderafdeling 1: Duur*

Artikel 13. De maximale parkeertijd in een grijze zone bedraagt 4 uur 30 minuten

*Onderafdeling 2: Bedrag*

Artikel 14. De retributie die is verschuldigd in deze zone bedraagt:

	2025
voor het eerste half uur	0,90 euro
voor het tweede half uur	2,70 euro
voor het tweede uur	5,60 euro
Voor het derde uur	5,60 euro
Voor het vierde uur	5,60 euro
Voor het laatste half uur	2,70 euro

Artikel 15. In geval van niet-betaling van het uurtarief of niet-inachtneming van de gratis parkeerperiode of de parkeerperiode waarvoor betaald is of bij ontbreken van een geldige vrijstellingskaart, wordt de gebruiker geacht te hebben gekozen voor betaling van een forfaitaire retributie van :

2025
47 euros

per parkeerperiode.

Artikel 16. Het gebruik van een parkeerplaats gelegen in de grijze zone is onderworpen aan de gebruiksvoorwaarden bepaald in artikelen 19 tot en met 21 van het Besluit, elke dag van de week van 9 tot 18 uur, met uitzondering van zondag en de wettelijke feestdagen.

Het gebruik van een parkeerplaats in de grijze zone op elke dag van de week tussen 18 uur en 21 uur, met uitzondering van zondag en wettelijke feestdagen, is onderworpen aan de voorwaarden voor de "Groene zone" opgenomen in dit reglement.

Artikel 17. In de grijze zone zijn alle vrijstellingskaarten geldig.

Afdeling 3: Leveringszone

*Onderafdeling 1: Bedrag en Duur*

Artikel 18. Een forfaitaire retributie van 100 euro per parkeerperiode is verschuldigd voor het parkeren in een zone die is aangeduid met een bord E9.a in de zin van artikel 70.2.1 van het koninklijk besluit van 12 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg, aangevuld met een bijkomend bord "te betalen behalve voor leveringen" met vermelding van de uurregelingsperiode en het bedrag van de forfaitaire retributie.

Bij levering door het voertuig is geen forfaitaire retributie verschuldigd. Een voertuig wordt geacht onderweg te zijn wanneer het stilstaat en er met het voertuig goederen worden geladen of gelost.

Artikel 19. De vrijstellingskaarten zijn niet geldig in leveringszones.

Artikel 20. Er is geen tijdslimiet voor het gebruik van een parkeerplaats in een leveringszone.

*Onderafdeling 2: Uurregeling*

Artikel 21. De voorwaarden van het reglement van de leveringszone worden gespecificeerd op het bijkomende bord "te betalen behalve levering".

#### Afdeling 4: Zone "parkeerplaats voorbehouden voor autodelen"

##### *Onderafdeling 1: Duur en voorwaarden*

Artikel 22. Er is geen tijdslimiet voor het parkeren in de zone "voorbehouden plaats". In de zone "zone voorbehouden voor autodelen" is enkel de vrijstellingskaart "parkeerkaart voor autodelen" geldig, onder voorbehoud van de vrijstellingskaarten die wordt afgegeven aan zorgverleners van dringende medische zorg.

##### *Onderafdeling 2: Bedrag*

Artikel 23. Voor het parkeren op een "bewonerszone" of "zone voorbehouden voor autodelen" plaats zonder het tonen van de voor die zone geldende vrijstellingskaarten is een vast tarief van 25 EUR per parkeerperiode verschuldigd.

#### Afdeling 5: Zone "elektrisch laden"

##### *Onderafdeling 1: Duur*

Artikel 24. Parkeren in zones "Elektrisch opladen" is gratis, mits de gebruiker van het voertuig in kwestie verbonden is en zijn voertuig fysiek aansluit op de laadpaal.

Artikel 25. De vrijstellingskaarten zijn niet geldig in de zones "elektrisch laden".

##### *Onderafdeling 2: Bedrag*

Artikel 26. Gebruikers van niet-elektrische motorvoertuigen of van een elektrisch voertuig dat geparkeerd wordt zonder verbinding of fysieke aansluiting moeten een forfaitaire retributie van 50 euro per parkeerperiode betalen.

### HOOFDSTUK II. BETALENDE ZONES: ALGEMENE INFORMATIE

Artikel 27. Het parkeren in zones die zijn uitgerust met parkeermeters wordt geregeld volgens de modaliteiten en voorwaarden vermeld op deze apparaten.

Artikel 28. Betaald parkeren is eveneens van toepassing voor voertuigen die geparkeerd staan voor toegangen van woningen en waarvan het kenteken leesbaar op deze toegangen is aangebracht.

Artikel 29. De vooraf verschuldigde vergoeding vanaf het moment dat het voertuig is geparkeerd, moet worden betaald door munten in de meter te werpen, met debetkaarten en kredietkaarten te betalen of door middel van een technologie zoals SMS of apps (indien voorzien) in overeenstemming met de aanduidingen op de meters of andere daartoe bestemde borden.

Artikel 30. Het door de parkeerautomaat afgegeven fysieke parkeerticket moet in voorkomend geval alleen worden aangebracht en in zijn geheel duidelijk leesbaar zijn aan de binnenzijde van de voorruit van het voertuig, met uitzondering van de zijruiten. Indien dit niet het geval is, wordt geen claim in aanmerking genomen. Een betalingsbewijs mag nooit zichtbaar worden aangebracht.

Artikel 31. De betaling van de retributie geeft recht op een ononderbroken parkeerperiode, waarvan de duur wordt bepaald door het betaalde bedrag.

Artikel 32. In geval van niet-betaling van het verschuldigde bedrag, overschrijding van de betaalde parkeertijd of overschrijding van de maximaal toegestane parkeertijd wordt de gebruiker geacht te hebben gekozen voor de betaling van een forfaitaire retributie, waarvan het bedrag per parkeerperiode varieert naar gelang van het soort zone.

Artikel 33. De gebruiker is verantwoordelijk voor eventuele kosten in verband met het gebruik van technologie (sms, app, enz.) om een parkeervergunning te verkrijgen. Deze bepaling kan ook van toepassing zijn op parkeren in de blauwe zone. Deze kosten komen bovenop het tarief van de verordening die op de parkeerzone van toepassing is.

Artikel 34. De gebruiker draagt de gevolgen van onjuist gebruik of beschadiging van het apparaat.

Artikel 35. De voertuigen gebruikt door personen met een handicap, mogen gratis en zonder tijdsbeperking parkeren op de parkeerplaatsen voorzien van parkeerautomaten, wanneer de speciale kaart bedoeld in artikel 27.4.3 van de wegcode aan de voorzijde

van het voertuig op zodanige wijze wordt aangebracht dat haar voorzijde duidelijk zichtbaar is. De vrijstellingskaart voor personen met een handicap is enkel geldig in groene en rode zones.

Het aanbrengen van de parkeerkaart voor personen met een handicap tegen de binnenkant van de voorruit geeft enkel recht op vrijstelling wanneer gebruik gemaakt wordt van een van volgende bijkomende digitale modaliteiten:

1° de registratie van de kentekenplaat van het voertuig in de gedigitaliseerde lijst van vrijgestelde voertuigen die door het Parkeeragentschap wordt bijgehouden; 2° het verkrijgen van een gratis digitaal parkeerrecht voor elke parkeerbeurt van het voertuig door middel van de parkeerautomaat; 3° het verkrijgen van een gratis digitaal parkeerrecht voor elke parkeerbeurt van het voertuig door middel van ieder ander digitaal middel dat door het Gemeente ter beschikking wordt gesteld, zoals een app, sms of website.

Artikel 36. Wanneer een voertuig stilstaat in twee betalende parkeerzones, geldt het tarief van de zone waar de officiële kentekenplaat zich bevindt.

Artikel 37. Het is mogelijk een gratis ticket, dat enkel in rode en groene zones geldig is, voor een periode van 15 minuten te verkrijgen door het begin van de parkeerperiode elektronisch of met behulp van het door de parkeerautomaat afgegeven ticket te registreren.

Artikel 38. Voor dezelfde parkeerplaats is slechts een kwartier parkeren gratis, zonder mogelijkheid tot verlenging.

Artikel 39. Het gratis kwartier is nooit inbegrepen bij de aankoop van een betalend parkeerticket.

Artikel 40. Vanaf 1 mei 2025 en vervolgens om de drie jaar worden de bedragen van de uurvergoeding en de forfaitaire retributie automatisch en automatisch geïndexeerd aan het indexcijfer van de consumptieprijzen. De nieuwe bedragen zijn het resultaat van de volgende formule: bedragen vermenigvuldigd met de nieuwe index en gedeeld door de beginindex. De nieuwe index is de consumentenprijsindex voor de maand januari voorafgaand aan de indexeringsdatum. De basisindex is de consumentenprijsindex voor januari 2023.

Het tarief dat voortvloeit uit de in de vorige alinea bedoelde berekening wordt naar beneden afgerond op de dichtstbijzijnde euro. De geïndexeerde bedragen mogen de in artikel 14 van de ordonnantie vastgestelde maximumbedragen niet overschrijden.

Artikel 41. Geen van de bepalingen van dit reglement geeft aanleiding tot toezicht op geparkeerde voertuigen op de weg. Het gemeentebestuur kan niet aansprakelijk worden gesteld voor schade aan of verlies van het voertuig.

### HOOFDSTUK III. INNINGSPROCEDURE

Artikel 42. Indien de gebruiker voor een forfaitaire retributie heeft gekozen, heeft hij vanaf de datum van aanbrenging op de voorruit twaalf dagen de tijd om zijn schuld te betalen. Deze termijn wordt verlengd tot vijftien dagen vanaf de datum van verzending wanneer de uitnodiging tot betaling van de forfaitaire retributie aan de schuldenaar wordt toegezonden.

Artikel 43. Eventuele klachten moeten binnen 15 dagen na de datum van de uitnodiging worden ingediend volgens de in de uitnodiging vermelde procedures voor de betaling van de forfaitaire retributie.

Artikel 44. Bij niet-betaling van de forfaitaire retributie binnen de betalingstermijn die in de in het vorige artikel bedoelde uitnodiging is vermeld, wordt een eerste kosteloze aanmaning verzonden.

Artikel 45. In geval van niet-betaling van de vergoeding binnen de in de eerste herinnering vermelde termijn wordt een tweede herinnering verzonden waarin de vergoeding wordt verhoogd met alle verzendingskosten en een forfaitaire retributie van 15,79 euro.

Artikel 46. Wanneer de verschuldigde bedragen na de tweede aanmaning onbetaald blijven en de schuldeiser overgaat tot minnelijke invordering, is de met de invordering belaste ambtenaar of dienstverlener gemachtigd de schuld te verhogen met een aanvullende forfaitaire retributie van 15,79 euro ter dekking van alle kosten in verband met de invordering, met inbegrip van de aanmaningskosten. Dit bedrag blijft verschuldigd in geval van gerechtelijke invordering.

Artikel 47. In geval van aanhoudende niet-betaling zal de inning van de retributie worden vervolgd langs wettelijke burgerlijke weg of, desgevallend, door dwangbevel overeenkomstig artikel 137bis van de nieuwe gemeentewet.

De kosten, rechten en uitgaven gemaakt voor de invordering van de verschuldigde bedragen vallen ten laste van de schuldplichtige van de retributie en zullen toegevoegd worden aan het initieel verschuldigd bedrag (bedrag van de retributie en administratieve kosten) door de debiteur. Deze kosten, rechten en uitgaven worden berekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 november 1976 dat het tarief vastlegt van de akten verricht door de gerechtsdeurwaarders in burgerlijke en handelszaken en van sommige uitkeringen.

Artikel 48. Overeenkomstig artikel 13, § 2, van de ordonnantie van 6 juli 2022 is, wanneer een parkeerplaats wordt ingenomen door een ingeschreven voertuig, de vergoeding uitsluitend verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon op wiens naam het voertuig is ingeschreven.

### TITEL III. VRIJSTELLINGSKAARTEN

#### HOOFDSTUK IV. DOOR HET AGENTSCHAP AFGEGEVEN VRIJSTELLINGSKAARTEN DIE GELDIG ZIJN OP HET GEMEENTELIJKE GRONDGEBIED

##### Afdeling 6: Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 49. De volgende vrijstellingskaarten kunnen worden verleend op aanvraag bij de gemeente. Indien nodig kan de gemeente het aantal geldige vrijstellingskaarten op haar grondgebied beperken.

De vrijstellingskaart dient volledig en goed leesbaar geplaatst te worden op de binnenzijde achter de voorruit van het voertuig zodat de controleagent alle gegevens van deze kan nakijken.

Artikel 50. De eventuele toepassing van quota kan het voorwerp uitmaken van een besluit van de Gemeenteraad, dat losstaat van dit reglement.

Artikel 51. De vrijstellingskaart wordt slechts toegekend na betaling van het volledige bedrag in één keer en op voorwaarde dat de aanvrager aan alle voorwaarden voor toekenning van de kaart voldoet en daarvan het bewijs heeft geleverd.

Artikel 52. De vrijstellingskaart is enkel geldig voor het voertuig waarvan het kenteken is geregistreerd in de software voor de toekenning van vrijstellingskaarten.

Artikel 53. Een wijziging van het kenteken tijdens de geldigheidsduur van de kaart kan alleen worden verkregen na onderzoek van de bijzondere omstandigheden die dit rechtvaardigen. In dat geval moet de begunstigde van een vrijstellingskaart de gemeente binnen vijf werkdagen van de wijziging in kennis stellen.

Artikel 54. Het bedrag van het eerste jaar blijft volledig verschuldigd. Het bedrag van de vergoeding dat hoger is dan het eerste jaar wordt in voorkomend geval terugbetaald tot het bedrag van de resterende volle maanden waarin de vrijstellingskaart niet werd gebruikt.

Artikel 55. De aanvrager van een vrijstellingskaart is aansprakelijk voor alle kosten in verband met het gebruik van technologie bij de afgifte en het gebruik van de vrijstellingskaart.

Artikel 56. De aandacht van de gebruiker wordt gevestigd op het feit dat niet alle buitenlandse operatoren betaling per SMS of App toestaan.

Artikel 57. De gemeente is niet verplicht de houders te herinneren aan het naderende verstrijken van de geldigheidsduur van hun kaart. Het is aan hen om desgewenst de geldigheid van hun vrijstellingskaart te verlengen. Dit is hun verantwoordelijkheid. In geen geval kunnen zij zich tot de bevoegde autoriteit wenden als zij het vergeten zijn.

Artikel 58. Verlengingsaanvragen kunnen niet eerder dan 60 werkdagen voor het verstrijken van de vorige bij de gemeente worden ingediend.

Artikel 59. De documenten die moeten worden aangereikt om elk type vrijstellingskaart te verkrijgen, staan vermeld op het aanvraag- of verlengingsformulier van de gewenste kaart.

Artikel 60. Zodra de begunstigde van een vrijstellingskaart niet langer voldoet aan de voorwaarden voor toekenning ervan, stelt hij de Gemeente daarvan in kennis, waarbij hij de kaart teruggeeft indien het een fysieke kaart betreft, overeenkomstig artikel 5, § 1, van het ministerieel besluit van 9 januari 2007 en de latere wijzigingen daarvan betreffende de gemeentelijke parkeerkaart.

Artikel 61. De gemeente trekt automatisch vrijstellingskaarten in wanneer de omstandigheden van de aanvrager zodanig zijn gewijzigd dat hij niet langer aan de criteria voor toekenning voldoet.

Artikel 62. Met het oog op een optimale coördinatie tussen de gemeenten en een rationeel beheer, met name in het kader van het regionale sectorale project, kunnen de vrijstellingskaarten van andere naburige gemeenten, in het kader van door de Gemeenteraad goedgekeurde wederzijdse tolerantieovereenkomsten, op het grondgebied van de Gemeente worden erkend.

Artikel 63. Er wordt geen vrijstellingskaart afgegeven:

- Voor voertuigen van meer dan 3.5T
- Voor voertuigen van minder dan 3,5T van de volgende types (categorie DIV):
- Sleepwagens;
- Trailers;
- Campers;
- Bussen en Autocars ;
- Landbouwmaterieel (inclusief quad) ;
- Industriële uitrusting ;
- Tractoren ;
- Kraanwagens ;
- Vrachtwagenliften ;
- Motorploegen ;
- Kentekenplaten voor handelaars (KB van 8 februari 2022 FOD Mobiliteit en Vervoer C 2022/30653).

Deze lijst is niet volledig.

Artikel 64. Vanaf 1 mei 2025 en vervolgens om de drie jaar wordt de prijs van de vrijstellingskaarten automatisch en automatisch geïndexeerd aan het indexcijfer van de consumptieprijzen. De nieuwe prijs resulteert uit de volgende formule: prijs vermenigvuldigd met de nieuwe index en gedeeld door de oorspronkelijke index. De nieuwe index is de consumentenprijsindex die geldt in de maand januari die aan de indexeringsdatum voorafgaat. De basisindex is de consumentenprijsindex voor januari 2023.

Het tarief dat voortvloeit uit de in de vorige alinea bedoelde berekening wordt naar beneden afgerond op de dichtstbijzijnde euro.

De automatische indexering waarin dit artikel voorziet, is niet van toepassing op de professionele vrijstellingskaarten bedoeld in artikel 66 van dit reglement. De modaliteiten en het indexeringspercentage die op deze kaarten van toepassing zijn, behoren tot de gemeentelijke bevoegdheid en kunnen door de gemeenteraad worden aangepast in het kader van een wijziging van dit reglement.

#### Afdeling 7: Vrijstellingskaart "Bewoner"

### *Onderafdeling 1: Begunstigden*

Artikel 65. De bewonerskaart is beschikbaar voor :

1° personen ingeschreven in het bevolkingsregister of wachtregister van de betreffende gemeente. Voorstel: Bij inschrijving in het wachtregister van de gemeente wordt de bewonerskaart uitgereikt tegen het jaartarief maar voor een beperkte duur van 3 maanden. Indien de domiciliëring door de gemeente wordt aanvaard, wordt de geldigheid van de vrijstellingskaart verlengd met 9 maanden of een jaar en 9 maanden, mits extra betaling (tarief voor 2 jaar).

2° personen die gedomicilieerd zijn in de gemeente en die over een voertuig beschikken dat is ingeschreven in het buitenland, gedurende de periode van aanvraag van een Belgische inschrijving. Voorstel: In dit geval wordt de bewonerskaart uitgereikt tegen het jaartarief maar voor een beperkte duur van 3 maanden. Indien de kentekenplaat daadwerkelijk ingeruild wordt, wordt de geldigheid van de vrijstellingskaart verlengd met 9 maanden of een jaar en 9 maanden, mits extra betaling (tarief voor 2 jaar).

3° personen die een tweede verblijfplaats hebben in de betreffende gemeente;

4° personen ingeschreven in het bevolkingsregister of het wachtregister van de betreffende gemeente en die een specifieke parkeerbehoefte hebben in het kader van een door Brussel Mobiliteit erkend autodeelsysteem voor particulieren. Het voertuig wordt gedeeld door minstens drie particulieren, van wie er minstens twee gedomicilieerd zijn in één of meerdere verschillende gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

### *Onderafdeling 2: Aantal kaarten per gezin*

Artikel 66. Het aantal kaarten per gezin is beperkt tot twee.

Het aantal afgegeven kaarten per gezin mag echter niet groter zijn dan het aantal rijbewijzen aanwezig in het gezin.

### *Onderafdeling 3: Prijs en geldigheidsduur\* van de "bewonerskaart"*

Artikel 67. De prijs en geldigheidsduur worden als volgt bepaald:

	2022	2025
voor de eerste vrijstellingskaart	5 euro per jaar	15 euros per jaar
voor de tweede vrijstellingskaart	120 euro per jaar	127 euro per jaar
voor een "bewonerskaart" voor personen met een tweede verblijf op het grondgebied van de gemeente.	500 euro per jaar	529 euro per jaar

- In geval van wijziging van buitenlandse inschrijving in Belgische inschrijving: tarief afhankelijk van het aantal kaarten in het gezin.
- Het tarief voor voertuigen gedeeld door particulieren hangt af van het aantal kaarten in het gezin en van de tarieven die de gemeente heeft bepaald.
- Een verhoging van 120€/jaar zal worden toegepast voor elk voertuig van meer dan 4,9m lang (één enkele kaart per gezin).

### *Onderafdeling 4: Soorten zones waarin de vrijstellingskaart geldig is*

Artikel 68. De vrijstellingskaart "bewoner" is geldig binnen de groene zones, alsook in de zones voorbehouden voor "bewoners".

### *Onderafdeling 5: Zone waarin de kaart geldig is*

Artikel 69. De houders van een bewonerskaart mogen hun voertuig alleen parkeren binnen de grenzen van de zone die hen werd toegewezen.

### *Onderafdeling 6: Documenten die moeten worden voorgelegd voor het verkrijgen van een vrijstellingskaart*

Artikel 70. De aanvrager moet volgende documenten voorleggen:

- de identiteitskaart ;
- het inschrijvingsbewijs van het voertuig bij de DIV en het bewijs dat het

voertuig is ingeschreven op zijn naam of dat hij er permanent over kan beschikken als hij niet de eigenaar is, met een kopie van de verzekeringspolis waaruit blijkt dat hij de hoofdbestuurder van het voertuig is.;

- voor een tussen particulieren gedeeld voertuig: het inschrijvingsbewijs van het voertuig bij de DIV en het bewijs van betaling van de aansluiting bij een gespecialiseerd platform voor autodelen tussen particulieren en de overeenkomst die de partijen betrokken bij het delen van het voertuig verbindt;
- voor leasevoertuigen: het bewijs van leasing dat de naam van de aanvrager uitdrukkelijk vermeldt;
- voor bedrijfsvoertuigen: een attest van het bedrijf dat aantoont dat de aanvrager de enige gebruiker is;
- voor een voertuig op naam van een derde persoon, moet de aanvrager verplicht een kopie voorleggen van de verzekeringspolis waarop is vermeld dat hij de hoofdbestuurder van het voertuig is;
- desgevallend de identiteitskaart, of een volmacht met de identiteitskaart van de aanvrager in het geval deze zich niet persoonlijk aanbiedt. In dat geval moet de volmacht de naam vermelden van de persoon die zich aandient in de plaats van de verzoeker en het document waarvoor het verzoek wordt gedaan.

De lijst van voor te leggen documenten is beschikbaar op de website ([www.sjtn.brussels](http://www.sjtn.brussels)) alsook aan de loketten van de dienst parkeren van het gemeentebestuur (Koningsstraat 284 – 1210 Sint-Joost-ten-Node).

## Afdeling 8: VRIJSTELLINGSKAART "PROFESSIONEEL"

### *Onderafdeling 1: Begunstigden*

Artikel 71. Komen in aanmerking voor dit type kaart:

- Bedrijven en zelfstandigen (d.w.z. de persoon of de onderneming met exploitatiezetel in Sint-Joost-ten-Node. Onder "persoon" wordt verstaan de houder van een vrij beroep of de zelfstandige. Onder "bedrijf" wordt verstaan elke rechtspersoon, ongeacht zijn statuut);
- Onderwijsinstellingen ;

Personeel van de lokale instellingen; dit zijn de personeelsleden van de Gemeente, het OCMW, de lokale politie, het onderwijzend personeel, scholen, crèches, academies, de Lokale Werkwinkel, GW van Sint-Joost, het SVK van Sint-Joost en Maison de la famille die daadwerkelijk op het gemeentelijk grondgebied werken ;

- Personeelsleden van de politiezone waartoe de gemeente behoort. (Commissariaat 4, de Beriotstraat 2 A – Commissariaat 5 , Brabantstraat 82 ) ;

### *Onderafdeling 2: Prijs*

Artikel 72. De prijzen voor de kaarten voor bedrijven en zelfstandigen zijn als volgt:

	2022	2025
voor elk van de eerste vijf kaarten	200 euro per jaar	200 euro per jaar
voor de zesde t.e.m. de twintigste kaart	300 euro per jaar	300 euro per jaar
voor de eenentwintigste t.e.m. de dertigste kaart	600 euro per jaar	600 euro per jaar
voor elke bijkomende kaart	800 euro per jaar	800 euro per jaar

Artikel 73. De prijs van de kaart voor personeelsleden van de Gemeente, het OCMW, de lokale politie, het onderwijzend personeel, scholen , crèches, academies, de Lokale Werkwinkel, GW van Sint-Joost, SVK van Sint-Joost en Maison de la famille

bedraagt :

2022	2025
75 euro	90 euro

Artikel 74. De prijs voor de personeelsleden van de politiezones :

2022	2025
75 euro	90 euro

*Onderafdeling 3 : Prijs - Bijzondere modaliteiten betreffende de politiediensten en de onderwijsinstellingen*

Artikel 75. Wanneer het personeelslid werkzaam is als agent in meerdere commissariaten, is de vrijstellingskaart geldig voor de groene parkeerzones waarin de commissariaten gelegen zijn.

Artikel 76. Wanneer het personeelslid van een onderwijsinstelling werkzaam is in verschillende scholen, is de vrijstellingskaart geldig voor de groene parkeerzones waarin de scholen gelegen zijn.

*Onderafdeling 4: Soorten zones waarin de vrijstellingskaart geldig is*

Artikel 77. De vrijstellingskaart "professioneel" is geldig in de groene zones.

*Onderafdeling 5: Sectoren waarin de kaart geldig is*

Artikel 78. De houders van de vrijstellingskaart mogen hun voertuig alleen parkeren binnen de grenzen van de groene zones.

*Onderafdeling 6: Indiening van de aanvraag*

Artikel 79. Het bedrijf, de onderwijsinstelling of de politiezone stelt één verantwoordelijke aan om de vrijstellingskaarten af te halen bij de gemeente.

Artikel 80. Het bedrijf, de onderwijsinstelling of de politiezone verdeelt de kaart onder het personeel volgens zijn eigen regels.

*Onderafdeling 7: Documenten die moeten worden voorgelegd voor het verkrijgen van de vrijstellingskaart*

Artikel 81. De aanvrager dient de volgende documenten voor te leggen:

- de statuten van het bedrijf of uittreksels van de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- een kopie van de identiteitskaart van de zaakvoerder, uitbater of verantwoordelijke;
- het attest van tewerkstelling afgeleverd door het sociaal secretariaat
- het naar behoren ingevulde mobiliteitsformulier
- de inschrijvingskaart van het voertuig bij de DIV.

Artikel 82. In elk geval moet de aanvraag voor de vrijstellingskaart "professioneel" vergezeld zijn van een scholenvervoerplan of een bedrijfsvervoerplan, naargelang het geval, of een goedgekeurd equivalent daarvan.

Artikel 83. De aanvrager ambulante handelaar dient de volgende documenten voor te leggen :

- een kopie van de identiteitskaart van de zaakvoerder, uitbater of verantwoordelijke ;
- de inschrijvingskaart van het voertuig bij de DIV;
- zijn machtiging voor ambulante handel (leurkaart).

#### Afdeling 9: VRIJSTELLINGSKAART "BEZOEKER"

*Onderafdeling 1: Begunstigde*

Artikel 84. Kunnen genieten van de vrijstellingskaart "bezoeker", de bezoeker(s) van een gezin. De kaart wordt steeds uitsluitend uitgereikt aan gezinnen die op het grondgebied wonen van de gemeente Sint-Joost-ten-Node, voor hun bezoekers.

*Onderafdeling 2: Prijs*

Artikel 85. De prijs van de vrijstellingskaart bedraagt **2,50 EUR** per voertuig per

periode van 4 uur en 30 minuten.

*Onderafdeling 3: Aantal perioden per gezin per jaar*

Artikel 86. Het aantal parkeerperioden (4u30) dat per jaar en per huishouden kan worden toegekend bedraagt maximum 100.

*Onderafdeling 4: Soorten reglementering waarin de vrijstellingskaart geldig is*

Artikel 87. De vrijstellingskaart "bezoeker" is geldig in groene zones.

*Onderafdeling 5: Sectoren waarin de kaart geldig is*

Artikel 88. De kaart "bezoeker" is geldig binnen de grenzen van de groene zones.

Artikel 89. Gezinnen die een vrijstellingskaart "bewoner" hebben voor de betreffende gemeente ontvangen een bezoekerskaart voor dezelfde zones als van hun bewonerskaart.

#### Hoofdstuk V. VRIJSTELLINGSKAARTEN DIE UITSLUITEND DOOR HET PARKEERAGENTSCHAP WORDEN UITGEREIKT, GELDIG OP GEWESTELIJKE SCHAAL.

Artikel 90. De vrijstellingskaarten "zorgverlener van dringende medische hulp", "medische zorgverlener aan huis", "autodelen" en de kaart "professionelen" (geval specifiek voorzien in art. 90, §1, 2° van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten) worden uitgereikt door het Parkeeragentschap volgens de modaliteiten en voorwaarden bepaald in de aanvraagformulieren voor de vrijstellingskaart.

#### Hoofdstuk VI. VRIJSTELLINGSKAART UITGEREIKT DOOR DE FOD SOCIALE ZEKERHEID

Artikel 91. Onverminderd artikel 85 geldt de Europese parkeerkaart voor personen met een handicap als vrijstellingskaart, mits deze zichtbaar in het midden tegen de binnenkant van de voorruit is aangebracht.

Artikel 92. De kaart is geldig in alle door het Gewest bepaalde parkeersectoren in de rode en groene zones.

Artikel 93. Het aanbrengen van de parkeerkaart voor personen met een handicap tegen de binnenkant van de voorruit geeft enkel recht op vrijstelling wanneer gebruik gemaakt wordt van een van volgende bijkomende digitale modaliteiten:

1° de registratie van de kentekenplaat van het voertuig in de gedigitaliseerde lijst van vrijgestelde voertuigen die door het Parkeeragentschap wordt bijgehouden; 2° het verkrijgen van een gratis digitaal parkeerrecht voor elke parkeerbeurt van het voertuig door middel van de parkeerautomaat; 3° het verkrijgen van een gratis digitaal parkeerrecht voor elke parkeerbeurt van het voertuig door middel van ieder ander digitaal middel dat door het Gemeente ter beschikking wordt gesteld, zoals een app, sms of website.

#### Titel IV: SLOTBEPALING

Artikel 94. Het aangepast reglement treedt in werking op 1st juli 2026.

Artikel 95. De Gemeenteraad delegeert aan het College de afbakening van de verschillende zones opgenomen in dit reglement, met inbegrip van de vaststelling van de periodes en uren van parkeren die van toepassing zijn op elk van deze zones, evenals de opstelling van de formulieren voor de vrijstellingskaarten.

*5 annexes / 5 bijlagen*

*260612\_saint-josse\_avisPB.pdf, Affiche reglement.docx, Règlement signé Conseil 2023-04-26.pdf, Règlement signé Conseil 2023-04-26 NL.pdf, 2025-12-15 Arrêté annulation règlt-redev 2025-12-24.pdf*

Le Conseil,

Vu le décret du 3 juillet 2003 relatif à l'Accueil Temps Libre des enfants de 2,5 à 12 ans;

Vu la volonté de la Commune de s'engager dans le secteur A.T.L. en signant la convention avec l'ONE en 2010 ;

Considérant l'engagement de la commune dans ce dispositif grâce à la mise en place d'une Commission Communale de l'Accueil (CCA), d'en assurer la présidence, d'établir un état des lieux et de réaliser un programme de Coordination Locale pour l'Enfance (Programme CLE);

Vu que le quatrième Programme CLE est arrivé à échéance le 31 décembre 2025 et qu'un délai supplémentaire a été obtenu jusqu'au 30 juin 2026 pour renouveler ce dernier;

Considérant la réalisation d'un état des lieux comprenant une analyse des besoins de l'accueil des enfants de 2.5 à 12 ans en dehors des heures scolaires sur le territoire de Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant que le Programme CLE est un document stratégique et opérationnel qui vise à recenser, coordonner et améliorer l'offre d'accueil extrascolaire pour les enfants de 2,5 à 12 ans et qui s'articule autour d'analyse des besoins, d'un plan d'action et permet l'obtention d'un agrément ;

Attendu que l'état des lieux, l'analyse des besoins de l'accueil des enfants de 2.5 à 12 ans en dehors des heures scolaires sur le territoire de Saint-Josse-ten-Noode et la proposition de programme CLE 2021-2025 ont été soumis à l'avis des membres de la Commission Communale de l'Accueil (CCA) en réunion CCA ;

Décide:

d'approuver le dossier comprenant l'état des lieux, l'analyse des besoins de l'accueil des enfants de 2.5 à 12 ans en dehors des heures scolaires sur le territoire de Saint-Josse-ten-Noode et le nouveau Programme CLE pour le quinquennat 2026-2030;

de communiquer le présent dossier accompagné de ses différentes annexes auprès de l'ONE en vue d'agrément.

*5 annexes / 5 bijlagen*

*Programme Clé 2026.docx, Questionnaire Parents.docx, Questionnaire maternels.docx, Questionnaire 123 (primaires).docx, Questionnaire 456 (primaires).docx*

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et services en vertu de circonstances impérieuses et imprévues.

Le Conseil prend connaissance des décisions ci-après et décide d'approuver les dépenses :

#014/27.05.2026/B/0037# - Programme Triennal d'Investissement 2016-2018 – Dotation Triennale de Développement, Projet n° 3; Ecole H.Frick : Travaux de rénovation de l'éclairage ; Approbation avenant 1 ; Application de l'article 249 de la Nouvelle loi communale.

#014/27.05.2026/B/0038# - Marché d'entretien préventif et mise en conformité des systèmes de détection incendie pour l'année 2024 et reconductible tacitement trois fois ; Approbation avenant 1 ; Application de l'article 249 de la Nouvelle loi communale

#014/27.05.2026/B/0040# - Affaissement grave au niveau de la taque de Vivaqua – Rue des Moissons n°57 – Approbation de l'attribution – Application des articles 234 §3 et 249 §1er al. 2 de la Nouvelle Loi communale.

#014/02.06.2026/B/0043# -Stade G.PETRE; Travaux de sécurisation des abords des terrains ; Approbation de l'attribution. Application des articles 234 §3 et 249 §1er al. 2 de la Nouvelle Loi communale

#014/16.06.2026/B/0125# - Cimetière Communal / Conciergerie: Travaux de réparation urgents , infiltration et inondation – Application des articles 234 §4 et 249 §1er al. 2 de la Nouvelle Loi communale.

---

**Beslissingen in toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet;  
kennisname en goedkeuring van de uitgaven.- uitstel van 24/06/2026  
(Aanvullend)**

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten gegund voor werken, leveringen en diensten omwille van dringende en onvoorziene omstandigheden.

De Gemeenteraad neemt kennis van de hieronder beslissingen en keurt de uitgaven ervan goed :

#014/27.05.2026/B/0037# - Driejarig investeringsprogramma 2016-2018 – Driejarige Ontwikkelingsdotatie, project nr. 3; H. Frick School: renovatie van de verlichting ; goedkeuring van aanvullende overeenkomst 1 ; Toepassing van artikel 249 van de nieuwe gemeentewet.

#014/27.05.2026/B/0038# - Overheidsopdracht voor preventief onderhoud en naleving van de regelgeving voor brandmeldsystemen voor het jaar 2024, stilzwijgend driemaal verlengbaar ; goedkeuring van aanvullende overeenkomst 1 ; Toepassing van artikel 249 van de nieuwe gemeentewet.

#014/27.05.2026/B/0040# - Ernstige verzakking ter hoogte van de Vivaqua-putdeksel – Oogststraat nr. 57 – Goedkeuring van de gunning – Toepassing van de artikelen 234 §3 en 249 §1, lid 2 van de Nieuwe Gemeentewet.

#014/02.06.2026/B/0043# -G. PETRE-stadion; Beveiligingswerken aan de omgeving van de sportterreinen; Goedkeuring van de gunning. Toepassing van de artikelen 234, §3 en 249, §1, tweede lid van de Nieuwe Gemeentewet.

#014/16.06.2026/B/0125# - Gemeentelijke Begraafplaats / Conciërgewoning : Dringende herstellingswerken, infiltratie en overstroming – Toepassing van artikelen 234 §4 en 249 §1, 2° van de Nieuwe Gemeentewet.

*5 annexes / 5 bijlagen*

*Collège 02.06.2026-0043.pdf, Collège 27.05.26 - 0040.pdf, Collège 27.05.26 - 0038.pdf, Collège 27.05.26 - 0037.pdf, Collège 16.06.26 - 0125.pdf*

---

30.06.2026/A/0025 **Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.- report du 24/06/2026 (Complémentaire)**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 42, § 1, 1<sup>o</sup>a de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions versées au dossier.

---

**Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.- uitstel van 24/06/2026 (Aanvullend)**

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 42, § 1, 1<sup>o</sup>a van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de gevoegde beslissingen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Info Conseil - Collège 27.05.26.pdf, info Collège 09.06.2026.pdf*

---

30.06.2026/A/0026 **L'asbl Transit ; Interpellation introduite par Mme MARA Gabriela, Conseillère communale LB. (Complémentaire)**

*1 annexe / 1 bijlage*

*Interpellation Conseillère Gabriela Mara.pdf*

---

30.06.2026/A/0027 **La lutte contre les vols de vélos à Saint-Josse ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal PS.- report du 27/05/2026- report du 24/06/2026 (Complémentaire)**

*1 annexe / 1 bijlage*

*Interpellation introduite par M BOIKETE - Vol de vélos.pdf*

---

30.06.2026/A/0028 **Premier bilan de l'antenne communale de proximité du quartier Nord ; Interpellation introduite par M. LUAHABI Ismaël, Conseiller communal LB.- report du 29/04/2026- report du 27/05/2026- report du 24/06/2026 (Complémentaire)**

*1 annexe / 1 bijlage*

*Interpellation introduite par M.Luahabi pdf.pdf*

---

30.06.2026/A/0029 **Comité P'tit Boule ; Interpellation introduite par Mme KASKO Sofia, Conseillère communale PS.- report du 24/06/2026 (Complémentaire)**

**30.06.2026/A/0030 La propreté à Saint-Josse ; Interpellation introduite par Mme KASKO Sofia, Conseillère communale PS.- report du 24/06/2026 (Complémentaire)**

*1 annexe / 1 bijlage*  
*Interpellation Propreté Mme Kasko.pdf*

---

**30.06.2026/A/0031 Prévention des addictions aux jeux d'argent et aux paris sportifs à Saint-Josseten-Noode ; interpellation introduite par M. MOUHSSIN Ahmed, Conseiller communal Ecolo/Groen.- report du 24/06/2026 (Complémentaire)**

*1 annexe / 1 bijlage*  
*Prévention des addictions aux jeux M. Mouhssin.pdf*

---

**30.06.2026/A/0032 Températures dans les écoles durant la canicule; interpellation introduite par M. MOUHSSIN Ahmed, Conseiller communal Ecolo/Groen. (Complémentaire)**

*1 annexe / 1 bijlage*  
*Interpellation introduite par M.Mouhssin - 30.docx*

---

**30.06.2026/A/0033 Les difficultés liées aux réservations d’emplacements en voirie lors de chantiers d’importance sur le territoire communal ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal PS.- report du 24/06/2026 (Complémentaire)**

*1 annexe / 1 bijlage*  
*Interpellation du Conseiller communal Philippe BOIKETE sur les difficultés liées aux réservations d.pdf*

---

**30.06.2026/A/0034 Les nuisances liées à la consommation d’alcool dans l’espace public et leurs impacts sur les riverains ; Interpellation introduite par M. AKKAS Halit, Conseiller communal PS.- report du 24/06/2026 (Complémentaire)**

*1 annexe / 1 bijlage*  
*Interpellation du Conseiller communal Halit AKKAS sur les nuisances liées à la consommation d.pdf*